



OIC/CFM-43/2016/ECO/RES/

Original: Anglais

**RÉSOLUTIONS
SUR
LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

**ADOPTÉES PAR LA
43^e SESSION DU
CONSEIL DES
MINISTRES
DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*(Session de l'éducation et de
l'Éveil sur le chemin de la paix
et de la créativité)*

**TACHKENT, REPUBLIQUE D'OUZBEKISTAN
17-18 MUHARRAM 1438H
18-19 OCTOBRE 2016**

No.	Titre	Page
I	Résolution No. 1/43-E sur la Coopération dans le Domaine du Commerce, de l'Investissement et du Tourisme	3
II	Résolution No. 2/43-E sur le Développement de l'Agriculture, le Travail et le Transport	11
III	Résolution No. 3/43-E sur la Microfinance et la finance Sociale, les Fonds Spéciaux et les Programmes Economiques Régionaux	18
IV	Résolution No. 4/43-E sur l'Assistance Economique aux Etats Membres de l'OCI et aux Communautés Musulmanes dans les territoires contestés/occupés et dans les pays non-membres dans le cadre du mandat de l'OCI	24
V	Résolution No. 5/43-E sur la Mise en Œuvre des Décisions du COMCEC	28
VI	Résolution No. 6/43-E sur les Activités des Institutions Compétentes de l'OCI oeuvrant dans le Domaine Economique	30

**RESOLUTION No. 1/43-E
SUR LA
COOPÉRATION DANS LE DOMAINE
DU
COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DU TOURISME**

La quarante-troisième session du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères de l'Organisation de la Coopération Islamique (Session de l'éducation et de l'éveil sur le chemin de la paix et de la créativité), tenue à Tachkent, République d'Ouzbékistan, les 17-18 Muharram 1438 H (18-19 octobre 2016) ;

Se fondant sur la Charte de l'Organisation de la coopération islamique sur l'intensification de la coopération intra-OCI dans le domaine socio-économique ;

Rappelant le Programme d'Action OCI-2025, adopté par la 13^{ème} Conférence Islamique au Sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 avril 2016, et son soutien à la promotion du commerce et de l'investissement, au transfert de technologie, au développement du secteur privé, à l'industrialisation, à la réduction de la pauvreté, entre autres ;

Soucieuse de donner effet à l'Accord général sur la coopération économique, technique et commerciale entre les Etats membres de l'OCI, adopté en vertu de la Résolution n ° 1/8-E de la huitième session du CMAE tenue à Tripoli, Libye, du 16 au 22 mai 1977 ;

Réaffirmant l'Accord sur la promotion, la protection et la garantie des investissements entre les États membres de l'OCI, qui a été adopté par la douzième session du CMAE tenue à Bagdad, en Irak, du 1 au 5 Juin 1981 ;

Rappelant les Résolutions sur les questions économiques adoptées par la 42^{ème} session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères, tenu à Koweït, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015 ;

Réaffirmant les résolutions pertinentes du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'OCI (COMCEC), en particulier celles adoptées par la

31^{ème} session du COMCEC tenue à Istanbul, République de Turquie, du 23 au 26 novembre 2015 ;

Saluant les différentes initiatives lancées par les États Membres de l'OCI en vue de renforcer la coopération économique intra-OCI et leur soutien respectif à la mise en œuvre des résolutions pertinentes de l'OCI ;

Tenant compte des rapports sur les activités des différentes institutions de l'OCI œuvrant dans le domaine économique, à savoir : le SESRIC, le CIDC, le Groupe de la BID, la CICIA, et l'INMPI ;

Ayant examiné le rapport pertinent du Secrétaire général ;

A. ÉCHANGES COMMERCIAUX ET INVESTISSEMENT INTRA-OCI

Réaffirmant la résolution n ° 1/42-E adoptée par la 42^{ème} session du Conseil des ministres des affaires étrangères, tenue à la ville de Koweït, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015, en ce qui concerne les échanges commerciaux intra-OCI ;

Prenant note des résolutions pertinentes du COMCEC, dont en particulier celles adoptées par la 31^{ème} session du COMCEC, tenue à Istanbul, en République de Turquie, du 23 au 26 novembre 2015 ;

Prenant note de la décision de l'Assemblée générale conjointe des Institutions subsidiaires, en particulier, concernant les activités du CIDC et du SESRIC sur les questions relatives au commerce et à l'investissement ;

Exprimant sa satisfaction de l'augmentation constante de la valeur globale des échanges intra-OCI des biens qui a atteint le chiffre de 878 milliards US \$ en 2015, contre 802,25 milliards US \$ en 2014, ainsi que de l'accroissement de la part de ces échanges intra-OCI qui sont passés de 19,33 % en 2014 à 19,78% en 2015 ;

Prenant note avec satisfaction l'organisation réussie de la 15^{ème} Foire commerciale de l'OIC, tenue à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, les 22-26 mai 2016, et diverses foires commerciales spécialisées dans les Etats membres de l'OIC dans des domaines tels que les industries agroalimentaires, la santé, l'alimentation Halal, les produits organiques etc.,

Prenant également note avec satisfaction des diverses actions et interventions des membres du Groupe de la BID dans le domaine du financement du commerce, qui ont présenté des approbations commerciales cumulées par la Société Islamique Internationale de Financement du Commerce (SIFC) à hauteur de 6,047 milliards en 2015, et les diverses assurances commerciales par ICECS d'un montant de 5,29 milliards de dollars en 2015 ;

Saluant les efforts déployés par le Comité permanent pour la coopération économique et commerciale (COMCEC) pour booster la coopération économique et commerciale entre les Etats membres de l'OIC, notamment à travers le Groupe de travail du COMCEC sur le commerce et le Mécanisme de financement de projets du COMCEC ;

Examinant les conclusions du séminaire sur "la Modalité du guichet unique et du commerce électronique et leur rôle dans la promotion du commerce intra-OIC", tenu à Casablanca, Royaume du Maroc, les 9-10 novembre 2015 ;

Prenant note avec satisfaction des conclusions du Séminaire sur la mise en œuvre des Règles d'origine du TPS-OIC, organisé par le Bureau de coordination du COMCEC et l'Union turque des Chambres et des Bourses de valeurs (TOBB) à Ankara, les 26-27 janvier 2015 ;

Saluant les efforts du Secrétaire général pour la coordination croissante des activités des agences de promotion du commerce et de l'investissement dans les Etats membres de l'OIC et ses Institutions, œuvrant dans le domaine du commerce ;

Prenant note des conclusions du Forum des parties prenantes de l'OIC sur les Normes et Procédures Halal Unifiées, tenu au siège de l'OIC, à Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite, les 09-10 décembre 2015 ;

Prenant également note du rapport et des recommandations du Forum des Agences de promotion de l'investissement (API) des Etats membres de l'OIC, tenu à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, le 23 mai 2016 ;

Prenant également note du rapport et des recommandations du Forum des Agences de promotion de l'investissement (API), organisé par le Secrétariat général, la CIDC et l'ICECS, en marge de la 15^{ème} Foire commerciale de l'OIC, à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, le 24 mai 2016, et tout particulièrement en ce qui concerne la création d'un organisme permanent aux fins de l'arbitrage des différends liés aux investissements entre les investisseurs ou les personnes morales opérant dans les Etats membres de l'OIC ;

Salut la Chambre islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture pour la réussite de la tenue du 9^{ème} Forum des femmes d'Affaires à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, le 25 mai 2016 ;

1. INVITE tous les Etats membres et institutions de l'OIC à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'atteindre le nouvel objectif de 25% pour le commerce intra-OIC, à l'horizon 2025, tel que préconisé dans le Programme d'action OIC-2025, adopté par la 13^{ème} conférence islamique au Sommet, tenue à Istanbul, en République de Turquie, le 15 avril 2016.

2. APPELLE à des actions soutenues destinées à promouvoir le commerce intra-OIC, à travers des initiatives additionnelles sur la promotion du commerce, le financement du commerce, la facilitation du commerce, le développement des produits de base stratégiques et du renforcement des capacités, entre autres ; **et SE FELICITE** de la mise en œuvre rapide du TPS-OIC, compte tenu de l'achèvement des exigences légales à cet égard ; et

3. INVITE le Secrétariat du CCG, au nom de ses six Etats membres, et du Royaume du Maroc, à transmettre leurs listes de concession actualisées, dans les meilleurs délais possibles, au Secrétariat du Comité des négociations commerciales, en vue d'assurer la réalisation rapide des opportunités d'accès au marché offertes par le TPS-OIC ;

4. APPELLE également à l'adoption des Normes halal de l'OIC/INMPI relatives aux produits/ services et aux procédures, par les Etats membres ;

5. Exhorte les Etats membres de l'OIC, qui ne s'y sont pas encore attelés, d'examiner d'accéder aux Articles de l'Accord de la Société Islamique Internationale de

Financement du Commerce (SIFC) et aux Articles de l'Accord de la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE);

6. Invite les Agences de promotion du commerce et de l'investissement de se réunir régulièrement dans le but d'échanger les meilleures pratiques, le renforcement des capacités, la promotion et l'attraction de l'investissement intra-OCI, la mise en œuvre de des accords pertinents de commerce et d'investissement, et l'organisation de foras internationaux et régionaux en collaboration avec le Secrétariat général, le COMCEC et autres institutions pertinentes de l'OCI ;

7. Invite également la CICIA et les autres entités du secteur privé dans les Etats membres de l'OCI à participer activement à la Foire biennale islamique et aux autres foires commerciales, expositions et fora spécialisés de l'OCI ;

8. Invite davantage tous les Etats membres à continuer de soumettre leurs contributions aux programmes annuels de travail des Institutions subsidiaires de l'OCI pour renforcer le caractère inclusif et la propriété des programmes et projets de l'OCI ;

9. Demande le Secrétaire général, en consultation avec les Etats membres et les Institutions et organes pertinents de l'OCI, y compris le COMCEC de proposer des modalités de la création d'un organe permanent pour le règlement des disputes découlant de l'Accord de promotion, de protection et de garantie des investissements entre les Etats membres de l'OCI ;

10. Prend note de la décision de la 32^{ème} Réunion du Comité de suivi du COMCEC, tenue les 17-18 mai 2016, qui, conformément à la proposition faite par SE le Président Recep Tayyip Erdogan, Président de la Turquie et président du COMCEC, dans son discours d'ouverture de la 13^{ème} Conférence islamique au Sommet, a accueilli favorablement l'offre de l'Union turque des Chambres et des Bourses de valeurs (TOBB) de créer un centre d'arbitrage de l'OCI, à Istanbul ; et demande à la CICIA d'engager, en collaboration avec la TOBB, les procédures nécessaires et de soumettre un rapport à la 32^{ème} session du COMCEC.

11. PRIE INSTAMMENT les États membres de l'OCI de prendre des mesures efficaces, y compris par la voie de leurs législations nationales, ce qui empêcherait les

IDE (investissements directs étrangers), les importations/exportations, la vente et la réalisation de tous les biens ou services produits dans les territoires occupés des États membres de l'OCI ou des biens et services qui ont été produits par l'utilisation de ressources expédiées à partir des territoires occupés des États membres de l'OCI, et de ne pas permettre toute sorte de publicité ou de commercialisation des activités de biens ou de services visant à propager les régimes séparatistes dans les territoires occupés des États membres de l'OCI.

B. DÉVELOPPEMENT DU TOURISME

Conformément aux dispositions du Cadre de développement et de coopération de l'OCI dans le domaine du tourisme entre les États membres de l'OCI, adopté par la 6^{ème} Conférence islamique des ministres du Tourisme (CIMT), tenue à Damas, en République arabe de Syrie, du 29 juin au 2 juillet 2008 ;

Rendant hommage au Gouvernement de la République du Niger pour avoir abrité la 9^{ème} Conférence des Ministres du Tourisme, tenue à Niamey, en République du Niger, les 21-23 décembre 2015 ; et **prenant note** des conclusions de ladite Conférence, en particulier l'adoption du Programme exécutif pour la mise en œuvre du Cadre de développement et de coopération de l'OCI dans le domaine du tourisme entre les États membres (2016-2017) et la sélection des villes d'Al-Madinah Al-Mounawarah (Arabie Saoudite) et de Tabriz (Iran), respectivement, en tant que capitales du tourisme islamique pour les années 2017 et 2018 ;

Prenant note des résolutions pertinentes du COMCEC, en particulier celles adoptées par la 31^{ème} session du COMCEC, tenue à Istanbul, en République de Turquie, les 23-26 novembre 2015 ;

Saluant les efforts déployés par le Comité permanent de l'OCI pour la coopération économique et commerciale (COMCEC) en matière de promotion de la coopération entre les États membres de l'OCI dans le domaine du tourisme, notamment à travers le Groupe de travail du COMCEC sur le tourisme et son mécanisme de financement des projets ;

Exprimant sa satisfaction du lancement de diverses activités commémorant l'octroi du Prix du tourisme 2016 de l'OCI à la ville de Konya ;

Exprimant également sa satisfaction des résultats du quatrième Forum OCI/COMCEC sur le tourisme et le secteur privé, tenu à Istanbul, en République de Turquie, les 14-15 Janvier 2016 ;

Se félicitant de l'offre de la République Arabe d'Egypte d'accueillir la 3^{ème} Foire du Tourisme des Etats Membres de l'OCI au Caire, au cours de la période comprise entre le 18 et le 21 Octobre 2017 ;

Saluant la contribution des différentes institutions de l'OCI au développement du secteur du tourisme, à savoir : le SESRIC, le CIDC, l'IRCICA, le Groupe de la BID, l'ISESCO, la CICIA et l'INMPI ;

1. **SE FELICITE** des résolutions ci-joint adoptées par la 9^{ème} Conférence des Ministres du Tourisme, tenue à Niamey, en République du Niger, les 21-23 décembre 2015.
2. **SE FELICITE également** de l'attribution à la ville d'Al-Madinah Al-Mounawarah du prix de la Ville du Tourisme de l'OCI 2017 et à la ville de Tabriz du prix similaire pour l'année 2018, et s'engage à participer aux diverses cérémonies commémoratives et aux activités visant à promouvoir le tourisme intra-OCI, dans ces villes récipiendaires du prix.
3. **APPELLE** à l'application rapide du Programme exécutif pour la mise en œuvre du Cadre de développement et de coopération de l'OCI dans le domaine du tourisme entre les Etats membres (2016-2017), en particulier la mise sur pied de groupes de travail sur le tourisme islamique et le marketing touristique, et l'organisation d'un forum pour les investisseurs publics et privés dans le domaine du développement du tourisme, qui fonctionnera en coopération et en collaboration avec le Groupe de travail du COMCEC sur le Tourisme et le Forum du Tourisme du Secteur Privé du COMCEC/OCI ; et **SE FELICITE**, à cet égard, de la sélection de la République d'Indonésie en tant que coordonnateur du Groupe de travail sur le tourisme

islamique et de la Malaisie en tant que coordonnateur du groupe de travail sur le marketing touristique.

4. **EXHORTE** tous les Etats membres à organiser des événements annuels sur le tourisme islamique afin de promouvoir le flux touristique intra-OCI, et ce à travers la facilitation de visas, l'intensification de l'investissement, le marquage et la normalisation, et le renforcement des capacités.
5. **INVITE** tous les Etats membres et leurs entités du secteur privé respectives à promouvoir le tourisme intra-OCI en participant activement à la Troisième Foire du Tourisme de l'OCI-COMCEC, prévue au Caire, en République Arabe d'Egypte, du 18 au 21 octobre 2017.
6. **RÉITÈRE** son appréciation de l'offre par le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh, d'abriter la 10^{ème} Conférence islamique des Ministres du tourisme en 2017 et **appelle** tous les Etats membres à participer activement à ladite conférence.

C. RÔLE DU SECTEUR PRIVE :

Rappelant le Programme d'Action OCI 2025, adopté par la 13^{ème} Conférence Islamique au Sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 avril 2016, qui donne la priorité au rôle du secteur privé pour augmenter l'investissement et le commerce, la croissance économique, l'industrialisation et la transformation structurelle dans les Etats membres de l'OCI ;

Réaffirmant les dispositions pertinentes de la Résolution n°2/42-E, adoptée par la 42^{ème} session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères, qui a eu lieu à la ville de Koweït, à Koweït, les 27-28 mai 2015 ;

Prenant note des résolutions pertinentes de la 31^{ème} session du COMCEC, tenue les 23-26 novembre 2015, à Istanbul, Turquie ;

Saluant les efforts déployés par le Comité permanent de l'OCI pour la coopération économique et commerciale (COMCEC) en matière de promotion de la coopération entre les Etats membres de l'OCI dans le domaine du développement du secteur privé, notamment à travers le Groupe de travail du COMCEC et le mécanisme de financement des projets du Comité ;

Prenant également note des activités dans le cadre du FSID relatives au soutien à la microfinance pour les Petites et Moyennes Entreprises ;

Saluant le rôle de la Société Islamique pour le Développement du secteur privé (SIDSP), qui a commencé ses opérations en 1999, en soutenant le développement économique des Etats membres de l'OCI grâce à la disposition de la finance pour les projets du secteur privé, la promotion de la concurrence et de l'entrepreneuriat ;

Prenant en compte le rapport sur les activités de la CICIA, en particulier, à l'ère de la promotion du commerce, de l'organisation de foires commerciales spécialisées et de fora des affaires, ainsi que d'atelier de renforcement des capacités ;

1. **APPELLE** les Etats membres à promouvoir le rôle du secteur privé pour le progrès de la coopération économique au sein de l'OCI, et demande au Secrétaire général d'organiser une réunion des acteurs clés du secteur privé à cet effet ;
2. **EXHORTE** les Etats membres de l'OCI, qui ne s'y sont pas encore attelés, à examiner l'accès aux Articles de l'Accord de la Société Islamique pour le Développement du secteur privé (SIDSP) en tant que membre du Groupe de la BID ;
3. **DEMANDE** aux Etats membres de l'OCI de désigner leur Chambre de commerce en tant que membre accrédité de la CICIA, afin de renforcer l'adhésion à la CICIA, ainsi que de consolider le soutien à cet important représentant mandataire de l'OCI ;
4. **RENOUVELLE** son appel à la CICIA à participer activement à l'organisation du Forum islamique du tourisme en collaboration avec d'autres institutions du secteur public dans les Etats membres de l'OCI ;
5. **LANCE UN APPEL** à toutes les institutions de l'OCI œuvrant dans le domaine de la promotion du commerce, de coordonner leurs actions respectives avec la CICIA, en vue d'améliorer l'efficacité et une couverture plus vaste des foires, expositions et fora spécialisés ;

6. **APPELLE** la société islamique pour le développement du secteur privé (ICD) à préparer le catalogue général des zones prioritaires et des projets d'investissement dans les Etats membres de l'OIC. »

7. **INVITE** la Chambre islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CICIA) à fournir des informations analytiques sur les meilleures pratiques dans le domaine des PME.

C. DISPOSITION GENERALE

Demande au Secrétaire général de suivre la mise en œuvre de cette Résolution et de soumettre un rapport sur chaque point apparaissant de A à C, à la 44^{ème} session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères.

**RESOLUTION N°2/43-E
SUR LE
DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE, DU TRAVAIL ET DU TRANSPORT**

La quarante-troisième session du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères de l'Organisation de la Coopération Islamique (Session l'éducation et de l'éveil sur le chemin de la paix et de la créativité), tenue à Tachkent, République d'Ouzbékistan, les 17-18 Muharram 1438 H (18-19 octobre 2016) ;

Se fondant sur la Charte de l'Organisation de la coopération islamique sur l'intensification de la coopération intra-OCI dans le domaine socio-économique ;

Rappelant le Programme d'Action OCI-2025, adopté par la 13^{ème} Conférence Islamique au Sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 avril 2016 ;

Soucieuse de donner effet à l'Accord général sur la coopération économique, technique et commerciale entre les Etats membres de l'OCI, adopté en vertu de la Résolution n°1/8-E de la huitième session du CMAE tenue à Tripoli, Libye, du 16 au 22 mai 1977 ;

Réaffirmant l'Accord sur la promotion, la protection et la garantie des investissements entre les États membres de l'OCI, qui a été adopté par la douzième session du CMAE tenue à Bagdad, en Irak, du 1^{er} au 5 Juin 1981 ;

Rappelant les Résolutions sur les questions économiques adoptées par la 42^{ème} session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères, tenu à Koweït, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015 ;

Réaffirmant les résolutions pertinentes du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'OCI (COMCEC), en particulier celles adoptées par la 31^{ème} session du COMCEC tenue à Istanbul, République de Turquie, du 23 au 26 novembre 2015 ;

Saluant les différentes initiatives lancées par les États Membres de l'OCI en vue de renforcer la coopération économique intra-OCI et leur soutien respectif à la mise en œuvre des résolutions pertinentes de l'OCI ;

Tenant compte des rapports sur les activités des différentes institutions de l'OCI œuvrant dans le domaine économique, à savoir : le SESRIC, le CIDC, le Groupe de la BID, la CICIA, et l'INMPI ;

Ayant examiné le rapport pertinent du Secrétaire général ;

A. AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Rappelant le Programme d'Action OCI-2025, adopté par la 13^{ème} Conférence Islamique au Sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 avril 2016 et, tout particulièrement, les objectifs liés à l'agriculture, au développement rural et à la sécurité alimentaire ;

Réaffirmant également les dispositions pertinentes de la Résolution n°1/42-E adoptée par la 42^{ème} session du Conseil des ministres des affaires étrangères, tenue à Koweït-city, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015, notamment en ce qui concerne l'inauguration de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (IOFS) ;

Prenant note des résolutions pertinentes de la 31^{ème} session du COMCEC, tenue du 23 au 28 Novembre 2015 à Istanbul, Turquie ;

Saluant les efforts déployés par le Comité permanent de l'OCI pour la coopération économique et commerciale (COMCEC) en matière de promotion de la coopération entre les Etats membres de l'OCI dans le domaine de l'agriculture, notamment à travers le Groupe de travail du COMCEC sur l'Agriculture et le mécanisme de financement des projets du Comité ;

Réaffirmant la résolution sur la promotion de la sécurité alimentaire et le développement agricole dans les États membres de l'OCI, adoptée par la septième Conférence ministérielle de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole, tenue à Astana, République du Kazakhstan, du 26 au 28 avril 2016 ;

Prenant note des résultats de l'Assemblée générale inaugurale de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (IOFS), tenue à Astana, République du Kazakhstan, du 26 au 28 Avril 2016 ;

Exprimant sa satisfaction de l'augmentation du nombre des signataires du Statut de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire qui est passé à 30 États membres, ainsi que la ratification de ce statut par 4 Etats membres de l'OCI ;

Soulignant le rôle de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire nouvellement créée, en tant qu'institution spécialisée de l'OCI, dans la coordination et la mise en œuvre des politiques et programmes de l'OCI axés sur l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire ;

Soulignant également l'impératif de relever les défis posés par l'insécurité alimentaire dans les États membres de l'OCI, à travers la mise en œuvre d'un plan d'action comprenant la création de fonds exclusifs pour les PME et la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire ;

Reconnaissant le potentiel du secteur agricole quant à générer la richesse et les avantages, sociaux et à contribuer au développement des économies nationales, ainsi que son importance dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et la nutrition au sein des États membres de l'OIC, face à la demande croissante provoquée par la croissance démographique et l'urbanisation rapide ;

Considérant la nécessité de tirer parti des avantages des dotations agricoles des États membres de l'OIC à travers le développement des chaînes de valeur et l'accélération des échanges et du marketing ;

Exprimant sa gratitude au Gouvernement de la République du Kazakhstan pour avoir accueilli la Septième Conférence ministérielle de l'OIC sur la sécurité alimentaire et le développement agricole, et l'Assemblée générale inaugurale de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire, à Astana, au Kazakhstan, les 26-28 avril 2016, respectivement ;

Tenant compte des rapports sur les activités des différentes institutions de l'OIC dans le domaine du développement agricole et de la sécurité alimentaire ;

1. **APPROUVE** la résolution ci-jointe sur la promotion de la sécurité alimentaire et le développement agricole dans les États membres de l'OIC, adoptée par la Septième Conférence ministérielle de l'OIC sur la sécurité alimentaire et le développement agricole, tenue à Astana, en République du Kazakhstan, les 26-28 avril 2016 ; et **PRIE INSTAMMENT** tous les États membres et les institutions de l'OIC à mettre en œuvre efficacement ses dispositions.
2. **SE FELICITE** du lancement de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (IOFS), en tant que nouvelle institution spécialisée de l'OIC, qui fera office d'organe exécutif pour les programmes de l'OIC dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire.
3. **INVITE** tous les Etats Membres et institutions compétentes de l'OIC à coopérer activement avec l'IOFS dans le domaine de sa compétence et à la soutenir dans la mise en œuvre des divers programmes inscrits dans le cadre de son plan d'action quinquennal.
4. **FELICITE** les États membres de l'OIC, qui ont déjà signé et ratifié le Statut de l'IOFS, et **PRIE INSTAMMENT** les autres Etats membres à y adhérer dans les plus brefs délais.

5. **EXHORTE** les signataires du Statut de l'IOFS à finaliser sa ratification.

6. **RECOMMANDE** aux Etats membres de l'IOFS de faire des contributions et des dons volontaires à l'IOFS.

B. TRAVAIL, EMPLOI ET PROTECTION SOCIALE

Rappelant le Programme d'Action OCI-2025, adopté par la 13^{ème} Conférence Islamique au Sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 avril 2016 et, tout particulièrement, les objectifs liés au travail, à l'emploi et à la protection sociale ;

Réaffirmant les dispositions pertinentes de la Résolution n°1/42-E adoptée par la 42^{ème} session du Conseil des ministres des affaires étrangères, tenue à Koweït-city, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015, notamment en ce qui concerne les questions du travail, de l'emploi et de la protection sociale ;

Conformément aux dispositions du Cadre de coopération de l'OCI dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale, adopté par la Deuxième Conférence islamique des Ministres du travail (CIMT) ;

Réaffirmant la Résolution sur la coopération entre les Etats membres de l'OCI dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale, adoptée par la Troisième Conférence islamique des ministres du Travail, tenue à Jakarta, en République d'Indonésie, du 28 au 30 octobre 2015 ;

Réaffirmant également les dispositions pertinentes de la Résolution sur la Coopération dans le domaine du Travail, de l'Emploi et de la Protection sociale, issue de la 3^{ème} Conférence islamique des Ministres du Travail, qui avait, entre autres, adopté le Statut du Centre du travail de l'OCI, à Bakou, en Azerbaïdjan, et demandé à cette fin au Secrétaire général de soumettre le Statut au CMAE pour approbation.

Considérant le nombre important de jeunes chômeurs dans les États membres de l'OCI et la nécessité pour l'ensemble des États membres de collaborer et d'échanger les meilleures pratiques en vue de renforcer leurs plans stratégiques nationaux, visant l'autonomisation des jeunes et leur acquisition des compétences ;

Désireuse d'accélérer la concrétisation du Programme exécutif pour la mise en œuvre du Cadre de coopération de l'OCI dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale ;

Exprimant sa gratitude au Gouvernement de la République d'Indonésie pour avoir accueilli la Troisième Conférence islamique des ministres du travail (CIMT) ;

Exprimant également sa considération au Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite pour son offre d'accueillir la Quatrième Conférence islamique des ministres du Travail (CIMT), en 2017 ;

Exprimant en outre sa gratitude au Gouvernement de la Malaisie pour avoir organisé le Programme de Gestion des compétences en matière de sécurité et de santé au travail (SST) pour les Etats membres de l'OCI, du 25 juillet au 5 août 2016 ;

Saluant les différentes institutions de l'OCI qui ont lancé des projets de renforcement des capacités et d'assistance technique dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale ;

1. **SE FELICITE de** la Résolution ci-jointe sur la coopération entre les Etats membres de l'OCI dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale, adoptée par la Troisième Conférence islamique des ministres du Travail, tenue à Jakarta, en République d'Indonésie, du 28 au 30 octobre 2015 ; et **EXHORTE** les États membres et institutions de l'OCI à mettre en œuvre de manière effective ses dispositions.
2. **DEMANDE** aux États Membres, qui ont parrainé des projets spécifiques dans le cadre du Programme exécutif pour la mise en œuvre du Cadre de coopération de l'OCI dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale, de soutenir la mise en œuvre effective et rapide de ces projets.
3. **S'ENGAGE** à promouvoir des mesures visant à encourager la coopération intra-OCI, à travers les échanges de connaissances et d'expertises, et les programmes de formation et de renforcement des capacités, dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale.
4. **SE FELICITE** de l'offre du Gouvernement de la République d'Indonésie d'organiser un atelier de travail sur la Recherche et les études des concepts et pratiques islamiques liés aux questions de l'emploi en 2017 ; et **INVITE** tous les Etats membres à participer activement à cet événement.
5. **SE FELICITE** également de l'offre du Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite d'accueillir la 4^{ème} Conférence islamique des ministres du Travail (CIMT) en 2017 ; et **DEMANDE** à tous les États membres à participer activement à ladite Conférence.
6. **APPROUVE** le projet de Statut du Centre du travail de l'Organisation de la Coopération Islamique, qui a été adopté par la Troisième Session de la Conférence islamique des ministres du Travail, tenue les 28-30 octobre 2015, à Jakarta, République d'Indonésie ; et **INVITE**, à cet égard, tous les Etats membres de l'OCI à signer et à ratifier ledit Statut dans les meilleurs délais afin de permettre l'entrée en vigueur du Centre.

7. **RECONNAIT** la nécessité pour le Centre du Travail d'interagir avec ses Etats membres en prenant dument en considération leurs priorités et leurs législations nationales.

8. **REND HOMMAGE** au Gouvernement d'Azerbaïdjan pour son précieux soutien à cette initiative visant à améliorer la collaboration intra-OCI dans les domaines du travail, de l'emploi et la protection sociale, ainsi que pour la mise en œuvre effective de l'action commune de l'OCI dans ce domaine.

C. DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT

Rappelant la Résolution n°5/11-E (IS) adoptée par la 11^{ème} Session de la Conférence islamique au Sommet, tenue à Dakar, en République du Sénégal, les 13-14 Mars 2008 ;

Conformément aux dispositions pertinentes de la Résolution n°1/42-E adoptée par la 42^{ème} Session du Conseil des Ministres des affaires étrangères, tenue à Koweït-city, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015, en ce qui concerne le projet de liaison ferroviaire de l'OCI Dakar-Port Soudan ;

Prenant note des résolutions pertinentes de la 31^{ème} session du COMCEC, tenue du 23 au 26 novembre 2015, à Istanbul, en Turquie ;

Rappelant le Programme d'action OCI 2025, adopté par la 13^{ème} Conférence islamique au Sommet, tenue à Istanbul, en République de Turquie, les 14-15 avril 2016, qui accorde la priorité au développement des transports, en tant que facteur clé du développement socio-économique durable ;

Reconnaissant que le développement d'une infrastructure de transport efficace joue un rôle clé dans la mise des États membres de l'OCI sur la voie d'une croissance économique soutenue, de l'augmentation de la productivité, de l'élargissement des marchés nationaux des biens et services, et de la compétitivité internationale ;

Conscient que l'infrastructure des transports dans les États membres de l'OCI, hormis certains pays, n'est pas en phase avec le rythme de la demande ou les exigences de leurs économies, et que leurs réseaux de transport, dans leur ensemble, restent faiblement reliés ;

Ayant à l'esprit la présentation par le Sénégal de son projet national de voie ferrée Dakar-Bamako-Sikasso-Bobo-Dioulasso, qui constitue un segment important du corridor ferroviaire de l'OCI Dakar-Port-Soudan, à la BID pour financement ;

Saluant les efforts déployés par le Comité permanent de l'OCI pour la coopération économique et commerciale (COMCEC) en matière de promotion de la coopération entre les Etats membres de l'OCI dans le domaine du développement du transport multimodal, notamment à travers le Groupe de travail du COMCEC sur le transport et les communications et le mécanisme de financement des projets du Comité ;

Se félicitant également du soutien et des contributions de l'Office des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC), dans le cadre de son Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie (SS-GATE), pour ledit projet de voie ferrée de l'OCI ;

Réaffirmant l'importance de la coopération et de la collaboration entre les États Membres de l'OCI pour le développement des réseaux de transport régionaux et la mise en œuvre des projets transfrontaliers ;

Soulignant la nécessité d'harmoniser et de promouvoir le transport multimodal et les infrastructures des points de passage frontaliers, et d'améliorer les équipements et les services tout au long du corridor dans les Etats membres de l'OCI ;

Reconnaissant la nécessité d'une coopération accrue entre les Etats Membres de l'OCI pour remédier aux problèmes liés au transport et aux corridors de transit, en tant qu'élément important du développement durable ;

Se félicitant des efforts déployés par les institutions compétentes de l'OCI, en particulier la BID, durant leurs mandats respectifs, en vue de développer les corridors de transport multimodal dans les États membres de l'OCI, et les encourage à redoubler d'effort pour mobiliser l'assistance financière et technique requises aux États Membres de l'OCI pour le développement des corridors et des réseaux de transport multimodal ;

1. **INVITE** les Etats membres de l'OCI et ses partenaires de développement à encourager et appuyer davantage la mise en œuvre du segment Dakar-Bamako-Sikasso-Bobo-Dioulasso sur le corridor Dakar-Port-Soudan.

2. **RENOUVELLE SON APPEL** aux États membres et à ses partenaires de développement en vue de fournir le financement et l'assistance nécessaires aux Etats membres concernés, dans l'élaboration des études de faisabilité de leurs segments nationaux sur le corridor Dakar-Port-Soudan.

3. **DEMANDE** aux États Membres de l'OCI de renforcer davantage la coopération pour le développement du corridor transcasprien de transport international Est-Ouest ainsi que les corridors de transport multimodal Nord-Sud; et **ENCOURAGE** toutes les institutions financières concernées à coopérer activement avec les gouvernements des États membres dans le financement de projets de transport multimodal efficaces.

D. DISPOSITION GENERALE :

Demande au Secrétaire général de suivre la mise en œuvre de cette Résolution et de soumettre un rapport global sur chaque point apparaissant de A à C, à la 44^{ème} session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères.

RESOLUTION N°3/43-E

SUR

LA MICRO FINANCE ET LA FINANCE SOCIALE, LES FONDS SPECIAUX ET LES PROGRAMMES ECONOMIQUES REGIONAUX

La quarante-troisième session du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères de l'Organisation de la Coopération Islamique (Session l'éducation et de l'éveil sur le chemin de la paix et de la créativité), tenue à Tachkent, République d'Ouzbékistan, les 17-18 Muharram 1438 H (18-19 octobre 2016) ;

Rappelant l'Accord général pour la Coopération Economique, Technique et Commerciale entre les Etats membres de l'OCI, adopté conformément à la Résolution n°1/8-E de la 8^{ème} Session du CMAE, tenue à Tripoli, Lybie, les 16-22 mai 1977 ;

Rappelant également le Programme d'Action OCI-2025, adopté par la 13^{ème} Conférence Islamique au Sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 avril 2016 ;

Rappelant également le Communiqué final de la Conférence Islamique au Sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 avril 2016, mettant l'accent sur la nécessité d'une politique globale de développement de l'infrastructure de l'OCI, afin de réaliser la vision d'une communauté économique intégrée de l'OCI ;

Prenant note des Résolutions pertinentes de la 31^{ème} Session du COMCEC, tenue du 23 au 26 novembre 2015, à Istanbul, République de Turquie ;

Réitérant les dispositions pertinentes des Résolutions sur les questions économiques adoptées par la 42^{ème} Session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères, tenue à la ville de Koweït, au Koweït, les 27-28 mai 2015 ;

Consciente de l'importance des fonds spéciaux de l'OCI et des programmes économiques régionaux en soutenant les efforts nationaux en vue de réduire la pauvreté, d'améliorer la qualité des services sociaux et les infrastructures dans les Etats membres de l'OCI ;

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général ;

A. DÉVELOPPEMENT DE LA MICROFINANCE SOCIALE ISLAMIQUE

Réaffirmant les dispositions pertinentes de la Charte de l'Organisation de la coopération islamique qui encouragent les activités liées au renforcement de la coopération socio-économique intra-OCI ;

Rappelant le Programme d'action OCI-2025, adopté par la 13^{ème} Conférence du Sommet islamique tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 Avril 2016, qui accorde, entre autres, la priorité au développement des produits financiers islamiques ;

Rappelant l'Accord général sur la coopération économique, technique et commerciale entre les Etats membres de l'OCI, adopté en vertu de la Résolution n ° 1/8-E de la huitième session du CMAE, tenue à Tripoli, en Libye, du 16 au 22 mai 1977 ;

Rappelant également les dispositions pertinentes des résolutions sur les questions économiques adoptées par la 42^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères, tenue à Koweït-city, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015 ;

Prenant note de l'approbation par le FSID d'une allocation d'US \$ 111,470 millions pour le financement d'un certain nombre de projets dans les différents pays de l'OCI dans le cadre de son Programme d'appui à la microfinance (PSFM) ;

Reconnaissant les impératifs de financement concessionnel en vue de l'autonomisation économique des groupes vulnérables dans les États membres de l'OCI ;

Reconnaissant également que la finance sociale islamique peut potentiellement combler le déficit de ressources pour lutter contre la pauvreté et faire face au problème de l'exclusion financière dans les États membres de l'OCI ;

Notant avec satisfaction les travaux des conférences internationales sur la Zakat, qui ont eu lieu dans les différents États membres de l'OCI entre 1984 et 2010, et **notant également** la recommandation-clé qui en émane pour établir un Forum des institutions de la Zakat ;

Prenant note des résultats du séminaire de la microfinance islamique sur la réduction de la pauvreté dans les Etats membres de l'OCI, tenue à Bogor, République d'Indonésie, les 14-15 mai 2016 ;

Saluant les efforts soutenus du Groupe de la BID, en particulier l'IIRF, pour le développement du secteur de la finance sociale islamique dans les Etats membres de l'OCI ainsi que pour la documentation des expériences nationales pertinentes ;

1. **INVITE** les États Membres de l'OCI à créer l'environnement juridique et réglementaire nécessaire et à mettre en place l'infrastructure d'appui requise dans le but de promouvoir le développement de l'industrie de la microfinance sociale islamique.

2. **INVITE** le Secrétariat général et la BID à développer davantage le programme de microfinance islamique pour la réduction de la pauvreté et le transfert de capacités (IMPACT), qui vise à promouvoir le partage de l'information, le réseautage, le plaidoyer, la recherche et le renforcement des capacités entre les Etats membres de l'OCI en rapport à l'accès à la microfinance sociale à des fins de développement.

3. **DEMANDE** au Secrétaire général, en collaboration avec les États membres et les institutions compétentes de l'OCI, d'organiser un Forum des institutions et des fournisseurs de la zakat dans les États membres de l'OCI en vue d'examiner les voies et moyens d'une utilisation plus efficace de la finance sociale islamique pour les besoins du financement des projets de développement des États membres de l'OCI.

B. FONDS DE SOLIDARITE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FSID)

Rappelant les dispositions pertinentes de Communiqué final de la 13^{ème} Conférence islamique au sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 Avril 2016, en ce qui concerne la nécessité de mobiliser des ressources pour le compte du Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) ;

Réaffirmant ses résolutions pertinentes sur la mobilisation de capitaux en faveur du le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) ;

Prenant note des diverses interventions dans le contexte des projets de lutte contre la pauvreté par le biais du FSID qui se sont chiffrées à US \$ 565,8 millions en 2015 ;

Consciente de la nécessité de poursuivre la mobilisation de fonds en vue de combler le déficit de financement d'US \$ 7,74 milliards au niveau du Fonds de solidarité islamique pour le développement ;

Soulignant la nécessité d'accroître les décaissements sur la microfinance, l'éducation, la formation professionnelle, l'agriculture et les programmes de sécurité alimentaire ; et d'élaborer un modèle islamique d'investissements de fonds dans des entreprises et des activités pour la lutte contre la pauvreté et le développement

Soulignant également la nécessité d'accroître les contributions financières au Fonds de solidarité islamique pour le développement en tant qu'apport crucial pour l'expansion de ses activités en termes de réduction de la pauvreté, d'amélioration des services sociaux et des infrastructures dans les États membres de l'OCI, à travers la diversification des ressources ;

1. **DEMANDE** aux États Membres de l'OCI d'honorer leurs engagements respectifs à l'égard du Fonds de solidarité islamique pour le développement et de prendre des engagements supplémentaires, y compris la création de Waqfs en faveur du FSID de manière à réunir le capital cible dudit Fonds, qui est de 10 milliards \$.

2. **APPELLE** à l'élaboration, à travers les comités des PR, de lignes directrices et de procédures sur le modèle islamique d'investissement et de gestion du FSID avec des critères, des principes, des catégories de bénéficiaires, des types de projets, des modes de décaissement et de remboursement, etc. clairement définis, afin d'encourager le secteur privé, les ONG et les philanthropes à contribuer au FSID et à s'impliquer dans les projets et activités du FSID.

3. **INVITE** également le secteur privé, les ONG, les philanthropes et les particuliers fortunés dans les Etats membres de l'OCI à participer activement au Fonds.

4. **REITERE** sa demande au Secrétaire général de l'OCI et au Président de la BID pour convoquer une session de mobilisation de fonds en vue de mobiliser des capitaux supplémentaires pour le FSID.

5. **DEMANDE** au Secrétaire général de présenter un rapport sur les activités du Fonds.

C. PLAN D'ACTION DE L'OCI POUR LA COOPÉRATION AVEC L'ASIE CENTRALE

Rappelant les dispositions pertinentes du communiqué final de la 13^{ème} Conférence islamique au Sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 avril 2016, en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan d'Action pour la coopération avec l'Asie centrale, et l'élaboration de Programme spécial pour l'Asie centrale ;

Réaffirmant les dispositions pertinentes de la résolution n°3/42-E adoptée par la 42^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères, tenue à Koweït-city, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015, en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan d'Action pour la coopération avec l'Asie centrale ;

Rappelant la Résolution n°42/37-POL, de la 37^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OCI, tenue à Douchanbé, République du Tadjikistan, les 18-20 mai 2010, en référence au lancement d'un Plan d'Action pour la coopération avec l'Asie centrale ;

Prenant note des conclusions de l'atelier de travail sur des résultats de l'atelier de travail sur les modèles de partenariat avec les pays d'Asie centrale, organisé par le Bureau de Coordination du COMCEC et l'Agence turque de coordination et de coopération (TIKA), à Ankara, République de Turquie, les 22-23 Février 2012 ;

Se félicitant de l'initiative prise par le Groupe de la Banque islamique de développement avec le lancement d'un programme spécial pour l'Asie centrale assorti à titre indicatif d'un package de financement d'un montant de 6 milliards \$ US ;

Se félicitant également du rôle exemplaire des différentes institutions de l'OCI dans la planification et la mise en œuvre du Plan d'Action pour la coopération avec l'Asie centrale, soulignant ainsi l'efficacité de la collaboration interinstitutionnelle dans la mise en œuvre des résolutions de l'OCI ;

1. **APPROUVE** le programme spécial pour l'Asie centrale (SPCA) préparé par le Groupe de la Banque islamique de développement (BID), en tant que composante essentielle du Plan d'Action pour l'Asie centrale et appelle à sa mise en œuvre prompte et rapide.

2. **INVITE** le Secrétaire général et les autres institutions compétentes de l'OCI à coordonner les actions à mener pour la mise en œuvre du Plan d'Action pour l'Asie centrale.

3. **INVITE** les États membres à encourager leurs secteurs public et privé ainsi que leurs agences de promotion des investissements à participer activement à la mise en œuvre des projets identifiés dans le cadre des forums de l'investissement pour l'Asie centrale.

D. INFRASTRUCTURE ISLAMIQUE ET POLITIQUE D'INTEGRATION (TRIPLE I)

Rappelant les dispositions pertinentes du Programme d'action OCI-2025 à l'égard de la promotion des activités visant à favoriser le développement économique et social dans les Etats membres de l'OCI ;

Rappelant également le Communiqué final de la 13ème Conférence islamique au Sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 Avril 2016, concernant la nécessité d'une politique de développement infrastructurel exhaustive à l'OCI afin de réaliser la vision d'une communauté économique intégrée à l'échelle de toute l'OCI ;

Rappelant en outre les dispositions dudit Communiqué saluant la proposition de S.E. Nursultan Nazarbayev, Président de la République du Kazakhstan, en ce qui concerne l'intégration de l'infrastructure islamique visant la promotion de la croissance économique durable et inclusive, l'intégration régionale, la connectivité et la coopération entre les États membres de l'OCI ;

Réaffirmant les dispositions de la Résolution n°3/42-E, adoptée par la 42^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères, tenue à Koweït-city, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015, à l'égard de l'exécution du Programme spécial pour le développement de l'Afrique (PSDA) et du plan d'action pour la coopération avec l'Asie centrale (OCI-PACCA) ;

Notant avec satisfaction la conclusion de la phase d'approbation du SPDA en novembre 2012, en vertu de laquelle le Groupe de la BID a engagé un montant total de 5,01 milliards \$ pour le financement de 480 projets dans les États membres africains de l'OCI, mettant en vedette le développement humain et infrastructurel, l'agriculture et les services sociaux ;

Prenant note des résultats du premier Forum d'investissement dans le Plan d'Action pour la coopération avec l'Asie centrale, qui a eu lieu à Douchanbé, République du Tadjikistan, les 27-28 Octobre 2014, y compris les divers projets recommandés pour mise en œuvre au cours du prochain exercice biennal ;

Soulignant l'importance de la connectivité multimodale accrue entre les Etats membres de l'OCI pour rapprocher les peuples, les biens, les services et les capitaux, conformément à la Charte de l'OCI ;

Soulignant que la connectivité physique et institutionnelle multimodale peut contribuer à réduire les écarts de développement en élargissant les réseaux de production / distribution et en augmentant la connectivité de peuple à peuple dans les Etats membres de l'OCI ;

Consciente du fait que les problèmes de pauvreté, de faibles niveaux de développement social, d'insuffisance des infrastructures et de manque de capitaux posent dans certains États membres de l'OCI un défi sérieux à leur développement durable ;

Reconnaissant la nécessité de l'élaboration d'une politique du développement des infrastructures et d'intégration régionale à l'échelle de l'OCI visant à soutenir et à mobiliser les ressources nécessaires pour le développement des infrastructures physiques et institutionnelles nécessaires en vue de favoriser l'intégration régionale et la croissance économique dans les Etats membres de l'OCI ;

1. **INVITE** le Secrétaire général, en collaboration avec les États membres et les institutions pertinentes de l'OCI, à soumettre un projet de document de politique de l'OCI pour le développement de l'infrastructure et l'intégration régionale, en tenant compte des réalisations déjà accomplies dans le cadre du SPDA.

2. **INVITE** les États Membres à participer activement à l'élaboration d'un cadre de l'OCI pour le développement de l'infrastructure et l'intégration régionale.

3. **ENCOURAGE** les États Membres à initier et à mettre en œuvre des projets communs qui favorisent l'infrastructure transfrontalière intégrée et la connectivité régionale multimodale par le biais des infrastructures de facilitation du commerce et de l'investissement, des réductions potentielles des coûts liés au commerce, et en facilitant le contact direct de personne à personne.

4. **ENCOURAGE** également les États membres qui ont élaboré des stratégies pour développer les infrastructures transfrontalières et améliorer la connectivité régionale multimodale, à partager leurs meilleures pratiques et les mesures qui pourraient aider d'autres États membres dans leurs efforts allant en ce sens.

5. **APPUIE** les efforts déployés par les institutions compétentes de l'OCI, en particulier la BID, dans le cadre de leurs mandats respectifs, pour développer les infrastructures transfrontalières dans les États membres de l'OCI et pour favoriser la connectivité régionale entre eux, et les **ENCOURAGE** à intensifier encore plus leurs efforts visant à mobiliser l'assistance financière et technique en faveur des Etats membres de l'OCI dans ce domaine.

6. **DEMANDE** à la BID, en collaboration avec le Secrétariat général et autres organes et institutions compétents, à faire état d'une évaluation des besoins des Etats membres en matière de développement des infrastructures et d'en faire rapport au 44^{ème} CMAE.

E. DISPOSITION GÉNÉRALE

DEMANDE au Secrétaire général de suivre la mise en œuvre de la présente résolution et de soumettre un rapport détaillé sur chaque élément de A à D à la 44^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères.

RÉSOLUTION N°4/43-E
SUR
L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE AUX ÉTATS MEMBRES ET AUX
COMMUNAUTÉS MUSULMANES DANS LES TERRITOIRES CONTESTES/
OCCUPES ET DANS LES PAYS NON-MEMBRES DANS LE CADRE DU MANDAT DE
L'OCI

La quarante troisième session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique (Session l'éducation et de l'éveil sur le chemin de la paix et de la créativité), tenue à Tachkent, République d'Ouzbékistan, les 17-18 Mouharram 1438H (18-19 Octobre 2016),

Rappelant les dispositions pertinentes de la Charte de l'Organisation de la coopération islamique sur le resserrement et le renforcement des liens d'unité et de solidarité entre les États membres ;

Réaffirmant la Résolution N°4/42-E adoptée par la 42^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères, tenue à Koweït-city, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015, à l'égard de l'assistance économique aux États membres de l'OCI et aux communautés musulmanes dans les pays non-membres ;

Convaincue que l'aide au développement des Etats membres de l'OCI est destinée à soutenir et à compléter les efforts nationaux des plus nécessiteux parmi ces pays frères dans la résolution de leurs problèmes les plus épineux de développement socio-économique ;

Reconnaissant que les demandes d'assistance de la part des États membres de l'OCI dans le besoin sont en constante augmentation tant en volume qu'en portée ;

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général :

1. **INVITE** instamment les États Membres de l'OCI et les institutions financières à continuer à apporter toute l'aide possible aux autres États membres démunis de l'OCI et aux communautés musulmanes dans les pays non-membres.

2. **INVITE** les États Membres de l'OCI à soumettre, sur une base annuelle, des informations sur leurs aides respectives conformément à la présente résolution et aux précédentes résolutions y afférentes.

A. ASSISTANCE ÉCONOMIQUE AUX ÉTATS MEMBRES

A.1. Assistance économique à la République d'Azerbaïdjan :

Confirmant l'entière solidarité des Etats membres de l'OCI avec le Gouvernement et le peuple d'Azerbaïdjan à ce moment critique de l'histoire de ce pays ;

Se référant aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU en ce qui concerne ce conflit ;

Déplorant le séparatisme agressif initié et soutenu par l'Arménie dans la région du Haut-Karabagh de la République d'Azerbaïdjan, qui a été suivi par l'agression et l'occupation par l'Arménie d'environ 20 pour cent des territoires azerbaïdjanais, et a entraîné le déplacement brutal de près d'un million d'Azerbaïdjanais qui ont été expulsés de leurs foyers dans une tragédie qui évoque le concept abject du nettoyage ethnique ;

Consciente du fait que les dommages économiques infligés à l'Azerbaïdjan du fait de ses territoires actuellement occupés par l'Arménie dépasse à ce jour les 60 milliards de \$;

Accueillant favorablement et appréciant l'assistance accordée par certains Etats membres et organes compétents de l'OCI, par les institutions des Nations Unies et par les organisations internationales ;

Soulignant le fait que, malgré les efforts et les acquis de la République d'Azerbaïdjan pour résoudre les problèmes des personnes déplacés internes (PDI) et des réfugiés, les besoins d'assistance technique et financière de la part des pays donateurs et des organisations internationales restent très grands :

1. **LANCE** un appel aux États membres, à la Communauté internationale et aux institutions islamiques pour mettre à la disposition du Gouvernement azerbaïdjanais le soutien financier et technique requis en vue de la mise en œuvre des projets de développement visant à améliorer les conditions sociales et de vie des personnes déplacées.

2. **INVITE** les organisations internationales à continuer de soutenir les activités de développement économique et social en Azerbaïdjan.

B. ASSISTANCE ÉCONOMIQUE AUX MINORITES ET COMMUNAUTÉS MUSULMANES DANS LES TERRITOIRES CONTESTES/OCCUPES ET DANS LES PAYS NON-MEMBRES DANS LE CADRE DU MANDAT DE L'OCI

B.1. Assistance économique au peuple du Jammu-et-Cachemire :

Rappelant les résolutions de l'Organisation de la Conférence islamique sur l'assistance au

peuple cachemiri, en particulier la résolution 23/30-E de la trentième session de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères ;

Exprimant sa profonde sympathie aux victimes, à leurs familles et au peuple du Jammu-et-Cachemire qui ont subi d'énormes pertes en vies humaines et dommages socio-économiques et environnementaux du fait du séisme qui a frappé l'Asie du Sud le 8 Octobre 2005 ;

Exprimant sa préoccupation face à des rapports faisant état de l'application par le Gouvernement indien d'une approche sélective en IOK dans l'aide aux victimes des inondations de 2014 sur une base communautaire et en ignorant ostensiblement les musulmans au seul motif de leur religion ;

Exprimant également sa gratitude pour l'aide, les contributions et les engagements de la communauté internationale, en particulier les États membres de l'OCI, pour secourir les victimes du tremblement de terre et les aider à se relever, qui reflètent l'esprit de solidarité et de coopération islamique face aux défis de ces catastrophes naturelles sans précédent ;

Prenant acte de l'intérêt manifesté par le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Jammu-et-Cachemire, l'Ambassadeur Abdullah Alim, en vue de l'octroi d'une aide financière pour les projets de développement en AJK au cours de sa visite dans la région en 2013 ;

Se félicitant des offres du Secrétaire Général portant sur le financement de projets de développement en AJK lors de sa visite à Islamabad en 2014 ;

Exprimant sa profonde gratitude de l'assistance accordée aux Cachemiris par certains États membres et organes concernés de l'OCI :

1. **APPELLE** à la mise en œuvre rapide des recommandations contenues dans le rapport du Représentant spécial du Secrétaire Général de l'OCI pour le Jammu-et-Cachemire sur sa visite en AJK en mai 2016.

2. **ENCOURAGE** le Fonds de Solidarité Islamique et la Banque Islamique de Développement à financer au moyen des subventions/des prêts à taux réduits, des projets de développement en AJK ;

3. **LANCE** un appel aux États membres et aux institutions islamiques, telles que le Fonds de solidarité islamique, la Banque islamique de développement et les sociétés de bienfaisance, en vue d'accorder une aide humanitaire généreuse au peuple cachemiri dont la situation a été aggravée par le tremblement de terre dévastateur d'Octobre 2005.

4. **ENCOURAGE** la communauté internationale, en particulier les pays donateurs, les

institutions financières internationales et les organisations internationales compétentes dans le monde islamique, à continuer à fournir des fonds et de l'aide pour soutenir la réhabilitation en cours et les travaux de reconstruction dans les zones touchées du Jammu-et-Cachemire.

5. **LANCE** un appel aux Etats membres pour contribuer, autant que possible, à la réhabilitation des personnes touchées par le tremblement de terre catastrophique en vue de faciliter leur bien-être économique et social étant donné que de nombreux moyens de subsistance ont été endommagés ou détruits.

6. **DEMANDE** également aux États membres et aux institutions islamiques d'accorder des bourses aux étudiants cachemiris dans les différentes universités et institutions des pays de l'OIC.

C. DISPOSITION GÉNÉRALE

DEMANDE au Secrétaire général de suivre la mise en œuvre de la présente résolution et de soumettre un rapport détaillé sur chaque élément de A à B à la 44^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères.

**RÉSOLUTION N°5/43-E
SUR
LA MISE EN ŒUVRE DES RESOLUTIONS DU COMCEC**

La quarante troisième session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique (Session l'éducation et de l'éveil sur le chemin de la paix et de la créativité, tenue à Tachkent, République d'Ouzbékistan, les 17-18 Mouharram 1438H (18-19 Octobre 2016),

Réaffirmant les dispositions pertinentes de la Charte de l'Organisation de la coopération islamique qui encouragent les activités liées au renforcement de la coopération socio-économique intra-OCI ;

Rappelant l'Accord général sur la coopération économique, technique et commerciale entre les Etats membres de l'OCI, adopté en vertu de la Résolution n° 1/8-E de la huitième session du CMAE tenue à Tripoli, en Libye, du 16 au 22 mai 1977 ;

Rappelant également le Communiqué final de la 13^{ème} Conférence islamique au Sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 Avril 2016,

Rappelant en outre le Programme d'action OCI-2025, adopté par la 13^{ème} Conférence islamique au Sommet, tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 Avril 2016 ;

Réaffirmant les dispositions pertinentes des résolutions sur les questions économiques adoptées par la 42^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères tenue à Koweït-city, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015 ;

Rappelant les Résolutions pertinentes du COMCEC et, tout particulièrement, celles du Sommet économique du COMCEC, tenu en 2009 ;

Prenant note des résolutions de la 31^{ème} session du COMCEC tenue à Istanbul, République de Turquie, du 23 au 26 Novembre 2015 ;

Félicitant le Gouvernement turc pour son soutien constant aux activités du COMCEC ;

Félicitant également le COMCEC pour ses efforts visant à renforcer la coopération entre les États membres de l'OCI, dans les domaines du commerce, de l'agriculture, des transports et communications, du tourisme, de la finance, de la lutte contre la pauvreté et du développement du secteur privé à la lumière de la Stratégie du COMCEC, coordonnée par le Bureau de Coordination du COMCEC, et en coopération avec les différentes autres institutions de l'OCI opérant dans le domaine économique, à savoir : le SESRIC, le CIDC, le Groupe de la BID, la CICIA, l'OISA et l'INMPI ;

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général ;

1. **DEMANDE** une nouvelle fois aux États membres de poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre des résolutions du COMCEC, y compris la résolution de la 31^{ème} session du COMCEC No.OIC/COMCEC/31-15/RES, jointe en annexe, de manière compatible avec la Charte de l'OCI.
2. **DEMANDE** au Secrétaire général de suivre la mise en œuvre de la présente résolution et de soumettre un rapport complet à ce sujet à la 44^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères.

RÉSOLUTION N°6/43-E
SUR
LES ACTIVITÉS DES INSTITUTIONS COMPÉTENTES DE L'OCI
OPERANT DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE

La quarante troisième session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique (Session l'éducation et de l'éveil sur le chemin de la paix et de la créativité, tenue à Tachkent, République d'Ouzbékistan, les 17-18 Mouharram 1438H (18-19 Octobre 2016),

Conformément aux dispositions pertinentes de la Charte de l'Organisation de la coopération islamique sur le suivi de la mise en œuvre des décisions de l'OCI, résolutions et recommandations, y compris pour ce qui concerne la coordination et l'harmonisation des activités des organes compétents de l'OCI ;

Réaffirmant la résolution sur les activités des institutions de l'OCI opérant dans le domaine économique adoptée par la 42^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères tenue à Koweït-city, Etat du Koweït, les 27-28 mai 2015 ;

Rappelant le Programme d'action OCI-2025, adopté par la 13^{ème} Conférence islamique au Sommet tenue à Istanbul, République de Turquie, les 14-15 Avril 2016, concernant en particulier le rôle des institutions de l'OCI qui opèrent dans le domaine économique en vue de concrétiser les objectifs du Programme dans le domaine économique ;

Prenant note des résultats de la première réunion annuelle de coordination des institutions de l'OCI (ACMOI) tenue au siège de l'OCI à Djeddah, en Arabie Saoudite, les 7-8 Décembre 2015 ;

Tenant compte des rapports sur les activités des différentes institutions de l'OCI opérant dans le domaine économique, à savoir: le SESRIC, le CIDC, le Groupe de la BID, la CICIA, l'OISA et le SMIIC ;

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général ;

A. CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES (SESRIC)

Rappelant la Résolution n°2/8-CE adoptée par la huitième Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères tenue à Tripoli, en Libye, au mois de mai 1977, à l'égard de la création du Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC) ;

Consciente du rôle du SESRIC dans la préparation de rapports et d'études approfondies sur

les différents points de l'ordre du jour des conférences ministérielles et réunions pertinentes de l'OCI ;

Prenant acte de l'augmentation notable du nombre des programmes de formation et de renforcement des capacités et des publications du SESRIC au cours de ces dernières années ;

Ayant à l'esprit les efforts continus du SESRIC pour le lancement et la mise en œuvre d'un large éventail de programmes de renforcement des capacités et de cours de formation dans différents domaines d'intérêt commun pour les États membres en vue de renforcer les capacités et la qualité de leurs ressources humaines ;

Prenant note des résultats de la 37^{ème} réunion du Conseil des directeurs du SESRIC, qui a eu lieu à Istanbul, en Turquie, les 8-9 Octobre 2015 ;

Ayant pris note du rapport du Secrétaire général, ainsi que du rapport de l'Assemblée générale commune des organes subsidiaires :

1. **INVITE** les États membres à veiller à la mise en œuvre des recommandations et propositions de projets figurant dans les rapports et études du SESRIC soumis aux Conférences ministérielles et autres réunions de l'OCI.

2. **INVITE** le SESRIC à continuer à mener des projets de recherche conjoints avec les institutions, universités et Think-tank régionales, nationales et internationales concernées sur les questions de développement qui intéressent les États membres en vue de susciter des propositions concrètes visant à initier et à renforcer la coopération entre eux.

3. **INVITE** le SESRIC à lancer des projets de recherche sur le développement industriel dans la région de l'OCI en vue de préparer des recommandations sur les avantages comparatifs de la région.

4. **INVITE** les États membres à participer à, et à soutenir les activités du SESRIC à travers la dynamisation du rôle de leurs points focaux nationaux (PFN) dans le contexte du Programme OIC-VET.

5. **INVITE** instamment le SESRIC et le Groupe de la Banque islamique de développement (BID) à améliorer et à accroître leur coopération afin de faciliter la mise en œuvre du large éventail d'activités de formation entrant dans le cadre de l'OIC-VET.

6. **INVITE** les États membres à participer activement aux réunions annuelles des banques centrales et des autorités monétaires des États membres de l'OCI, ainsi qu'aux sessions annuelles de la Commission Statistique de l'OCI (OCI-ComStat).

7. **DEMANDE** au SESRIC et à la BID d'envisager la possibilité de soutenir l'Afghanistan dans le domaine de la gestion des catastrophes, en particulier par la préparation d'une étude

approfondie sur les catastrophes naturelles passées ainsi que de recommandations sur les stratégies possibles pour prévenir et atténuer les catastrophes naturelles dans ce pays.

8. **SALUE** les efforts soutenus du SESRIC visant au renforcement des capacités techniques des organisations nationales de la statistique (INS) des États membres de l'OCI dans le cadre du Programme de renforcement des capacités statistiques (OCI-StatCaB).

9. **EXHORTE** les États membres qui ne l'ont pas fait jusqu'à présent à veiller au paiement régulier de leurs contributions obligatoires annuelles au budget du Centre, et s'acquitter de leurs arriérés, le cas échéant, dans les meilleurs délais possibles.

10. **DEMANDE** au SESRIC d'intensifier ses efforts dans le domaine de la santé, à travers les activités de recherche et de renforcement des capacités, en particulier le cancer et la transplantation d'organes, en coopération avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales spécialisées.

B. CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (CIDC)

Rappelant la Résolution n°2/3-E (IS) adoptée par la troisième Conférence islamique au Sommet, tenue à La Mecque, Arabie Saoudite, du 25 au 28 Janvier 1981, en ce qui concerne la création du Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC) ;

Ayant à l'esprit les résultats de la première réunion du Sous-comité du Conseil du commerce et de l'investissement ACMOI, qui a eu lieu à Marrakech, Royaume du Maroc, les 17-18 Mars 2016 ;

Notant avec satisfaction l'organisation par le CIDC d'expositions spécialisées sur la santé, l'industrie du Halal en Afrique, l'Agrobusiness, et l'enseignement supérieur ;

Notant avec satisfaction l'organisation par le CIDC de séminaires sur le TPS-OIC, le guichet unique, et l'Accord sur la facilitation du commerce de l'OMC, ainsi que la tenue par la BID de la 10^{ème} Conférence ministérielle post-OMC de négociations commerciales multilatérales;

Prenant note des résultats de la 13^{ème} réunion du Comité de pilotage du Projet régional de développement durable du tourisme à travers un réseau transfrontalier de parcs et d'aires protégées en Afrique de l'Ouest, qui a eu lieu à Casablanca, au Maroc, du 15 au 17 Février 2016 ;

Tenant compte des résultats de la 33^{ème} réunion du conseil d'administration du CIDC, qui a eu lieu à Marrakech, Royaume du Maroc, les 14-15 Mars 2016 ;

Se félicitant du succès de la 15^{ème} Foire islamique du commerce équitable des États

membres de l'OCI, qui a eu lieu à Riyad, au Royaume d'Arabie Saoudite, du 22 au 26 mai 2018 ;

Se félicitant également de l'offre de la République d'Irak et de l'Etat du Koweït d'accueillir les prochaines éditions de la Foire commerciale de l'OCI, respectivement à Baghdad du 2 au 7 avril 2017, et à Koweït-city, du 6 au 10 février 2016 ;

Prenant note des résultats du deuxième Forum des Organes de Promotion Commerciales de l'OCI (TPO), tenue à Riyad, au Royaume d'Arabie Saoudite, le 23 mai 2016 ;

Prenant également note des résultats du premier Forum de l'OCI des agences de promotion des investissements (API), tenue à Riyad, au Royaume d'Arabie Saoudite, le 24 mai 2016 ;

Ayant examiné le rapport d'activité présenté par le CIDC ;

1. **INVITE** le CIDC à continuer à apporter l'assistance technique requise aux États membres dans le cadre des négociations commerciales multilatérales et à coordonner les positions des États membres au sein de l'OMC, en étroite coopération avec le Groupe de la BID.

2. **INVITE** le CIDC à organiser un nombre accru d'expositions sectorielles et à continuer à mettre à contribution son expertise professionnelle dans ce genre d'activités, en particulier dans le domaine du tourisme, du Halal, de la navigation maritime, de la logistique et du sport ; et lui demande en outre de soumettre régulièrement des rapports d'étape aux instances compétentes de l'OCI.

3. **INVITE** également le CIDC à poursuivre l'organisation de formations et de séminaires de sensibilisation sur le TPS / OIC et ses protocoles dans les différentes régions de l'OCI dans le but de sensibiliser les États membres et de les inciter à compléter leur procédure d'adhésion au TPS/OIC.

4. **INVITE** LE CIDC, le SESRIC et le Groupe de la BID à mener une étude technique sur l'impact du BREXIT sur les Etats membres de l'OCI, et à soumettre leur rapport aux foras de l'OCI.

5. **DEMANDE** en outre au CIDC de mener une enquête sur l'état d'avancement de la modalité du guichet unique dans les pays de l'OCI et d'identifier les meilleures pratiques à partager ; **et INVITE** le CIDC à bénéficier des travaux en cours du Groupe de travail du COMCEC sur le Commerce, à cet égard.

6. **PREND NOTE** de l'appel lancé par le Directeur Général du CIDC aux États membres pour accorder des contributions volontaires au CIDC afin de financer les nouvelles activités et missions confiées au Centre.

7. **APPROUVE** le projet de programme de travail du CIDC pour l'année 2017, qui a été adopté par la 33^{ème} session de son Conseil d'administration tenue à Marrakech, Royaume du Maroc, les 14-15 Mars 2016.

C. CHAMBRE ISLAMIQUE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE (CICIA)

Saluant les efforts déployés par la CICIA dans l'organisation de forums, programmes de formation, réunions B2B, séminaires et ateliers afin de booster le rôle du secteur privé, d'en élargir le réseautage et de stimuler les échanges commerciaux et les opportunités d'investissement ;

Ayant à l'esprit les programmes de la CICIA dans les domaines du Halal, du Prix de l'innovation et de l'Excellence (ITQAN), du développement des PME, de la promotion de l'entrepreneuriat, de la lutte contre la pauvreté, de la microfinance et du développement des entreprises dirigées par les femmes et les jeunes ;

Prenant note des résultats des 8ème et 9ème Fora des femmes d'affaires dans les pays islamiques tenue à Kampala, en Ouganda, et à Riyad, au Royaume d'Arabie Saoudite, les 26-27 Octobre 2015 et le 25 mai 2016, respectivement ;

Notant avec satisfaction la coopération de la CICIA avec les autres institutions de l'OCI et avec les agences spécialisées des Nations Unies, à savoir l'ONUDI, le PNUD et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ;

Ayant pris note du rapport d'activité présenté par la CICIA ;

1. **DEMANDE** à toutes les parties intéressées de collaborer avec la CICIA dans les domaines du Halal, du Prix de l'Innovation et de l'Excellence (ITQAN), du développement des PME, de la promotion de l'entrepreneuriat, de la lutte contre la pauvreté, de la microfinance et du développement des entreprises dirigées par les femmes et les jeunes.

2. **DEMANDE** également aux parties prenantes concernées de faire des efforts pour la réalisation des recommandations proposées par les forums de femmes d'affaires dans les pays islamiques.

3. **INVITE** la CICIA à coopérer sur les Normes Halal avec le SMIC en tant que plateforme techniquement compétente et dûment autorisée pour les Normes Halal.

4. **INVITE** également les Etats membres de l'OCI à encourager leurs établissements du secteur privé et autres parties prenantes à participer activement aux événements organisés par la CICIA au cours de l'année, dont en particulier : la 17^{ème} Réunion du secteur privé des pays de l'OCI, 2016 ; le 10^{ème} Forum des femmes d'affaires organisé par la Chambre Islamique ; l'Atelier de travail sur le développement de l'Infrastructures clé pour la croissance rurale pour les Etats membres de l'OCI, Istanbul, Turquie 2016 ; le Forum / Exposition d'échanges commerciaux (Secteur-sage) entre les pays islamiques ; et le Prix de l'Innovation et de l'Excellence (ITQAN).

5. **INVITE** également les Etats membres à encourager leurs établissements du secteur privé et autres parties prenantes à participer activement à l'Atelier spécialisé sur (Alimentation/ Développement de l'Entreprenariat & IT/Développement des PME) ; au Forum/atelier pour les investisseurs du secteur privé dans le domaine du développement du tourisme islamique ; à la Conférence sur les propriétaires d'entreprises musulmanes ; et au Forum des Chambres de commerce, entre autres.

D. INSTITUT DE NORMALISATION ET DE METROLOGIE DES PAYS ISLAMIQUES (INMPI)

Se félicitant des activités de l'Institut de normalisation et de métrologie des pays islamiques (INMPI) dans le domaine de la normalisation, de la métrologie, de l'accréditation, et leur impact sur la facilitation et la promotion du commerce et sur le renforcement des capacités ;

Se félicitant de la création du nouveau Comité technique de l'INMPI (TC) sur la chaîne d'approvisionnement Halal ;

Se félicitant également de l'adoption du Plan stratégique de l'INMPI 2016-2020 en tant qu'outil de révision et de planification pour établir les priorités, focaliser les énergies et les ressources, renforcer les opérations, veiller à ce que les parties prenantes travaillent sur des objectifs communs, établir un accord autour des résultats escomptés, et évaluer et éventuellement ajuster la trajectoire empruntée par l'INMPI pour s'adapter à un environnement changeant ;

Prenant note des activités de renforcement des capacités de l'INMPI pour le compte des États membres de l'OCI dans les domaines liés à la qualité de l'infrastructure ;

Reconnaissant le rôle de l'INMPI dans la réalisation des objectifs définis dans le Programme d'action OCI-2025 pour promouvoir les échanges commerciaux entre les États membres de l'OCI, augmenter la production et la compétitivité, ainsi que pour augmenter le volume des échanges commerciaux intra-OCI ;

Se félicitant de l'organisation par l'INMPI de la Conférence sur le Halal les 14-15 Décembre 2015 en Malaisie, conjointement par le Secrétariat général et le Département de la normalisation de Malaisie (DSM) avec pour objectif de fournir une plate-forme aux de l'ISMPI en vue de discuter et d'échanger leurs vues et expériences dans le développement et la mise en œuvre des normes OIC/INMPI ;

Exprimant sa gratitude pour l'organisation réussie de la 1ère réunion du Comité de l'INMPI sur les normes d'évaluation de la conformité (SMIIC / CCA) les 23-24 Mars 2016 à Istanbul ; appréciant les efforts déployés par le Secrétariat général pour la mise en œuvre du système d'information de l'INMPI (IS) et se félicitant de l'organisation par l'INMPI d'une formation à l'IS du 19 au 21 Avril 2016 à Istanbul ;

Se félicitant de la mise en place du programme d'accréditation du SMIIIC qui a permis au Comité d'accréditation de l'INMPI (AC) de passer à 26 membres et de fonctionner comme une organisation parapluie pour fournir des évaluations sur les questions halal aux organismes d'accréditation homologues et qui a été encouragée et saluée par la 42^{ème} session du CMAE ;

Se félicitant également de l'organisation d'une formation à la métrologie légale en Tunisie du 3 au 5 Novembre 2015, et d'une formation à la métrologie scientifique du 22 au 26 Février 2016 en Turquie, en coordination avec le Comité de l'INMPI pour la Métrologie (MC), le Secrétariat général et le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC) ;

Ayant pris note du rapport sur les activités de l'Institut de normalisation et de métrologie des pays islamiques (INMPI) ;

1. **INVITE** les États membres à adhérer à l'INMPI et à participer activement à ses comités techniques (TC) pour la métrologie et l'accréditation.
2. **INVITE** les États membres à établir une coopération étroite avec l'INMPI et les autres institutions de l'OCI en vue d'améliorer la qualité des systèmes infrastructurels des pays membres les moins avancés (PMA).
3. **INVITE** les États membres de l'INMPI à adopter les normes OIC/INMPI pour en faire leurs propres normes nationales afin de faciliter l'harmonisation des normes et d'éliminer les obstacles techniques au commerce entre les États membres de l'OCI.
4. **INVITE** les États Membres à participer au Forum sur le thème de « l'échange d'expériences des États membres de l'INMPI sur la certification halal et les questions connexes », qui se tiendra en marge de la 10^{ème} Assemblée Générale de l'INMPI, en Novembre 2016.

E. ORGANISATION DE L'ASSOCIATION ISLAMIQUE DES ARMATEURS (OISA)

Rappelant la Résolution n°4/3-E (IS) adoptée par la troisième Conférence islamique au Sommet, tenue à Makkah Al-Moukarramah, Royaume d'Arabie Saoudite, du 25 au 28 Janvier 1981, portant création de l'Organisation de l'association islamique des armateurs (OISA) ;

Prenant note des résultats de la 36^{ème} session du Comité exécutif et de la 27^{ème} session de l'Assemblée générale de l'Organisation de l'Association islamique des armateurs, tenues à Dubaï, Émirats arabes unis, le 12 Novembre 2014 ;

Reconnaissant le rôle des établissements de formation maritime qui consiste à alimenter le marché du transport maritime en personnel hautement qualifié, en conformité avec les normes internationales reconnues, afin de garantir le succès des plans de développement des transports maritimes dans les États membres de l'OCI ;

Consciente de la nécessité d'augmenter le nombre des académies maritimes et des centres de formation pour former les ressortissants des pays de l'OCI en vue de leur permettre de servir à bord des navires appartenant à des sociétés d'États membres de l'OCI et à d'autres compagnies maritimes internationales ;

Soulignant la nécessité d'accroître le nombre des projets de financement de l'infrastructure dans le secteur maritime, y compris par l'identification de modalités de financement alternatives pour la construction et l'achat de navires en vue de renforcer la flotte commerciale maritime des États membres de l'OCI ;

1. **INVITE** instamment les investisseurs et les institutions financières à soutenir le développement du transport maritime, y compris la flotte commerciale maritime dans les États membres de l'OCI.

2. **INVITE** les États Membres de l'OCI à encourager leurs compagnies maritimes à enregistrer leurs navires auprès de l'Islamic P & I Club (IPIC) et à bénéficier de ses services.

3. **INVITE** l'OISA à réactiver la Bakkah Shipping Company afin de promouvoir le transport maritime et d'établir des liaisons régulières entre les États membres de l'OCI.

4. **INVITE** instamment les États Membres de l'OCI à encourager leurs compagnies maritimes à recourir aux services de construction navale de la compagnie Arab Shipbuilding and Repair Yard (ASRY), de l'Association turque des constructeurs de navires (GISBIR) et autres chantiers navals des États membres de l'OCI pour la construction, la réparation et l'entretien de leurs navires.

5. **INVITE** les États Membres de l'OCI à encourager leurs compagnies maritimes à enregistrer leurs navires en construction et leurs nouveaux bâtiments auprès de *Emirates Classification Society* (TASNEEF) afin d'utiliser les meilleurs services de classification que celle-ci leur offre.

F. DISPOSITION GÉNÉRALE

DEMANDE au Secrétaire général de suivre la mise en œuvre de la présente résolution et de soumettre un rapport détaillé sur chaque élément allant de A à E à la 44^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères.



OIC/9-ICTM/2015/RES/Final

Original: Anglais

**RESOLUTION
SUR
LE DEVELOPPEMENT DU TOURISME
ENTRE LES ETATS MEMBRES DE L'OCI**

ADOPTEE PAR

**LA 9^{ème} SESSION DE LA CONFERENCE
ISLAMIQUE DES MINISTRES DU TOURISME
(CIMT)**

**NIAMEY, REPUBLIQUE DU NIGER
21-23 DECEMBRE 2015**

RESOLUTION
SUR
LE DEVELOPPEMENT DU TOURISME
ENTRE LES ETATS MEMBRES DE L'OCI

La neuvième Conférence islamique des Ministres du Tourisme (CIMT), qui a tenu ses assises du 21 au 23 décembre 2015, à Niamey, en République du Niger ;

Rappelant l'Accord général de coopération économique, technique et commerciale entre les États membres de l'OCI, adopté en vertu de la résolution n° 1/8-E de la huitième session du CMAE tenue à Tripoli, en Libye, du 16 au 22 mai 1977 ;

Conformément au Programme d'action décennal de l'OCI adopté par le troisième Sommet islamique extraordinaire, réuni à La Mecque, en Arabie Saoudite, en décembre 2005 ;

Réaffirmant le Cadre de Développement et de Coopération dans le domaine du tourisme entre les États membres de l'OCI adopté par la sixième session de la Conférence islamique des ministres du Tourisme, tenue à Damas, en République arabe syrienne, du 29 juin au 2 juillet 2008 ;

Réaffirmant les résolutions pertinentes adoptées par les différentes sessions du Conseil des ministres des Affaires étrangères (CMAE), en particulier, la résolution n° 1/42 E de la quarante deuxième session du CMAE, tenue à Koweït City, État du Koweït, les 27 et 28 mai 2015 ;

Rappelant les résolutions adoptées par les précédentes sessions de la CIMT ;

Consciente du rôle central du tourisme dans la promotion des interactions économiques, sociales et culturelles entre les nations, et en tant que facteur contribuant à la paix internationale, à la sécurité et la compréhension mutuelle ;

Réitérant l'importance du tourisme durable dans l'actualisation des stratégies et politiques de l'OCI pour l'éradication de la pauvreté et en tant que contributeur potentiel au développement durable ;

Considérant les résultats de la Forth réunion du Comité de coordination sur le tourisme pour la mise en place du document-cadre sur le tourisme, tenue à Jakarta, en Indonésie, le 3 juin 2014, et en particulier la sélection des lauréats au prix OCI de la Ville de tourisme pour 2015 (Al-Qods Al-Sharif, Palestine) et 2016 (Konya, Turquie) ;

Considérant également les résultats de la 5^{ème} réunion du Comité de coordination sur le tourisme, tenue à Niamey, en République du Niger, le 22 décembre 2015, concernant la sélection des lauréats du Prix OCI de la Ville du tourisme pour les éditions 2017 et 2018, respectivement ;

Exprimant sa gratitude au Gouvernement de Turquie pour l'organisation réussie de la deuxième réunion du Forum du secteur privé OCI/COMCEC, tenue à Istanbul, en Turquie, les 16-17 décembre 2013 ;

Exprimant également sa gratitude à l'Etat des Emirats Arabes Unis pour avoir abrité la "2^{ème} édition du salon OCI du Tourisme et du Voyage" à Sharjah, durant la période du 8 au 10 décembre 2015, et saluant le rôle joué par le CIDC dans l'organisation de cet événement ;

Rendant hommage à l'IRCICA pour l'organisation réussie de la Conférence internationale sur la sauvegarde du patrimoine islamique d'Al-Qods, à Istanbul, en Turquie, les 27-28 novembre 2014, ainsi que de l'exposition intitulée "Al-Qods dans la mémoire", qui s'est déroulée à Ramallah, État de la Palestine, les 4-5 janvier 2015, en marge de la cérémonie d'inauguration du Prix OCI de la Ville du Tourisme 2015, qui a été attribué à la ville d'Al-Qods Al-Sharif ;

Notant avec satisfaction les efforts investis par l'IRCICA dans la mise en œuvre du mécanisme et des critères d'attribution du label d'excellence de l'OCI dans le domaine de l'artisanat ;

Prenant note des activités des institutions compétentes de l'OCI pour la mise en œuvre des résolutions de la CIMT, notamment celles relatives à la commémoration d'Al-Qods Al Sharif, en tant que lauréate du Prix OCI de la ville du Tourisme 2015, aux programmes de renforcement des capacités dans le domaine du tourisme dans le cadre du Programme OIC-VET, et à la mise en œuvre du projet régional sur «le développement durable du tourisme à travers un réseau transfrontalier de parcs et d'aires protégées en Afrique de l'Ouest» ;

Considérant les recommandations de l'atelier sur l'exploration du potentiel touristique de la ville d'Al-Qods Al-Sharif, tenu les 24-25 novembre 2015 à Istanbul, en Turquie ;

Prenant note du rapport et des recommandations du premier Forum international de l'OCI sur le tourisme islamique, tenu à Jakarta, en République d'Indonésie, les 2-3 juin 2014, et rendant hommage au SESRIC pour son exposé sur le tourisme islamique dans les Etats membres de l'OCI ;

Prenant note des rapports présentés par la République de Turquie et la Malaisie sur les normes de compétence professionnelle dans le domaine du tourisme et sur le marketing touristique, respectivement ;

Prenant également note du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre des résolutions de la CIMT pertinentes au développement du tourisme :

1. **REMERCIE** Son Excellence M. Issoufou Mahamadou, pour la sollicitude qu'il a accordée aux travaux de la conférence et pour les facilités offertes par le gouvernement nigérien pour assurer leur succès.

2. **SALUE** le discours d'ouverture de Son Excellence M. Issoufou Mahamadou, estime qu'il s'agit d'un discours structurant de la problématique du tourisme dans ses dimensions humaines, économique, sécuritaire, culturelle et religieuse et décide d'en faire un document de référence de la conférence.
3. **APPROUVE** le Programme exécutif pour la mise en place du cadre de développement et de coopération dans le domaine du tourisme entre les Etats membres de l'OCI qui couvre la phase 2016- 2017, et s'engage à œuvrer à la mise en œuvre des divers projets et actions prévus dans les délais fixés.
4. **INVITE** les institutions compétentes de l'OCI à soutenir l'effort de mise en œuvre du Programme exécutif pour la mise en place du cadre de l'OCI, en particulier la création d'un portail OCI dédié au tourisme et la mise en scène de festivals culturels dans les Etats membres de l'OCI.
5. **RENOUVELLE** son engagement à sensibiliser le public aux attraits touristiques existant dans les différents pays islamiques à travers l'échange de films documentaires et la répartition des temps d'antenne entre les États membres de l'OCI.
6. **APPROUVE** le choix porté sur Al Madina Al Mounawarah en tant que ville du tourisme 2017, et Tabriz en tant que Ville du tourisme OCI pour 2018.
7. **SE FELICITE** des plans élaborés par les institutions compétentes de l'OCI pour la commémoration de la ville de Konya, en Turquie, en tant que ville du tourisme OCI pour 2016, et invite les Etats membres de l'OCI à soumettre leurs plans respectifs à cet égard.
8. **DECIDE** de ne considérer les nominations par les Etats membres pour le prix OCI de la ville du tourisme qu'après s'être assuré qu'aucune de leurs cités nominées n'a obtenu auparavant cette distinction au cours des 5 années écoulées.
9. **APPROUVE** la mise en place d'un groupe de travail sur le tourisme islamique comprenant la République d'Indonésie (coordinateur), la République Populaire du Bangladesh et l'UIT, et accueille favorablement l'offre du SESRIC de mener à bien un projet sur « le plan stratégique pour le développement du tourisme islamique dans les Etats membres de l'OCI ».

10. **DEMANDE** au Secrétariat général de convoquer une réunion en vue d'élaborer un plan d'action approprié pour mettre en œuvre l'important rapport sur la stratégie de marketing touristique de l'OCI.
11. **CONDAMNE** la destruction, le vol et le pillage des monuments, de l'artisanat et des pièces du patrimoine historique dus aux actes de terrorisme et à l'extrémisme armé, qui ont affecté des Etats membres de l'OCI, notamment l'Irak et d'autres pays ; et demande au Secrétaire général de collaborer avec les parties prenantes internationales pour le rapatriement des œuvres volées et la restauration des monuments endommagés.
12. **SE FELICITE** des offres du gouvernement de la République arabe d'Egypte et du gouvernement de la République islamique d'Iran d'accueillir, respectivement, la 3^{ème} et la 4^{ème} éditions du salon du Tourisme des Etats membres de l'OCI, qui seront organisées conjointement par le CIDC en 2017 et 2019, et **INVITE** instamment les États membres à participer activement à ces événements.
13. **INVITE** les Etats membres de l'OCI et les entités du secteur privé à participer activement à la 4^{ème} réunion du forum du secteur privé OCI/COMCEC, prévue à Istanbul, République de Turquie, pour les 14 et 15 janvier 2016.
14. **INVITE** les Etats membres participant au "projet régional de développement durable du tourisme à travers un réseau transfrontalier de parcs et d'aires protégées en Afrique de l'Ouest" à soumettre leurs segments nationaux respectifs dudit projet à la 13^{ème} session du comité de pilotage, prévue à Casablanca, Royaume du Maroc, du 15 au 17 février 2016.
15. **SE FELICITE** de l'offre du Gouvernement du Royaume du Maroc d'accueillir un séminaire de formation qui sera co-organisé par le CIDC et le SESRIC et intitulé "*Atelier de formation sur la mise en place des projets touristiques bancables*" à Casablanca, au Maroc, du 15 au 17 février 2016, ainsi que la 13^{ème} réunion du Comité de pilotage du projet, et **INVITE** les États membres concernés à participer activement à ces événements.
16. **INVITE** les États membres, le groupe de la BID et les institutions de financement, les organismes d'aide au développement bilatéraux et multilatéraux, les entreprises et institutions du secteur privé et les institutions concernées de l'OCI à participer activement à la seconde Conférence des donateurs qui sera organisée en 2016 dans le but de mobiliser des capitaux pour la mise en œuvre du projet régional en Afrique de l'Ouest.

17. **SOULIGNE** la nécessité d'appliquer rigoureusement les résolutions antérieures de la CIMT portant sur le mécanisme et les critères d'attribution du label d'excellence de l'OCI dans le domaine de l'artisanat ainsi que sur le « Centre du patrimoine des pays islamiques ».
18. **DEMANDE** également à tous les États membres et aux institutions concernées de l'OCI d'œuvrer à la promotion du tourisme islamique à travers le développement de l'hôtellerie, stations balnéaires, alimentation halal, divertissements et installations sportives respectueux de la charia, en plus de la promotion de la marque de fabrique *tourisme islamique* dans les enceintes internationales.
19. **EXPRIME** ses vifs remerciements et sa gratitude au Gouvernement et au peuple de la République du Niger pour leur chaleureuse hospitalité et pour les excellentes dispositions prises pour le bon déroulement et le succès de la neuvième session de la CIMT.
20. **SE FELICITE** de l'offre de la République Populaire du Bangladesh d'accueillir la dixième session de la Conférence islamique des Ministres du Tourisme (CIMT) en 2017.
21. **DEMANDE** au Secrétaire général de l'OCI de suivre la mise en œuvre de la présente résolution et de soumettre un rapport pertinent à la dixième session de la Conférence islamique des ministres du Tourisme.

Niamey, le 23 décembre 2015



OIC/7-MCFSAD/2016/RES.-FINAL

**RESOLUTION
DE
LA SEPTIEME CONFERENCE MINISTERIELLE

SUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LE DEVELOPPEMENT
AGRICOLE**

**ASTANA, RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN
26-28 AVRIL 2016**

RÉSOLUTION
SUR
LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
DANS LES ETATS MEMBRES DE L'OCI

La Septième Conférence Ministérielle sur la Sécurité alimentaire et le Développement agricole tenue, à Astana, République du Kazakhstan, du 26 au 28 avril 2016,

Réaffirmant les dispositions pertinentes de la Charte de l'Organisation de la Coopération Islamique qui encouragent les activités visant à renforcer la coopération socio-économique intra-OCI ;

Rappelant l'Accord général sur la Coopération économique, technique et commerciale entre les Etats membres de l'OCI, adopté en vertu de la Résolution n° 1/8-E de la Huitième session du CMAE, tenue à Tripoli, en Libye, du 16 au 22 mai 1977 ;

Rappelant également le Programme d'action décennal adopté par la troisième session extraordinaire de la Conférence islamique au Sommet, tenue à La Mecque, en Arabie Saoudite, les 7-8 Décembre 2005 et, en particulier, son soutien, entre autres, à l'industrialisation, à la promotion du commerce et de l'investissement, au transfert de technologie et à la réduction du fardeau de la dette et de la pauvreté ;

Réaffirmant les résolutions antérieures sur l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire et, tout particulièrement, la Résolution adoptée par la 6^{ème} Conférence ministérielle sur la Sécurité alimentaire et le Développement agricole, tenue à Istanbul, en République de Turquie, du 3 au 6 octobre 2011 ;

Réitérant toutes les résolutions pertinentes adoptées par les différentes sessions du Conseil des Ministres des Affaires étrangères de l'OCI, en particulier celles se rapportant aux programmes, projets et activités dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ;

Rappelant l'adoption du Statut de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire par la 40^{ème} Session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OCI, tenue à Conakry, en République de Guinée, du 9 au 11 décembre 2013 ;

Notant que 29 Etats membres de l'OCI ont signé le Statut de l'Organisation islamique pour la Sécurité alimentaire, et que 4 pays membres l'ont ratifié à ce jour ;

Soulignant le rôle de l'Organisation islamique pour la Sécurité alimentaire, nouvellement créée, en tant qu'institution spécialisée de l'OCI, en matière de coordination et de mise en œuvre des politiques et programmes de l'OCI dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire ;

Réitérant les appels antérieurs lancés aux Etats membres de l'OCI en vue de synchroniser leurs plans nationaux de développement agricole avec les priorités de l'OCI en matière d'agriculture, de développement rural et de sécurité alimentaire ;

Renouvelant l'appel aux Etats membres de l'OCI en faveur de l'allocation d'un minimum de 6% de leurs budgets nationaux aux programmes de développement agricole et de sécurité alimentaire ;

Notant que la faible productivité de l'agriculture conjuguée à l'insécurité alimentaire continuent de générer de sérieux défis socioéconomiques, aussi bien pour les ménages que pour les décideurs dans plusieurs pays membres de l'OCI ;

Consciente du potentiel du secteur agricole à générer des richesses et des bénéfices sociaux, et à contribuer au développement des économies nationales, ainsi que de son importance dans la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les Etats membres de l'OCI ;

Considérant la nécessité de tirer profit des dotations agricoles des Etats membres de l'OCI, à travers le développement des chaînes de valeur, l'accélération des flux commerciaux et le marketing ;

Réaffirmant la nécessité d'une synergie, d'une coordination et d'une mise en œuvre optimale de l'ensemble des programmes de sécurité alimentaire de l'OCI, y compris les programmes entrepris à l'initiative des pays et les programmes régionaux ;

Rappelant les résultats issus des divers symposiums, ateliers et réunions du Groupe d'experts sur l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire, organisés par les différents Etats membres et institutions de l'OCI ;

Tenant compte des rapports sur les activités des différentes institutions de l'OCI opérant dans le domaine du développement agricole et de la sécurité alimentaire, à savoir : le SESRIC, le Groupe de la BID, la CICIA et l'INMPI ;

Prenant également en considération les résultats de la Session inaugurale de l'Assemblée générale de l'Organisation islamique pour la Sécurité alimentaire, tenue, simultanément, à Astana, en République du Kazakhstan, du 26 au 28 avril 2016 ;

Exprimant son appréciation à la République du Kazakhstan pour avoir accueilli la 7^{ème} Conférence ministérielle de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole ;

Ayant pris note du rapport du Secrétaire général ;

1. **SE FELICITE** de la création de l'Organisation islamique pour la Sécurité alimentaire (OISA), en tant que nouvelle institution spécialisée de l'OCI, qui servira d'organe exécutif pour la mise en œuvre des résolutions et programmes de l'OCI dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire.

2. **SALUE** les États Membres de l'OCI qui ont déjà signé et ratifié le Statut de l'Organisation islamique pour la Sécurité alimentaire, et **EXHORTE** les autres pays membres à conclure tous les arrangements nécessaires pour adhérer audit Statut dans les meilleurs délais.

3. **SE FELICITE** de l'adoption du Plan d'action de l'OISA pour les projets agricoles et de sécurité alimentaire à court terme, par la Première session de l'Assemblée générale de l'OISA et **INVITE INSTAMMENT** les États Membres de l'Organisation à contribuer de manière effective à concrétisation des activités programmées.

4. **INVITE** tous les Etats membres de l'OCI et ses institutions compétentes à coopérer activement avec l'OISA, dans le domaine de sa compétence.

5. **EXHORTE** l'ensemble des Etats membres de l'OCI à :
 - a) Investir dans les infrastructures pour le développement du marché et de la chaîne de valeur, aux plans national et régional, y compris le transport des produits locaux, l'énergie, les TICs, les services de manutention d'après récolte, la transformation, le stockage et la distribution ;

 - b) Soutenir la production et l'utilisation du rapport coût-efficacité des intrants agricoles de qualité, de la mécanisation et des produits chimiques agricoles qui sont abordables et accessibles à toutes les parties prenantes ;

- c) Investir dans la gestion efficace et efficiente de l'eau et des infrastructures d'irrigation afin de créer un système d'approvisionnement en eau, stable et prévisible, ainsi que de générer des énergies renouvelables abordables et fiables pour la production agricole ;
 - d) Adopter des mesures de protection des investisseurs dans le domaine de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire et veiller à garantir ce même type de protection dans tous les Etats membres de l'OCI.
 - e) Mettre en place des mesures et des mécanismes pour offrir des chances égales d'accès aux opportunités, y compris les terrains agricoles, les moyens de production, les connaissances et les compétences, pour les femmes, les jeunes et autres groupes socialement défavorisés ;
 - f) Appuyer la professionnalisation des petits producteurs et les exploitants familiaux, en leur garantissant des programmes de formation professionnelle ainsi que l'accès aux intrants.
6. **REITERE** la nécessité pour les Etats membres de l'OCI d'allouer une part plus considérable de leurs budgets nationaux aux programmes de développement agricole et à la sécurité alimentaire, conformément à la résolution pertinente de l'OCI.
7. **DEMANDE** à nouveau aux Etats membres de l'OCI et à leurs organisations du secteur privé à accorder la priorité aux investissements agricoles, au renforcement des capacités et au transfert de technologie dans les Etats membres de l'OCI démunis.
8. **APPELLE** une nouvelle fois les Etats membres concernés à soumettre à nouveau leurs projets cotonniers respectifs sous un format plus complet et bancable, tels qu'approuvés dans le cadre du Plan d'action de l'OCI pour le coton, et à manifester davantage d'intérêt pour les nouveaux projets identifiés et portant sur le renforcement de la coopération dans ce secteur économique névralgique.

9. **DEMANDE** à l'Organisation islamique pour la Sécurité alimentaire de :

a) Etudier davantage la possibilité d'établissement d'une Réserve de sécurité alimentaire de l'OCI, comme recommandée par la 4^{ème} Conférence ministérielle de l'OCI sur la Sécurité alimentaire et le Développement agricole, et soumettre une proposition pertinente à cet effet ;

b) Mener une étude détaillée à propos de la création d'un cadre de coopération de l'OCI qui sera opportun, orienté vers l'action, inclusif, à délais déterminés et général, et proposer, sur la base de cette étude, un cadre approprié et les modalités de sa mise en œuvre.

10. **EXHORTE** les Etats membres de l'OCI à continuer de soutenir les projets régionaux et transfrontaliers destinés à promouvoir la coopération intra-OCI dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire ;

11. **DEMANDE** aux Etats membres de l'OCI de faire connaître au Secrétariat Général dans les meilleurs délais leur désir d'organiser et d'abriter la 8^e Conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire et le développement agricole prévue en 2018 ;

12. **DEMANDE** au Secrétaire général d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la présente Résolution et d'en faire rapport à la Huitième Conférence ministérielle de l'OCI sur la Sécurité alimentaire et le Développement agricole.



OIC/3CLM/2015/RES-FINAL

**RESOLUTION
DE
LA 3^e CONFÉRENCE ISLAMIQUE
DES MINISTRES DU TRAVAIL**

**JAKARTA, RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE
14-16 MUHARRAM 1437H
(28-30 OCTOBRE 2015)**

RÉSOLUTION
SUR
LA COOPÉRATION ENTRE LES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI
DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL
DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE

La Troisième session de la Conférence islamique des ministres du Travail, qui a tenu ses assises du 14 au 16 Muharram 1437H (28-30 Octobre 2015), à Jakarta, République d'Indonésie ;

Considérant les dispositions pertinentes de la Charte de l'Organisation de la coopération islamique qui encouragent les activités liées au renforcement de la coopération intra-OCI dans le domaine socio-économique ;

Rappelant l'Accord général sur la coopération économique, technique et commerciale entre les Etats membres de l'OCI, adopté en vertu de la Résolution n ° 1/8-E de la huitième session du Conseil des ministres des Affaires étrangères tenue à Tripoli, en Libye, au cours de la période du 16 au 22 mai 1977 ;

Rappelant également le Programme d'Action Décennal de l'OCI adopté par la troisième session extraordinaire de la Conférence islamique au sommet tenue à La Mecque, Arabie Saoudite, les 7-8 Décembre 2005, et son soutien proclamé aux activités visant à encourager le développement économique et social dans Etats membres de l'OCI ;

Réaffirmant ses résolutions antérieures sur le travail, l'emploi et la protection sociale, et en particulier la résolution adoptée par la deuxième Conférence islamique des ministres du Travail tenue à Bakou, République d'Azerbaïdjan, les 25-26 Avril 2013 ;

Considérant les dispositions du Cadre de coopération de l'OCI dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale qui a adopté à la deuxième Conférence islamique des ministres du Travail ;

Considérant également les résultats de la 1ère réunion du Comité de pilotage sur la mise en œuvre du cadre de coopération de l'OCI dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale, tenue à Bakou, République d'Azerbaïdjan, les 17-18 Juin 2014 ;

Gardant à l'esprit l'ensemble des résolutions pertinentes adoptées par le Conseil des Ministres des Affaires étrangères à ses session successives, en particulier celles ayant trait aux programmes, projets et activités dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale ;

Notant que le taux de chômage reste l'un des plus grands défis pour les efforts de développement de nombreux États membres de l'OCI ;

Considérant le grand nombre de jeunes chômeurs dans les États membres de l'OCI et la nécessité pour chaque pays de se doter de son propre plan stratégique visant à développer les compétences pertinentes de la jeunesse;

Notant également que les causes du chômage dans de nombreux États membres de l'OCI sont imputables, entre autres, au manque d'opportunités d'emploi, à l'inadéquation des compétences, à la faible productivité, à l'instabilité macroéconomique, à la saisonnalité des emplois, à la déconnexion entre les exigences des employeurs et cursus du système éducatif ;

Reconnaissant la nécessité de diligenter la mise en œuvre du programme exécutif pour la mise en œuvre du cadre de coopération de l'OCI dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale, qui a été finalisé par le Comité de pilotage à la faveur de sa 1^{ère} réunion ;

Tenant compte des rapports sur les activités des différentes institutions compétentes de l'OCI, en particulier le SESRIC et la BID, dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale ;

Exprimant sa gratitude au Gouvernement de la République d'Indonésie pour avoir abrité la troisième Conférence islamique des ministres du Travail ;

Ayant examiné le rapport pertinent du Secrétaire général :

1. **EXPRIME** son plein appui à la poursuite du processus de mise en œuvre du Programme exécutif pour la mise en place du Cadre de coopération de l'OCI dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale.
2. **SE FELICITE** des contributions des différents Etats sponsors et des diverses institutions de parrainage aux six projets de coopération technique dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.
3. **REITERE** sa volonté de parrainer des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les Etats membres de l'OCI, tout en veillant à diligenter la mise en œuvre des autres projets identifiés et en rapport avec la constitution d'une base de données sur les travailleurs migrants; d'un Observatoire du Travail et de la formation professionnelle propre à l'OCI ; et d'une Unité d'information sur le marché de l'emploi.
4. **ADOPTE** le Statut du Centre du Travail de l'OCI à Bakou, en Azerbaïdjan et, à cette fin, **DEMANDE** au Secrétaire général de le soumettre au Conseil des ministres des Affaires étrangères pour approbation.
5. **S'ENGAGE** à renforcer la coopération technique et l'échange de bonnes pratiques dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale dans le but de profiter de la précieuse expertise accumulée par les États membres au fil des ans dans cet important domaine.

6. **S'ENGAGE** également à prendre les mesures nécessaires pour améliorer et accroître la réactivité des systèmes de l'enseignement et de la formation aux besoins du marché du travail, dans le but de remédier à l'inadéquation fondamentale et structurelle des qualifications et des compétences.
7. **DÉCIDE** d'œuvrer à améliorer encore plus la protection des travailleurs au sein des États membres de l'OIC, y compris leur couverture sociale, par le biais des législations et des réglementations nationales adéquates.
8. **DÉCIDE** également de promouvoir les principes et les pratiques internationales dans le domaine du travail pour garantir la protection des travailleurs migrants.
9. **ENCOURAGE** les États Membres à veiller à la mise en œuvre de la sécurité et de la santé au travail pour assurer la protection des travailleurs.
10. **APPELLE** à redoubler d'efforts pour promouvoir les migrations légales, sécurisées et organisées de la main-d'œuvre par le biais des législations et des réglementations nationales adéquates et conformément aux principes de l'OIT.
11. **RECONNAIT** la nécessité de soutenir tout effort visant à réduire les frais d'envoi des fonds des travailleurs migrants et de rationaliser les procédures de transfert de ces envois.
12. **RECONNAIT** également la nécessité de promouvoir les politiques visant à maximiser les avantages et à minimiser les risques de la migration des travailleurs, pour éliminer les inconvénients identifiables qui peuvent en découler.
13. **SOUTIENT** l'auto-emploi et l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, grâce à une meilleure formation aux compétences commerciales de base et à un climat des affaires répondant aux besoins et aux attentes des jeunes et des femmes.
14. **APPELLE** à redoubler d'efforts pour améliorer les conditions et réduire les obstacles rencontrés par les jeunes, les femmes et les personnes handicapées pour trouver et conserver un travail décent.
15. **ENGAGE** les États Membres à dispenser, à l'égard de la cause de la Palestine, la formation et le renforcement des capacités requis au profit des travailleurs palestiniens pour leur permettre d'améliorer leurs moyens de subsistance, y compris un soutien financier pour l'emploi et la sécurité sociale.
16. **DEMANDE** au SESRIC d'élaborer et de soumettre à la prochaine session de la CIMT un projet de stratégie du marché du travail, qui soit profitable et utile pour tous les États membres de l'OIC.
17. **DEMANDE** à la Banque islamique de développement d'accroître son financement dans les domaines cruciaux pour la croissance, la création d'emplois et le renforcement de la compétitivité des États membres de l'OIC.

18. **RÉITÈRE** son appel à la Banque islamique de développement pour étendre son programme de soutien à l'emploi des jeunes à tous les Etats membres.
19. **APPROUVE** les Directives générales sur la sécurité et la santé au travail (SST/OSH) et exhorte les Etats membres à se conformer à ces directives au niveau local.
20. **DEMANDE** à l'Institut de normalisation et de métrologie pour les pays islamiques (INMPI) de mener les études pertinentes pour la normalisation des directives SST/OSH.
21. **PREND NOTE** avec satisfaction du rapport sur le marché de l'emploi OCI 2015 préparé et présenté par le SESRIC, qui fournit un compte-rendu détaillé sur les conditions du marché de l'emploi dans les Etats membres de l'OCI et évalue les principaux problèmes et défis qui se posent au niveau des divers marchés de l'emploi dans les Etats membres de l'OCI;
22. **FELICITE ET SOUTIENT** le SESRIC pour ses activités entrant dans le cadre du Réseau de santé et de sécurité au travail (OCI-OSHNET), du Programme de renforcement des capacités dans le domaine de la santé et la sécurité au travail (OSHCaB) et du Programme de renforcement des services publics de l'emploi (PESCaB) dans le contexte OIC-VET; et **INVITE** les institutions compétentes des États membres à participer activement à la mise en œuvre de ce programme.
23. **SE FELICITE** de la proposition faite par la Turquie en relation avec la création d'un Centre de l'OCI en matière de SST/OSH à Ankara, et **INVITE** le Secrétaire général à mener des consultations avec la Turquie sur les modalités de mise en œuvre de cette proposition.
24. **SE FELICITE** également de l'offre de l'Indonésie d'organiser en 2016 un workshop sur la recherche et l'étude des concepts et pratiques islamiques en relation avec les problématiques de l'emploi, et exprime la volonté des Etats membres de participer à ce workshop.
25. **INVITE** le Secrétaire général à consulter les États membres au sujet du lieu et de la date de la 4ème Conférence islamique des ministres du Travail (ICLM/CIMT) prévue pour 2017.
26. **DEMANDE** au Secrétaire général de veiller à la mise en œuvre de la présente résolution.



Special Program for Central Asia (SPCA)



**Enhanced Competitiveness, Increased Trade and Economic Growth
(2016-2020)**

PART I The Program

© April 2016

ANNEX.-IV
Special Program for Central Asia (SPCA)

Contents

Acknowledgments	21
Executive Summary.....	22
1. INTRODUCTION	23
2. REGIONAL CONTEXT	23
1. Overview	23
2. Recent economic trends and developments	25
3. Key development challenges.....	26
3. SPCA LOGIC, STRATEGIC ANCHORS AND FRAMEWORK	29
1. SPCA logic	29
2. Strategic anchors	30
3. Strategic framework	30
4. SECTOR ANALYSIS AND PRIORITIES	31
4.1. Trade	31
4.1.1.Current state	31
4.1.2.Proposed priority interventions.....	33
4.2. Energy	33
4.2.1.Current state	33
4.2.2.Proposed priority interventions.....	34
4.3. Transport.....	35
4.3.1	Current state
35	
4.3.2.....	Proposed priorities interventions
36	
4.4. Agriculture	36
4.4.1.Current state	36
4.4.2.Proposed priority interventions.....	37
4.5. Enabling environment.....	38
4.5.1.Private sector development	38
4.5.2.Capacity development	40
5. FINANCING AND IMPLEMENTATION	42
5.1. Indicative financing	42
5.2. Program implementation	44
6. MONITORING AND EVALUATION	46
7. CONCLUSION	52
References	53

Acknowledgments

The Country Programs Department (CTY) led the preparation of the Special Program for Central Asia with inputs from experts in the various Entities and Departments of the Bank and a team of consultants. The Program was developed under the overall leadership of Mohammad J. Alsaati, (Director, CTY) and Dr. Abdulhakim Elwaer (Director, CID). Hisham Marouf (Director, Regional Office Almaty) and Syed Habib Ahmed (General Manager, ITFC) also offered valuable feedback and support. Musa Sillah (Director, Regional Office, Dakar) offered substantive comments and proof-read the report. The work was supervised and guided by Elwalid Hamour (Regional Manager, Central Asia and Europe). The core team was led by Dr. Abdoulie Sireh-Jallow (Lead Economist, Central Asia) and comprised Kadir Basboga (Senior Country Manager – Azerbaijan, Uzbekistan and Albania), Korkhojon Aminov (Country Manager, Kazakhstan and Turkey), Erzhan Jalmukhanov (Senior Country Manager, Kyrgyz Republic, Tajikistan and Turkmenistan) and Rachid Zampalegre (Country Manager). Prof. Murat Yulek (macroeconomic analysis), Farrukh Mian (energy), Roman Mogilevskii (transport & trade), and the International Water Management Institute- team led by Dr. Akmal Karimov (agriculture) undertook valuable sector analyses that informed the formulation of the SPCA.

Abdallah Kiliaki (Resident Representative, Nigeria Country Gateway Office), Dr. Zafar Iqbal (Lead Economist, South Asia) and Mohamed Taha (Senior Strategy Planner, GSPD) reviewed the document and provided substantive comments. Valuable inputs were received from Ayhan Karaca, (Manager, Asia & CIS Office, ITFC), Dr. Elvin Afandi, (Principal Economist, ICD), Oguz Aktuna (Business Development Manager, ICIEC) and Ahmed Faruk Diken (Senior Technical Cooperation Specialist, CAP). Mohamed AlSayed (Division Manager, Energy and ICT), Nur Abdi (Lead Agriculture Food Security Specialist), Husain Abdallah Mugaibel (Lead Energy Specialist), Dr. Turkhan Ali (Senior Research Economist, IRTI), Dr. Musa Jega Ibrahim (Senior Economist, ISFD), Mohammad Mirzaei Kahagh (Senior Partnership Specialist) and Edzwan Anwar (XXX, INF) of the Technical Committee also made important contributions. Valuable comments and suggestions were also received during the Departmental Weekly Meeting of the Country Programs Department from Mohammed J. Alsaati (Director.), Ahmed Hariri (Regional Manager, Middle East), Dr. Sobir Komilov (Regional Manager, South Asia), Salah Mansour (Regional Manager, West Africa), Mohamed Abdellah Moctar (Acting Regional Manager, East, Central and Southern Africa), Dr. Ahmed Zubair (Lead Economist, Arab Region), Dr. Mamoud Kamara (Senior Country Manager), Saifullah Abid (Senior Country Manager), Dr. Issahaq Umaru Idrissu (Senior Country Manager), Musa Abdelmajid Hassan (Lead Country Manager), Khalid Halil (Country Manager), Dr. Ali Fallahi (Country Manager), Bah Ali Bah (Country Manager) and Khalil Ahmed Hassan (Country Manager). Valuable comments and support were also received from Rustam Eshonhujayev, (Country Program Officer), Bekzod Parmanov (Agriculture Specialist), Alibek Kazangapov (Transport Specialist) and Daniyar Abylkhanov (Energy Specialist) of the Regional Office Almaty and Bokhodir Mirzaev of

ARD. Hikmat Aliyev (former Division Manager), Ramil Maharramov (former Senior Country Manager) and Cafer Bicer (Senior Country Manager on long leave) initiated and contributed to the inception phase of the Program. Very insightful comments were received from Mr. Sayed Aqa (Vice President, Cooperation and Capacity Development), Dr. Abdulhakim Elwaer (Director, CID), Dr. Nostratollah nafar, (Lead Research Economist, ERPD) and Hussein Khalif Jama (Advisor to CEO, ICIEC).

Excellent administrative support was given by Mushtaq Ahmed (Administrative Assistant, Central Asia Region, CTY), Lama Abdallah Bakheet (Administrative Assistant, East, Central and Southern Africa Region, CTY), Sayed Alfarouk (Portfolio Management Specialist, CTY) and Sayedur Rahman Khan (Secretary, Director's Office, CTY).

Executive Summary

The Special Program for Central Asia (SPCA) is a regional program of the Islamic Development Bank Group (IDBG) that is aimed at supporting the cooperation efforts of its member countries in Central Asia. The Program is inspired by the Organization of Islamic Cooperation (OIC) Plan of Action for Cooperation with Central Asia (PACCA) and the IDB 10-Year Strategy, and is anchored on three of the seven priorities of PACCA and four of the six pillars of the 10-Year Strategy. It covers six member countries, namely, Azerbaijan, Kazakhstan, Kyrgyz Republic, Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan.

The location of Central Asia on the landmass joining Asia and Europe adjacent to fast growing neighbors presents a significant opportunity that has contributed to making the Region dynamic. However, challenges abound. The economies are still not adequately diversified in addition to the lack of intrinsic economic complementarities, low intra-regional trade, low inter-country foreign direct investment flows, and limited regional cooperation. In this context, the intervention logic of the SPCA is based on the premise that trade offers countries one of the most obvious ways to sustainable development and is motivated, among other things, by three drivers viz; production of tradable goods; producing at competitive costs; and the ability to move the products from the production sites to markets. In the case of SPCA, the trade drivers are increased production of agricultural, industrial and SME goods; increased efficiency in production through increased energy supply; and the construction of an extensive transport network. Providing support for the production of agricultural, industrial and SME goods will result in excess supply that could be traded across borders. The reason for choosing these products is that a significant proportion of the population in the Region are engaged in agriculture and/or SME sector and by increasing incomes in these areas, the resulting economic growth can be made more inclusive. To enable the trading of the excess production across borders, the exports have to be produced more cheaply at the country of origin. In the case of Central Asia, energy loss resulting from aging infrastructure limits energy supply, thereby increasing the unit cost of production. Therefore, efficiency improvements and exchanges in the energy sector would result in competitive production in the Region. Once commodities are competitively produced, they could be moved across the borders through an extensive transport network. To address these constraints, SPCA will be supporting increased intra-regional and international trade, increased agricultural and industrial production, enhanced regional energy security, and an expanded regional transport network. SPCA will complement the ongoing regional cooperation efforts of the development partners, with particular focus on the productive sectors of the economy, and the Region's further integration into global value chains.

For the implementation of the SPCA, a total financing of US\$ 6 billion is targeted for the period 2016-2020, comprising US\$ 2.5 billion of ordinary financing, US\$ 375 million of concessional financing, US\$ 1.25 billion for trade financing, and US\$ 500 million of private sector financing. Additionally, conventional and innovative resource mobilization efforts and co-financing with development partners is estimated to yield over US\$ 1 billion. The SPCA will be monitored through regular implementation reviews and progress towards competitiveness will be monitored using the World

Economic Forum's Global Competitiveness Index. To engage with the Governments and other SPCA partners on a structured basis, Annual Stakeholder Meetings will be organized. To leverage technical and financial resources from the development partners, donor community and member countries, particularly for the non-lending interventions, a tripartite cooperation mechanism will be set up, as a supplement to IDBG's regular business channels.

When effectively implemented, SPCA is expected to contribute to increased production, competitiveness and trade in the Central Asia Region and through these, enhanced inclusive economic growth.

1. INTRODUCTION

1. The Special Program for Central Asia (SPCA) is a regional program of the Islamic Development Bank Group (IDBG) that is aimed at supporting the cooperation efforts of its member countries in Central Asia to facilitate trade, enhance competitiveness and promote economic growth in pursuance of the Sustainable Development Goals (SDGs) (Annex 1). It is inspired by both the Organization of Islamic Cooperation (OIC) Plan of Action for Cooperation with Central Asia (PACCA) (Annex 2) and the IDB 10-Year Strategy (Annex 3). It is anchored on three of the seven priorities of the Plan of Action and four of the six pillars of the Strategy.
2. The SPCA covers six countries, namely: Azerbaijan, Kazakhstan, Kyrgyz Republic, Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan. Even though Azerbaijan is geographically located in South Caucasus, it is included in the Program due to its socio-economic commonalities with other target countries. Throughout the report, any use of the terms "Region" or "Central Asia Region (CAR)" refers to the cluster of the six above-mentioned IDB Member Countries.
3. The SPCA documentation is in two parts. Part I is this document, which contains the Program with all its elements. Part II comprises the four independent analytical studies undertaken by four consultants on the sector analytics, which informed the formulation of Part I. The Program (Part I) is presented in seven sections including this introduction. A look at the regional context of recent economic developments and some key development challenges of relevance to the SPCA are given in section 2. The logic, strategic anchors and frameworks of the Program are outlined in section 3, while the sector analysis and priorities are contained in section 4. The indicative financing and implementation mode are given in section 5, followed by the monitoring and evaluation framework in section 6. The conclusion and recommendation are presented in section 7.

2. REGIONAL CONTEXT

1. Overview

4. The Central Asia Region (CAR) has a population of about 77 million living in an area of just over 4 million km² that stretches from Azerbaijan on the western coast of the Caspian Sea to Kazakhstan on the most easterly front, including Kyrgyz Republic, Tajikistan, Uzbekistan and Turkmenistan.
5. Nested between Iran and Russia, and bordering the Caspian Sea, Azerbaijan covers 86,600 km². The country is home to a population estimated at 9.5 million inhabitants in 2014. The Azerbaijani population is young, with a median age of 30. The country has achieved strong economic growth rate in recent years, with an average annual growth rate of 14.15% between 2009 and 2014. Industry, notably the oil and gas sector, is the major contributor to growth with a share to GDP of 58.3%. Services and agriculture account, respectively, for 36% and 5.7% of GDP. In terms of Human Development, Azerbaijan ranks 76th out of 187 with a Human Development Index (HDI) value of 0.747, placing the country in the high human development category. The country's GDP per capita was estimated at US\$ 7,884 by the World Bank in 2014.
6. Kazakhstan is the largest landlocked country in the world, covering 2.72 million km². The country is

home to 17.3 million inhabitants sparsely distributed across its vast territory, as evidenced by a population density of 6.4 people per sq. km. Kazakhstan is endowed with various natural minerals and metals such as zinc, copper, uranium. The country also boasts of substantial reserves of fossil fuels, which have been the main drivers of growth. Kazakhstan has proven coal reserves of nearly 37 billion tones, or 3.9% of the world's total coal reserves. Currently, industry accounts for 36% of GDP, while service and agriculture represent 59.4% and 4.6% respectively. Although agriculture accounts for less than 5% of GDP, the sector employs nearly 30% of the labor force. In 2014, GDP per capita stood at US\$ 12,276, and the country ranked 70th with a HDI value of 0.757, placing the country in the high human development category.

7. The Kyrgyz Republic shares borders with China, Kazakhstan, Uzbekistan and Tajikistan. The country covers 199,950 km². Its population is estimated at 5.8 million people. The country's GDP per capita is US\$ 1,269. The Kyrgyz Republic ranks 125th out of 187 countries on the HDI rank, with an HDI value of 0.628. The economy is dominated by the service sector, industry (minerals extraction) and agriculture (cotton, tobacco, wool). Service accounts for 56% of the country's GDP, industry represents 26.7% of the GDP, while agriculture accounts for 17.3% of Kyrgyz GDP. Remittances of migrant workers are major sources of economic revenue in the Kyrgyz Republic.
8. Tajikistan covers 144,100 km² with a population density of 59.3 people per sq. km. The country has a population of 8.3 million inhabitants, with a GDP per capita of US\$ 1,114. The Tajik economy is heavily dependent on remittances, mainly from Tajik migrants in Russia. In 2014, remittances from close to 1 million Tajik migrants contributed by as much as 40% to the GDP. Agriculture is a significant contributor to the country's GDP, representing 27.4% according to the latest statistics. The sector employs 30% of the labor force.
9. Stretching over 488,100 km², Turkmenistan is bordered by the Caspian Sea to the West, with an estimated 1,768 km of coastline, and four countries in Central Asia: Kazakhstan to the Northwest, Uzbekistan in the North and East, Afghanistan to the Southeast, and Iran to the South. Turkmenistan is home to 5.3 million people. Economic activity is driven by industry (48.4% of GDP) and agricultural production (14.5% of GDP). Turkmenistan is endowed with large oil resources, with an estimated 600 million barrels of proven oil reserves as of January 2015. Furthermore, the country is the second largest dry gas producer in Eurasia. GDP per capita stands at US\$ 9,031.5, and Turkmenistan ranks 103rd on the HDI rank with an HDI value of 0.698, placing the country in the medium human development category.
10. As a doubly landlocked country, Uzbekistan covers 447,400 km² and is bordered by five landlocked countries: Afghanistan, Kazakhstan, Kyrgyz Republic, Tajikistan, and, Turkmenistan. The country has a large population size, with 30.7 million inhabitants, and a population density of 72.3. Like many other countries in the region, Uzbekistan has proven reserves of natural gas, oil, and coal. Industry accounts for 33.7% of the GDP, while services and agriculture account for 47.5% and 18.8%, respectively. Uzbekistan is ranked in the medium human development category, with an HDI value of 0.661. GDP per capita amounts to US\$ 2,037.7.
11. The region is estimated to have one of the largest energy resources, which could be one of the drivers of growth and prosperity. Azerbaijan and Kazakhstan hold significant levels of oil and coal reserves while Turkmenistan holds many years of natural gas reserves, with Tajikistan and Kyrgyz Republic holding huge renewable energy potential. The Kyrgyz Republic has the 8th largest goldmine in the world, while Tajikistan holds large silver and aluminum reserves. The region also has huge production capacity in agriculture. It has one of the largest arable lands in the world and accounted for 4% of the world wheat production in 2008. Uzbekistan, Tajikistan and Turkmenistan possess significant cotton production and export capacity.

Box 1 – Examples of natural resource endowments in the Region

Azerbaijan, the oldest known oil-producing region in the world, experienced an oil boom at the beginning of the 20th century and later served as a major refining centre in the former Soviet Union. Currently, Azerbaijan boasts of reserves of 7 billion barrels of oil, and 30 trillion cubic feet of gas.

Kazakhstan has abundant raw materials and natural resources. With 50 billion barrels of proven reserves, Kazakhstan is 11th in the world in oil reserves and 14th in gas reserves with 2.407 trillion cubic meters. Kazakhstan owns 12 % of world's uranium and produces 36.5 %, which is the largest share of world's uranium supply. Kazakhstan is the most coal abundant country in Central Asia and 8th in the world with proven reserves of 31.3 billion tons.

Turkmenistan is the main gas exporter and possesses the largest gas deposits in Central Asia and one of the richest in the world. Turkmenistan is 6th in the world in natural gas reserves and 20th in gas production. Turkmenistan has proven natural gas reserves of approximately 265 trillion cubic feet and oil reserves of roughly 600 million barrels.

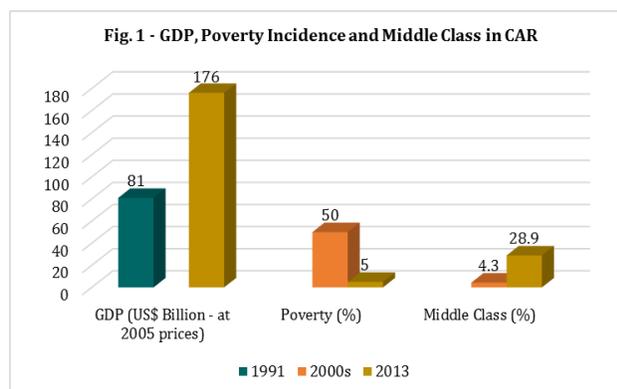
Uzbekistan has 594 million barrels of proven crude oil reserves and has 1.841 trillion cubic meters of proven natural gas reserves. Uzbekistan is rich in hydrocarbon resources, and about 60 % of its territory possesses potential oil and gas reserves. Uzbekistan ranks 3rd among the countries of the CIS and 15th in the world in terms of annual natural gas production.

Tajikistan and Kyrgyzstan, rely on tremendous hydropower reserves for generation and transmission. They account for more than 70 % of Central Asia's total capacity. Tajikistan, being an up-stream country, is the richest state in Central Asia in terms of its potential to produce hydroelectricity. Kyrgyzstan has deposits of locally exploitable coal, oil, and natural gas. Kyrgyzstan is the 3rd among CIS countries in gold production and 2nd after Kazakhstan in the CIS in coal reserves.

12. It is important to note that despite the significant progress made by the countries towards modernization, industrialization and urbanization, the region remains highly agrarian, with 40% of the population living in rural areas and agriculture accounting for over 45% of total number of employed and nearly 25% of the GDP on average. Therefore, agriculture continues to be critical for rural poverty reduction, employment, economic growth and food security in Central Asia and Azerbaijan. Agricultural production, processing, and related services remain an important source of income approaching 20% of the GDP in the majority of Central Asia.
13. Of particular importance to the Program will be the neighboring countries of Afghanistan, Iran and Pakistan who are also members of the IDB Group. Afghanistan is already involved in some of the regional projects and is therefore, a very important player in the region and one of the candidates for inclusion in an expanded SPCA.

2. Recent economic trends and developments

14. The region has experienced tremendous economic growth for more than two decades. From 1991 to 2013, the GDP in the region more than doubled, from US\$ 81 billion in 1999 to US\$ 176 billion in 2013 (constant 2005 US\$) (see Fig. 1). The economies remained resilient despite the global financial



crisis. Per capita GDP in the region has maintained an upward trend over the past five years and countries such as Turkmenistan and Uzbekistan have achieved impressive growth rates in recent years (10.2% and 8% respectively in 2014).

15. On human development, the countries in the Central Asia Region have seen welfare indicators improve as their economies expanded. Kazakhstan has seen its GDP per capita increase from US\$ 7,165 in 2009 to US\$ 12,276 in 2014 . Relative to other oil rich countries in the region, Kazakhstan has been successful in redirecting oil and gas revenues towards sectors such as machinery, chemicals and food processing. Azerbaijan has made significant progress in addressing poverty and inclusiveness issues. Poverty incidence is estimated to have decreased from close to 50% in the early 2000s to about 5% in 2013. Concurrently, the middle class has expanded from 4.3% to 28.9% of the population.

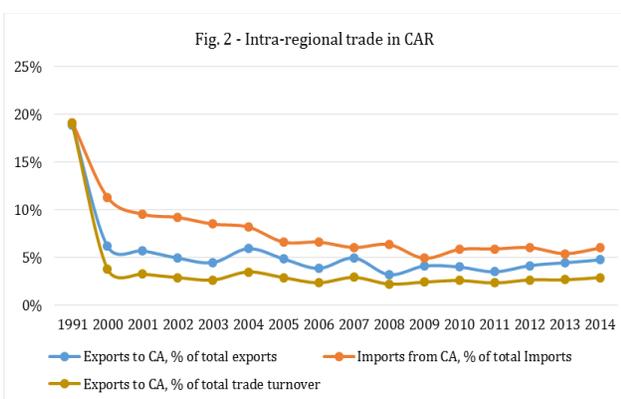
3. Key development challenges

16. The immediate to medium-term challenges facing the Region include diversification of the product base and exports, meeting infrastructure needs, enhancing competitiveness, and ensuring environmental sustainability. The Region also needs further social and economic infrastructure investment, and policy and capacity development support to create an enabling environment for business and investment, improve governance, form an effective incentive structure for efficient distribution of resources, and strengthen the degree of competitiveness of those key sectors that have significant impact on their economic growth and development.
17. Key development challenges that are primarily related to regional competitiveness are briefly analyzed below, focusing on trade and transport, energy, and agriculture sectors. Structured around these three areas, the following review essentially covers the main factors of production and trade, which can be addressed through politically and economically feasible interventions at regional scale. Some other relevant areas such as human development, urban development, labor force productivity are to be analyzed in depth through IDBG's country-specific Member Country Partnership Strategies (MCPS), for IDBG's further interventions at country level.

Trade and Transport

18. The landlocked nature of Central Asian countries is a key challenge for the region when it comes to shipping goods and products. Moreover, the difficult topography complicates transport logistics to other parts of the world. This is exacerbated by the poor quality of transportation services and difficulties with transit through neighboring countries. The average distance between major cities in the region and the nearest ports, such as those in the Black Sea, the Arabian Sea and the Persian Gulf, is over 4,000 km.
19. Transportation routes from Central Asia to external markets always cross neighboring territories. Therefore, the construction/rehabilitation of transport infrastructure requires coordination and cooperation with neighbors. Similarly, the reforms in customs and border crossing rules and procedures, the elimination of technical barriers to trade and other trade facilitation measures can be effective only in the context of regional cooperation. Regional cooperation in trade policy and mutual opening of domestic markets is needed to expand intra-regional trade and bring it from informal to regular regime. SMEs and individual traders, who cannot afford high trade costs, mostly drive this trade.
20. As a reflection of the consequences of the above-mentioned challenges, the intra-regional trade in Central Asia has significantly declined over the years. For instance, in 1991 intra-regional trade turnover, exports to and imports from the region were each at 20%, but these have declined over the years to around 5% (see Fig. 2). The reduction of intra-regional trade was, in part, due to the

disappearance of some enterprises and sectors, especially manufacturing as well as to trade diversion to markets outside the region, especially in the case of exports of primary commodities. One of the key issues in trade development to be resolved is high trade costs, which undermine the competitiveness of manufactured exports from the region and prevent many Central Asian enterprises from fully participating in global value chains. The trade costs are high



for many reasons including the region's geography (low density of the population and long distances between economic activity centers), poor quality of transport infrastructure, limited transport network, underdeveloped trade services, cumbersome customs administration, and insufficient economies of scale.

Agriculture

21. There has been a doubling of the demand for food as the population of the region increased from 47 to 77 million in the last 30 years. By 2025, the population of the region is projected to be about 91 million. This has almost doubled the demand for food while arable land is very small. Out of the total agricultural land of about 288 Mha, (72% in Kazakhstan, 12% in Turkmenistan, 9% in Uzbekistan, 4% in Kyrgyz Republic, and 2% in Azerbaijan and Tajikistan), only 31 Mha is arable land, including 11.3 Mha under irrigation. Except rain-fed wheat in northern Kazakhstan, over 90% of crops is grown in the region under irrigation, which highlights the importance of water resources for agriculture. In addition to these, the Aral Sea Basin is considered the most water-short region. Renewable water resources of the region exceed 200 km³, of which a significant part is trans-boundary. These resources belong to the rivers flowing through the territory of several states of the region and their neighbors, thereby complicating the optimal use by any single country.
22. Despite favorable climate conditions for diversifying crops, only one or two crops, wheat and cotton, dominate on the irrigated soils. For example: wheat covers 44% of the irrigated land in Azerbaijan; winter wheat and cotton cover 64% of the irrigated land in Uzbekistan; 77% in Tajikistan, and; over 90% in Turkmenistan. At the same time, there are good signs of crop diversification in Kyrgyz Republic, where in 2011 dry beans accounted for 25% and potato 9%; in Tajikistan dry onions accounted for 13% and dry fruits 9%; and grapes and fresh fruits in Uzbekistan accounted for 11% and 10%, respectively, of the total agricultural export of the country. Lack of forage and poor quality of available feedstuff, degradation of rangelands, and small-scale farming units, among other factors (World Bank 2004; FAO 2010) hamper livestock development despite the potential. The inability for meat and dairy products from the region to meet international food-quality standards compounds this challenge. At the same time, the fishing industry has faced significant decline since the 1980s due to the reduction of flows and the shrinking of natural lakes.
23. Since the global food crisis in 2006/07, several shocks have made food security in the region more fragile. The main concerns surrounding food security in Central Asia are three-fold: low agricultural productivity in the region, relatively high levels of poverty in some countries and vulnerability to earthquakes, floods, land degradation and scarcity of water. Food insecurity manifest itself in low birth weights in the region (6% in Kazakhstan, 5% in Kyrgyz Republic and Uzbekistan, 4% in Turkmenistan and 10% in Tajikistan (Sedik 2011) against 17% on average in developing countries (FAO 2009) and undernourishment in children (8.6% and 7.8% among male and female groups,

respectively).

Energy

24. The existing power related infrastructure in Central Asia, including generation facilities and transmission networks, is in disrepair or inefficiently operated as a majority of it dates back to the early era of the former Soviet Union. More than 77% of Kazakhstan's and 87% of Kyrgyz Republic's power generation assets are at least 20 years old, while for Tajikistan and Uzbekistan, the percentage of more than 20 years old equipment is 86% and 88%, respectively all resulting in huge energy and financial losses.
25. There has been only a marginal increase in the installed generation capacity of the region during the last 5 years. The only noticeable increase in installed capacity has been in Azerbaijan where it went up from 5.8 GW (in 2008) to 7.1 GW (in 2012) and, to a lesser extent, in Uzbekistan where it grew by 9% (from 11.6 to 12.6 GW) during the same 5-year period. On a cumulative basis, the 6 countries of Central Asia witnessed a mere 3.5% increase in generation capacity (from 45.7 to 49.3 GW) during the period from 2008 to 2012. This is a very low growth rate, especially when compared to the rest of the world which has recorded a 19.3% increase in total generation capacity during the same 5-year period.
26. Regarding regional energy exchanges, there was a dramatic reduction in power trade from 25 GWh in 1990 to 2.3 GWh in 2010, a 90% aggregate reduction in 20 years. This has led to wasteful use of natural resources and suboptimal operation of power sector assets. Sub-optimal dispatch resulting from inefficient interconnections leads to an increase in operation expenses. Countries with large thermal generation are spending more money on fuel to maintain active reserves in the system needed to cover daily peaks. On the other hand, countries with significant hydro resources spill water in summer due to excessive levels of water and insufficient storage capacity. This results in wasted resources and lost revenue (see Box 2). The region was not able to realize huge economic benefits that would have resulted from power cooperation.

Box 2 - The Central Asia Power System (CAPS)

3. The CAPS was built in the Soviet era during 1970s-80s and comprised the electric power systems of Kazakhstan, Kyrgyz Republic, Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan. The CAPS was established for the purpose of coordinating parallel operations of the Central Asian energy systems, ensuring integrated uses of fuel and energy sources and implementing coherent actions to assure compliance with intergovernmental agreements and bilateral and multilateral contracts between business entities in the power sector. CAPS allowed the exchange of electricity between the countries (then republics), taking into account the seasonal availability of hydropower (in the Kyrgyz Republic and Tajikistan) and thermal generation based on coal and gas available in Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan. Uzbekistan and Southern Kazakhstan used to supply electricity, coal and gas in the winter season to Kyrgyz Republic and Tajikistan and, in return, Kyrgyz Republic and Tajikistan were exporting hydropower for peaking loads.

28. The configuration of the high voltage regional electricity grid was designed accordingly, based on the requirements of the necessary exchange of electricity. These linkages were through the high-voltage 500 KV and 220 KV transmission line networks. An analysis of CAPS highlights the heterogeneous generation mix in the region, and the seasonality of it. In a regional CAPS structure, there is the potential balance between a regionally integrated generation system and one divided by national borders. Following the disintegration of the Former Soviet Union, the design, operation, and maintenance of CAPS gradually collapsed. The differences in the resource base for each country meant that the systems became unbalanced. Instead of sharing one another's resources, each country sought to achieve energy independence in terms of generation capacity and fuel supply.



The reason for choosing these products is that a significant proportion of the population in the Region is engaged in agriculture and SMEs and by increasing incomes in these two areas, the resulting economic growth can be made more inclusive. SPCA will support the excess production of these goods, which will be traded across borders. In addition, excess energy generated will also be traded for regional energy security.

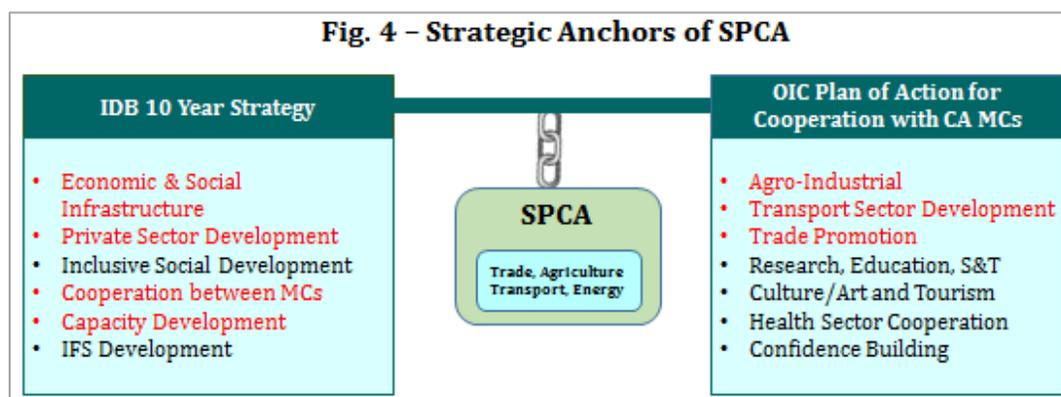
29. Excess production on its own is not enough to ensure trade. To enable the trading of the excess production across borders, the production cost of exports has to be lower in the country of origin than in the country of destination. In other words, the unit cost of production in country A has to be lower than the unit cost of production in country B. As in all parts of the world, one of the significant factors in the production of any good is the cost of energy and the Central Asia Region is no exception. However, energy loss resulting from aging infrastructure reduces the limits of the energy supplied, thereby making its production very costly. This translates into higher energy cost for

agriculture and SME producers and higher unit cost of production, which reduces their competitiveness. By supporting efficiency improvements (by plugging the leakages) and exchanges in the energy sector, SPCA would contribute to increasing energy supply, reducing its cost of production which will hopefully result in reduced tariffs and lower unit cost of production for the agriculture and SME producers. In the same vein, SPCA will support the transmission infrastructure needed to move and trade the energy across borders from countries of excess supply to those with excess demand. These interventions will result in a competitive region.

30. Once commodities are competitively produced, they have to be moved across the borders. Otherwise, excess supply could be created in the local markets resulting in a fall in price equilibrium and subsequently, a fall income, thereby adversely affecting the producers that SPCA wants to support. To address this concern, the Program will support the development of an extensive transport network in the region to facilitate the easy movement of the goods produced across the region. Because of these, SPCA will be supporting the key elements of the cycle that will result in increased production, competitiveness and trade and through these, enhanced economic growth in the Region.

2. Strategic anchors

31. Both the Organization of Islamic Cooperation (OIC) Plan of Action for Cooperation with Central Asia Member Countries (PACCA) and the IDB 10-Year Strategy inspire the formulation of the SPCA. The OIC-PACCA is aimed at improving cooperation with Central Asia in the areas of agro - industrial sector, transport sector, trade promotion, poverty alleviation, vocational training, capacity building, research, education, science and technology, culture/art and tourism, health sector and confidence-building measures.
32. With respect to the IDB 10 Year Strategy, it has the strategic objectives of fostering inclusive growth; deepening connectivity in and between member countries and promoting the growth of Islamic Financial Services. These are anchored on six pillars of Economic and Social Infrastructure, Cooperation between Member Countries, Private Sector Development, Capacity Development, Inclusive Social Development and Islamic Financial Sector Development. The 10-Year Strategy is guided by six principles: managing for results, selectivity, strategic link to budget and resources, building capabilities in strategic pillars, resource mobilization and financial sustainability.
33. As mentioned above, the SPCA is anchored on three of the seven priorities of the OIC-PACCA and four of the seven strategic pillars of the IDB 10-Year Strategy as depicted in Fig.4.

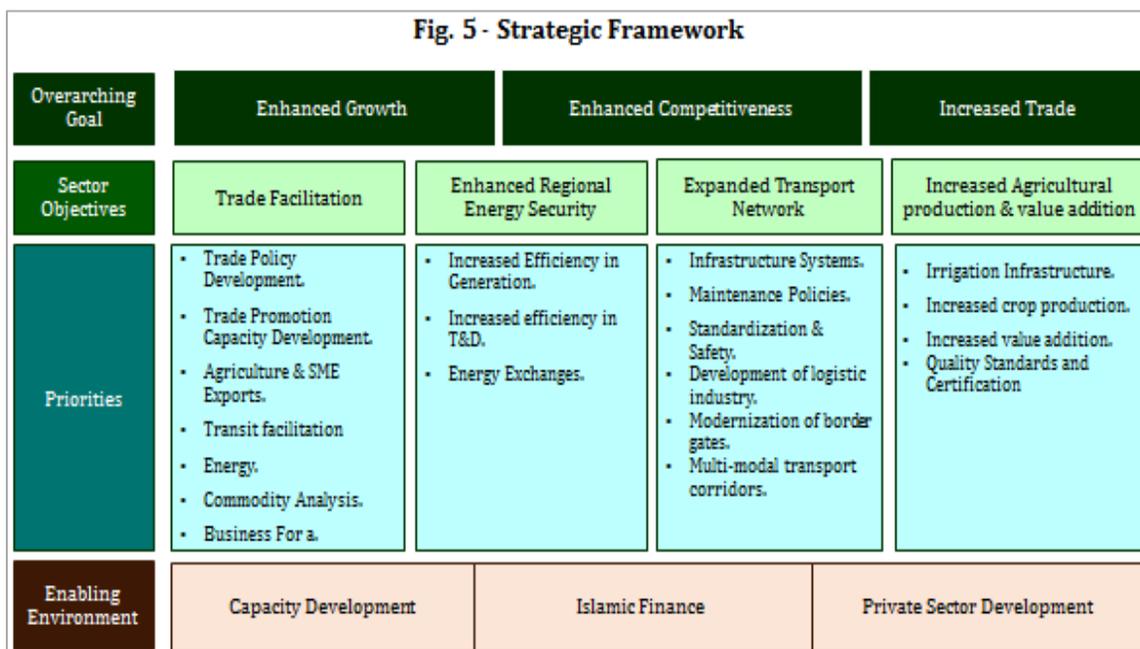


3. Strategic framework

34. Given the development challenges identified above, the SPCA will focus its regional interventions in three sectors: Energy, Transport, and Agriculture for the purpose of enhanced competitiveness, greater trade within the region and increased economic growth. Within the context of the energy sector

interventions, the SPCA will finance projects that will increase energy supply and exchange through the rehabilitation of existing energy infrastructure to improve efficiency and/or the construction of new ones. Priority will be given to energy plants, transmission and distribution networks in addition to energy exchanges to facilitate regional energy trade and enhance security.

35. In the realm of trade and regional interconnection, the SPCA will support policy development particularly in the area of trade facilitation, and the adaptation of international rules and regulations into national laws that will enhance their access to regional and international markets. Customs gates modernization and reform projects, establishment of electronic single window system, will also be supported with a view to reducing trade and transport costs to improve export competitiveness of the countries in the international markets. Furthermore, the program will also support the development of quality infrastructure, by assisting countries in adopting international quality standards, modernization of transport equipment, and implementation of maintenance policies and safety measures.
36. With respect to agriculture sector interventions, the SPCA will support the rehabilitation of existing irrigation infrastructure for increased efficiency as well as increased production of the critical commodities for food security and exports. At the same time, the SPCA will also promote value-addition to agricultural production by supporting SMEs in their efforts to fulfill export requirements with regards to quality, certification and packaging. It will also support the modernization of production and packaging lines, which will create new jobs and employment in the agriculture sector and enhance productivity (see Fig. 5).



4. SECTOR ANALYSIS AND PRIORITIES

4.1. Trade

4.1.1. Current state

37. Trade has always been in the fabric of the region. For many centuries, the historic Silk Road was the most crucial land route connecting Asia, Middle East and Europe. Stretching over a vast expanse, the Silk Road was a unique path that not only became a source of prosperity and trade relationships, but also promoted exchange of knowledge and experience as well as cultural interaction among different

communities. Presently, for many countries located on the ancient Silk Road, particularly landlocked Central Asia, the historic Silk Road-like trade system is one of the most vital alternatives to ensure sustainable growth and developmental resurgence.

38. In 2000-2013, Central Asia demonstrated very good growth in foreign trade. The total exports of the region increased from US\$ 17 billion in 2000 to US\$ 141 billion in 2013. For the same period, their imports increased from US\$ 12 billion to US\$ 99 billion – 8 times increase for both exports and imports. However, this trade growth was not uniform among the countries of the region. Oil and gas exporting countries (Azerbaijan, Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan) have seen exports grow by 100-200 %.¹ The Kyrgyz Republic and Tajikistan have very little of mineral energy resources and are net energy importers; their export growth was either close to zero (Kyrgyz Republic), or negative (Tajikistan). Imports grew fast in all countries of the region being financed mostly by either exports (Azerbaijan, Kazakhstan, Turkmenistan, Uzbekistan), or foreign direct investment (Azerbaijan, Kazakhstan, Kyrgyz Republic, Turkmenistan), or migrant workers' remittances (Kyrgyz Republic, Tajikistan, Uzbekistan).
39. The three largest trade partners of the region for both exports and imports are the European Union (EU), China and Russia. In the past decade, the EU and Russia have been gradually losing their status as the main export destinations, while China has become a very important partner for energy exporters. However, the recent economic slowdown in China and the impact of lower commodity prices are reversing earlier trends.
40. The trade performance of Central Asian countries is closely related to the region's geography, population, resource endowment, existing economic structure, macroeconomic and trade policies of the Governments, etc. All six countries are landlocked and rely on transit through the territories of one or more neighboring countries to trade. Uzbekistan is even doubly-landlocked, i.e. all its neighbors are landlocked countries. The Kyrgyz Republic and Tajikistan are effectively doubly-landlocked too, because with the currently existing infrastructure they cannot make transit to sea ports of China; all other transit routes require crossing borders of two or more countries. Being landlocked means increased trade costs and challenging export and import flows.

41. It is not surprising then that trade costs are extremely high in the region. Table 1 shows an aggregate measure of trade costs with major economies on the North (Russia), South (India), West (Germany) and East (China) of the region. This

Table 1 - Trade costs in Central Asia (Ad valorem tariff equivalent, %)

	Trade partner									
	China		Germany		India		Russia		Kazakhstan	
	2000	2010	2000	2012	2000	2012	2000	2012	2000	2012
Azerbaijan	304.1	202.1	188.1	160.4	379.8	232.9	77.4	94	117.7	105.7
Kazakhstan	111.8	85.5	115.2	91.9	188.1	167.7	66.8 ^[1]	56.1	n/a	n/a
Kyrgyz Republ	165.7	145.9	146.7	190.8	247.5	332.4	91.8	90.5	92.3	60
Tajikistan	229.6	152.6	235.4	253.9	264.7	222.5	86.3	133.2	109.6	86.9
Uzbekistan	241.3	125.7	158	179.2	265.4	213.9	62	90.2	110.9	72.2

Source: World Bank – UNESCAP trade costs database
[\[1\] Data for 2002.](#)

measure includes all transport costs, import and export tariffs, the costs of non-tariff measures and other costs associated with international trade. As evidenced by the data, geographical proximity and traditional economic linkages do matter - the costs of trade between Kazakhstan and Russia are much

¹ Here and below all measures of trade dynamics are based on 2013 prices and exchange rate values.

lower than with other partners.

4.1.2. Proposed priority interventions

42. Trade interventions under the SPCA would include:

- Trade policy development and integration to global value chains (towards creation of quality jobs, poverty reduction, and achievement of social & environmental sustainability);
- Capacity development for export promotion both in the public and private sectors (primarily focusing on Government Export Promotion Agencies and SMEs);
 - These capabilities would help to increase production potential especially in higher value-added manufacturing, and enhance Central Asian entrepreneurs' access to markets (compliance with technical requirements of foreign markets, development of web-portals, dissemination of market information, etc.).
- Support to SMEs in the development of export-oriented products through appropriate financial and institutional mechanisms (special economic zones/industrial parks, entrepreneurship development, PPP arrangements, providing medium and long term trade finance, etc.);
- Implementation of international trade facilitation agreements/conventions and development and implementation of trade facilitation programs based on strategic priorities (in close cooperation with relevant regional and international organizations);
- Conducting commodity analysis and business forums/trade fairs to identify niches for exports, and bringing together buyers and sellers of strategic tradable commodities from Central Asia to other IDB Member Countries (B2B communication);
- Facilitation of transit for truck drivers and other transport personnel as well as introduction of simplified visa or visa-free regimes for business travelers and tourists;
- Energy trade among member countries.

43. For more details on trade in the Region, refer to Annexes 4 and 5 and the sector report on trade and transport in Part 2.

4.2. Energy

4.2.1. Current state

44. Central Asia is endowed with rich natural resources, especially fossil fuels and hydropower potential, having 6.5% of the world's proven reserves of natural gas and about 2.3% of its crude oil reserves. Turkmenistan is the fourth largest country in the world in terms of natural gas reserves, after Iran, Russia and Qatar. Although the region holds a significant part of total global natural gas reserves, actual production does not match this level. The region's total natural gas production is only 4.7% of net global production. This ratio has remained unchanged since 2000, implying that the region has large untapped natural gas reserves that need to be developed.
45. In addition to its rich natural gas resources, the region has also substantial oil reserves. The total proven oil reserves of Azerbaijan, Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan are estimated at approximately 38.2 billion barrels. Kazakhstan and Azerbaijan are the two main countries in the region in terms of oil production, accounting for about 90% of total regional oil production. Kazakhstan holds the largest (79%) of the region's proven reserves. Azerbaijan also has significant oil reserves, and revenue earned from their exports is an important source for its economic growth. In terms of production, the region has substantially increased its share in world oil markets over the last

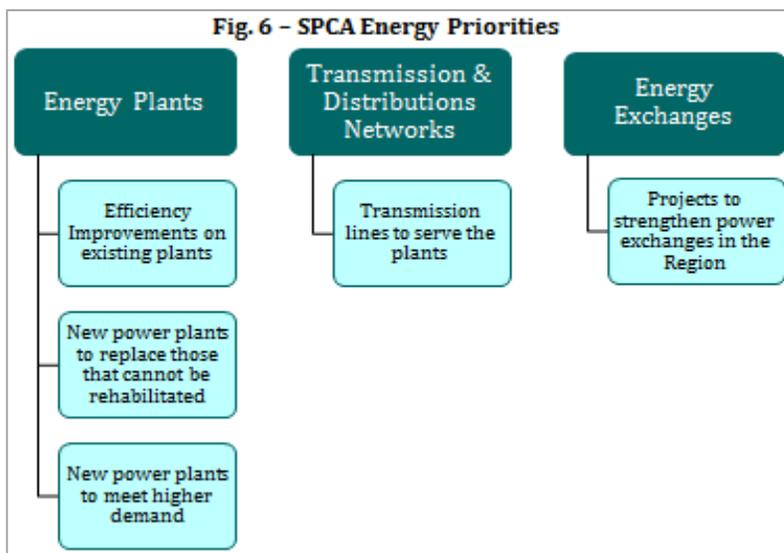
decade.

46. The key renewable energy resource of Central Asia is hydropower which has not been adequately exploited as evident from the fact that only 10% of the total potential of 450 Terrawatthours (Twh) is being actually put to use. The region's hydropower basically comes from water sources of the two largest rivers, Syr Darya and Amu Darya, on which more than 40 hydropower stations are installed which constitute the main source of electricity for Kyrgyz Republic and Tajikistan.
47. The distribution of energy resources in the Central Asia region is non-uniform and its countries can be stratified based on their dependence on hydropower or fossil fuels for their respective demands for electricity. The Kyrgyz Republic and Tajikistan possess a huge hydropower potential, but have scarce resources of commercially viable fossil fuels. On the other hand, Azerbaijan, Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan have significant, but varying, amounts of oil, gas, and/or coal reserves and, therefore, these resources figure prominently in these countries' planning outlook. Hydropower based generation accounts for nearly 90% of the energy supply in Kyrgyz Republic and Tajikistan, while in the remaining four countries more than 80% of energy generated is through the burning of fossil fuels - oil, gas and coal. The "skewed" nature of the energy resources is both a challenge and an opportunity. If the countries amicably share their available resources, the entire region can benefit through a sustainable development of its energy sector.

4.2.2. Proposed priority interventions

48. Informed by the regional initiatives currently existing, and the involvement of other MDBs in the energy sector, the SPCA was conceptualized to complement these existing initiatives for greater development results. Active cooperation among international financial institutions is essential to meet the funding requirements for developing regional projects. The main goal of the energy interventions under the SPCA is to enhance regional energy security through efficiency improvements, energy saving measures, generation capacity increase, and energy exchanges.

49. A key investment that countries can make is to rehabilitate their existing power plants, transmission lines, substations and distribution network. Besides, converting simple cycle turbines to combined cycle turbines and minor retrofits to HPPs will lead to energy efficiency improvements. Years of neglect have caused a reduction in the capacity of HPPs and rehabilitating them will come at a high cost. If not done, it poses the greatest challenge to the security of the entire power system of Central Asia. Rehabilitation of



existing power assets deserves the highest priority while developing future energy sector plans of the region. Five priorities are identified for system expansion as shown in Fig. 6. They relate to energy systems, transmission and distribution networks and energy exchanges between countries in the Region. For the first, the priority is to rehabilitate existing plants to make them more efficient, and

then replace those that could not be rehabilitated and/or build additional ones if needed. Rehabilitation of the existing energy infrastructure essentially offers the highest rate of return on investment. The priority under the transmission lines would link these power stations to consumers (households and industries). The fifth priority will ensure that excess production is traded with other countries in the peak periods so that energy is used efficiently in the region.

50. The region has immense partnership and investment opportunities in renewable energy. However, they require varying levels of assistance to develop this potential namely capacity building, and strengthening of policy and regulatory environment, and most importantly developing an investment program. The region has abundant hydropower particularly in Kyrgyzstan and Tajikistan, wind power potential, especially the entire Caspian Sea coastal areas as well as the rest of Kazakhstan, and solar power, which has bigger potential in Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan and is becoming increasingly viable for off-grid locations across the whole region. All countries of the region have strong commitment to materialize their potential in meeting domestic and regional energy needs. More than 95% of electricity generated in Tajikistan and Kyrgyzstan for domestic needs and regional markets come from hydropower. Uzbekistan has made it a goal to become the region's solar knowledge and technology hub, and it is targeting 21% renewable energy capacity by 2031, with at least 4 GW of solar capacity. The competitive cost of renewable energy generation, especially wind and hydropower is making these technologies attractive and worth consideration on a large scale. The induction of wind and solar power projects offers the opportunity to diversify the generation mix and gain energy security in a sustainable way. Active pursuance of PPP arrangements and Government facilitation are key, as renewable energy projects are considered attractive by the private sector due to their short gestation period. Besides, the possibility of cooperation in the PPP knowledge exchanges exists within the region and the sharing of good practices will benefit all countries. In the same vein, the sharing of water resources of the region in an amicable way would contribute to the development of the region's energy potential for the benefit of all countries.
51. For more details on energy in the region, refer to Annexes 6 and 7 and the sector report on energy in Part 2.

4.3. Transport

4.3.1 Current state

52. Roads remain the dominant modes of transportation in the region. They serve about 85% of total freight traffic and 99% of passenger traffic. The role of road transportation has increased considerably between 2000 and 2013. Railways are important for long-haul freight traffic (the average distance for goods transported by railways is 670 km vs. 44 km for roads); and aviation serves long-haul passenger traffic. The region also has potential to benefit from a combination of transport and high-speed communication infrastructure projects. In general, economies of the region have experienced sustained growth in transport during last 10-15 years. Freight and passenger traffic has increased between 2000 and 2013 in all countries and for almost all transportation modes. Pipelines are very important for countries exporting crude oil and natural gas (Azerbaijan, Kazakhstan, Turkmenistan, and Uzbekistan). Water transport is much less important. Besides, urban transport requires special attention with increasing population.
53. With respect to transport programs, countries of the region are implementing an ambitious program of transport infrastructure development, coordinated by the Central Asia Regional Economic

Cooperation Program (CAREC)². This includes the construction, rehabilitation and modernization of railways and roads, airports and logistical centers. All CAREC transport infrastructure projects have been organized into six transport corridors, which connect the region in all directions. These corridors include virtually all regionally important roads and railways. The countries of the region are also participants in other initiatives in the area of transport infrastructure including Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia (TRACECA,) and Asian Highway Network (AHN).

4.3.2 Proposed priorities interventions

54. Complementing the ongoing national and regional initiatives, transport interventions under the SPCA would include:

- **Development of quality transport network**, by assisting countries in the construction of missing links, upgrading existing transport infrastructure, and adopting international quality standards;
- **Provision of adequate maintenance policies and necessary equipment** for transport infrastructure to avoid the risk of degradation of newly built/rehabilitated roads, railways, airports etc.; while public-private partnerships in new infrastructure and maintenance would be piloted and scaled up;
- **Implementation of safety measures**, including national and regional awareness campaigns;
- **Modernization of border gates and transport equipment** (including rolling stock, vessels, and transportation fleet), in order to make them compliant with modern economic and environmental requirements inside and outside the region;
- **Development of logistics industry** through development of a regional network of interconnected dry ports/logistics centers;
- **Promotion of regional institutional partnership** among the logistics and transport operators and public sector authorities, and integration of national projects (including development of region-wide standards, technical regulations, and costing benchmarks);
- Reduction of time and cost of transportation from/to Central Asian countries through **development and promotion of multimodal transport corridors** with a focus on the connection to maritime ports of the neighboring coastal countries;
- Implementation of **regional and international transport facilitation agreements/conventions** in the region.

55. Technical assistance and capacity building activities will be closely coordinated with the other related regional and international development organizations.

56. For more details on transport in the region, refer to Annex 8 and the sector report on trade and transport in part 2.

4.4. Agriculture

4.4.1. Current state

57. Agriculture is crucial for employment and food security in Central Asia. The rural population, most of which is associated with agriculture, averages 58% of the total for the region. It exceeds 63% in

² CAREC Program, initiated by the Asian Development Bank, is a partnership of 10 countries and six multilateral development partners, including the Islamic Development Bank, working to promote development through cooperation, leading to accelerated economic growth and poverty reduction.

Kyrgyz Republic, Tajikistan and Uzbekistan and is below 51% in Azerbaijan, Kazakhstan and Turkmenistan. Even the share of agriculture in the national GDPs is less than 6% in Azerbaijan and Kazakhstan, and is in the range of 14-20% in Kyrgyzstan, Turkmenistan and Uzbekistan and at 27% in Tajikistan. The GDP per capita per year in agriculture-driven economies in Kyrgyzstan, Tajikistan and Uzbekistan is low, less than USD 1,000. The high percentage of rural population and low GDP per capita indicate high poverty levels among the rural communities of the region.

58. Potential agricultural land totals about 288 million hectares (Mha), out of which 31 Mha is arable land, including 11.3 Mha under irrigation. Except rain-fed wheat in northern Kazakhstan, most of crops are grown in the region under irrigation. Most of the irrigated land, or 9.92 Mha, is spread in Aral Sea basin covering south and southwestern part of Central Asia.
59. Renewable water resources of the region exceed 200 km³, of which significant part recently became trans-boundary and belong to the several basins. Two rivers, Syrdarya River and Amudarya River, originating in the mountain zone are shared between the states for beneficial use. Key reservoirs, installed in the mountain zone regulate the rivers' flow for the upstream and the downstream needs. These water resources support irrigation, which is highly energy-consuming. For example, 50% of the irrigated land of Uzbekistan and 40% in Tajikistan are under lift irrigation, where big pump stations lift water for irrigation of crops on foothills and highlands. Unfortunately, most of the irrigation schemes needs revitalizing to reduce water losses because they are old and lack appropriate maintenance. This makes the schemes very inefficient.
60. In addition, intensive leaching of salt-affected irrigated land leads to high return flow from the irrigated land to the rivers causing degradation in water quality and water salinization. About 30% of the water intake from the rivers returns back and deteriorates the river water quality downstream. The increasing salinity of the river adversely affects yields of agricultural crops in downstream localities and household water supply, especially in rural areas. Revitalizing options for the irrigation schemes could include no-energy groundwater capture schemes; groundwater development; installing drip and sprinkler systems; shifting to low water-consumptive market-oriented crops, among others.

Box 3 - Building Capacity through select Regional Centers of Excellence

Center of excellence on biological agriculture. Establishing Centers of Excellence on biological agriculture under the leading Universities of the Region could aim at: developing new types of bio-fertilizers, mineral fertilizers and bio-pharmaceuticals; generating and disseminating databases on environmental friendly technologies and products; certification for organic clean agricultural products; and capacity building.

Center of Excellence on Salinity Management. A Genetic Bank of plants tolerant to salinity is important to develop new varieties of crops to grow under saline environments. Establishing a laboratory of Plant Biotechnology and a laboratory of Plant tolerance to salinity could be very instrumental in the region.

Center of Excellence on Advanced Irrigation Technologies. There are needs in the region to establish centers with the capacity to produce irrigation technologies such as drip irrigation or micro-sprinkler technologies, offer demonstration to farmers and capacity building. Such centers could be established in collaboration with the Kazakh Research Institute of Water Management, Tashkent Institute of Irrigation and Melioration and Azerbaijan Irrigation Institute.

Center of Excellence of hydro-chemical studies of glaciers of Central Asia. Glaciers in the region have already shrunk by 20% due to climate change. Monitoring glaciers is very important for future supply of agricultural water users. The proposal is to establish a Center of Excellence in collaboration with the Institute of Water Problems of Kyrgyzstan, which will be capable of applying hydro chemical methods to monitor glaciers.

61. In response to the above-mentioned regional challenges faced in the agriculture sector, IDBG's

interventions under the SPCA would focus on the following priorities with a regional perspective, in addition to the regional capacity building interventions (see Box 3). Joint programs will be developed with other donors and partners. Besides, OIC's food security agenda will be promoted, and particular attention will be paid to the regional environmental issues, including those related to the Aral Sea basin.

- **Upgrading irrigation infrastructure and ground water management:** Old irrigation schemes are now inefficient in terms of both water-loss and energy-consumption. Lift irrigation covers 50% of the irrigated land in Uzbekistan and 40% in Tajikistan. Groundwater development, for irrigation purposes, mitigates competition for trans-boundary surface water resources; in lift irrigation projects areas; and in irrigated and residential areas prone to salinization and waterlogging;
- **Enhancing cooperation on trans-boundary river management** between CA states and with the neighboring states by promoting dialogue on trans-boundary water management (considering water quality and quantity issues, and need for improving monitoring system, these activities can be linked with Aral Sea Program);
- **Increased crop production** through diversification, development of a regional seed market, integrated pest management programs, pasture management, soil fertility management, and combatting livestock diseases;
- **Implementation of quality standards and certification**, including Halal certification (establishing laboratories for Agricultural Quality Standards and certification, including seed quality standards, certification of livestock and plant products, etc.);
- **Development of storage, distribution, and consolidation hubs** for agricultural and other products;
- **Value addition by supporting agro-processing industries and SMEs** to widen market opportunities and integrate into the global value chains;
- **Supporting risk and disaster management** and improving monitor systems at all levels;
- **Promoting knowledge sharing among the states** in potential areas of further development, including pest management and organic farming.

62. For more details on agriculture in the region, refer to Annexes 9 to 13, and the sector report on Agriculture in Section 2.

4.5. Enabling environment

63. A number of priorities are essential to create an enabling environment for the effective implementation of SPCA. These include private sector development, capacity development and Islamic Finance.

4.5.1. Private sector development

64. Private sector plays a critical role in the socio-economic development of the Central Asian countries. Although the private sector tends to be the main driver of economic growth, its contribution to economic development in the region's economies has remained stagnant. The region-specific economic and structural challenges including the sectoral diversification, competitiveness, employment and accelerated growth underscores the need for a more effective supporting policies and interventions for private sector development in the region.

65. Private sector Entities of IDBG, namely, the Islamic Corporation for the Development of the Private

Sector (ICD), the International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC), and the Islamic Corporation for the Insurance of Investment and Export Credit (ICIEC) are equipped with a wide range of investment tools and advisory services to maximize the utilization of the unrevealed potential of the private sector in Central Asia. In addition to ITFC's trade financing and trade promotion activities under the "trade" pillar of the SPCA, further interventions by ICD would help to support the private sector of Central Asia within the framework of the SPCA.

66. **Easing private sector access to finance, particularly SMEs:** The channel strategy of ICD bears appropriate mechanisms for addressing the financial requirements of the private sector. The strategy provides full-fledged framework to target banks and non-bank financial institutions of the region with the aim of extending Line of finance as well as equity investment. These investment modes are tailored to provide adequate financial and physical capital to SMEs which are the ultimate beneficiaries.
67. **Enabling the business environment and building capacity through advisory services:** The types of advisory services provided by ICD include guiding financial institutions on realigning their operations to comply with Shariah guidelines, helping governments and government-linked companies to gain access to capital, supporting capital markets and advising on large scale project finance transactions. ICD also has Industry and Business Environment Support (IBES) program, which is customized to address the capacity related constraints of private sector actors and governments at different levels. Through the IBES program, ICD can provide the following set of interventions:
 - At national level, to support business environment enhancements;
 - At spatial level, to support special economic zones initiatives;
 - At sectoral level, to support value chain enhancements;
 - At firm level, to support firm productivity and innovation.
68. **Addressing various industry-specific needs through dedicated equity funds:** Currently, ICD is in the final stages of operationalizing two major funds that could be very efficient tools for assisting the corporate sector and vibrant industries with initial and growth capital. These funds include Renewable Energy Fund, Food & Agriculture Fund, and SMEs Fund.
 - **Renewable Energy Fund:** This is the first regional initiative of ICD that focused on the renewable energy sector of the Central Asia. ICD has been able to achieve a first close of US\$ 50M for the Fund that is managed in partnership with strong local partners: The Lancaster Group, a premier business group of Kazakhstan and National Agency for Technological Development (NATD), a Kazakhstani government institution for the development of renewable energy projects in the region. The Fund structure allows ICD to attract external capital and multiply the developmental impact of its investment in this strategically vital sector in Kazakhstan, Azerbaijan, Turkmenistan, Tajikistan, Kyrgyzstan, Uzbekistan, Turkey, Albania, Bosnia and Herzegovina and Kosovo.
 - **Food and Agriculture Fund:** ICD is in the final stages of achieving its first close of US\$ 300 million in the Food & Agribusiness Fund which is expected to be launched in the beginning of 2016. The fund invests in equity and quasi-equity in selected food and agribusiness companies across the full value-chain to (a) generate attractive commercial returns; while (b) promoting the development of the food and agribusiness sector in the various target countries. The fund is set up in partnership with top tier regional private equity fund firm in Dubai and with knowledge partnership from Rabobank, a Dutch-based global leader in Food and Agribusiness financing and sustainability oriented bank.

- SMEs Fund: Given the vital importance of SMEs in a broad range of facets of development, ICD offers a solution of “access to finance” for its region’s underserved SMEs Sector through deployment of mezzanine capital in well planned, properly capitalized and skillfully managed businesses. Over the past two years, 2014-2015, ICD was able to launch two SMEs funds across selective high growth geographic markets (Saudi Arabia and Tunisia). Going forward, ICD looks for opportunities to launch similar funds in other countries of its operation, including the countries of Central Asia region.
69. Regarding investment and export credit insurance, the region’s benefit from ICIEC’s available products and services have been limited so far (see Box 4). Among six countries covered under the SPCA, only Kazakhstan is currently a member of ICIEC. ICIEC has already covered some trade credit insurance operations for imports of mining machinery and also extended reinsurance cover to the country’s Export Credit Agency for the export of diesel freight locomotives to Azerbaijan Railways. If other Central Asian countries join ICIEC. ICIEC can enhance trade and investments among these countries as well as from other parts of the world.
70. Studies reveal a lot of investment opportunities in Central Asia. As such, the investment promotion agencies (IPAs) of the region need to intervene in order to improve and invigorate the inflow of foreign direct investment to the sectors identified. The IDBG Investment Promotion Technical Assistance Program (ITAP) could assist in building the institutional capacity of IPAs in CAR. In addition, ITAP could provide technical assistance in the identification of investment opportunities; organizing targeted marketing campaigns and country promotion events related to the sectors identified. OIC's ongoing efforts to organize Investment Forums in Central Asia will complement IDBG's activities and interventions to mobilize and galvanize intra-OIC and international support for the implementation of the OIC Plan of Action for Cooperation with Central Asia.

4.5.2.Capacity development

71. Underpinning the successful implementation of the interventions above will be member countries that have the capacity to implement them. In view of this, IDBG shall support capacity development in the member countries to effectively implement the Program. The capacity development needs for all sectors of the SPCA can be divided into three broad categories:
- The need for stronger national policies and regional strategies to solve critical capacity development issues in the energy, trade, transport and agriculture sectors;
 - The need for enhanced institutional capacities to sustain the development gains from interventions that will be undertaken as part of the SPCA;
 - The need to update the skills of professionals in all four sectors in line with their regional contexts, as well as international best practices so that they are able to effectively and efficiently manage their institutional affairs and contribute positively to creating an enhanced enabling environment that will sustain development gains.

Box 4 - How Central Asian countries can benefit from ICIEC

If they become members, the countries will benefit immensely from ICIEC. The potential benefits are summarized under four main categories as follows:

1) Equity Investments:

ICIEC can insure political risks of foreign direct investors up to 15-20 years. Political risks are A) war, civil disturbance B) transfer restrictions C) expropriation D) breach of contract by the host government. The idea behind this insurance is to attract foreign direct investment (FDI) to member countries.

If an investor from anywhere in the world, is making a green-field investment in a member country or expanding its existing investment or purchasing shares from a third party of an existing investment, then, this investor is eligible for ICIEC's Foreign Investment Insurance (FII).

2) Financing of Investments:

The above-mentioned investments can be financed by foreign banks. Then the financing foreign banks are eligible for ICIEC's cover up to the financing amounts. If the financing is for a public project and the host country government itself or a sub-sovereign entity (such as municipalities) is the counter party of a loan agreement, then, ICIEC can cover the banks under the Non Honoring of Sovereign Financial Obligation (NHSFO) policy. Please note that for conventional financings ICIEC's cover is only for the principal amount of the loan. Project financings in infrastructure investments are eligible for ICIEC cover.

3) Trade Credit Insurance:

ICIEC can support its member countries in their exports of all goods and services to anywhere in the world. ICIEC insures the non-payment risk of the buyers due to commercial and political reasons. The tenor can be short-term or medium-term (up to 7 years).

ICIEC can support its member countries in their imports of capital goods (equipment, machinery) and strategic commodities (oil, gas, wheat, rice etc.) from non-member countries. Here, ICIEC insures the non-payment risk of the buyers in member countries due to commercial and political reasons. The tenor can be short-term or medium-term (up to 7 years).

ICIEC can support its member countries' banks in their exports operations by insuring Letters of Credit that they are receiving from all over the world. ICIEC insures the non-payment risk of the Letters of Credit issued by other banks due to commercial and political reasons. The tenor can be short-term or medium-term (up to 7 years).

4) Support to local Export Credit Agencies (ECAs)

ICIEC can support its member countries' exports by re-insuring the local ECAs. This way, the local ECA is increasing its capacity for more insurance. ICIEC can also extend technical support if the member country is planning to establish an ECA.

to make better use of the existing hydropower potential as well as enhancing power trade between countries of the region;

- Improve agricultural productivity, specifically targeting efficient use of arable land, trans boundary water management, advanced irrigation and farming techniques by transferring expertise and technology from Member Countries through TCP and RL modalities;
- Contribute to the development of the transport sector by helping establish national quality infrastructure systems and support their management by bringing in expertise from other Member Countries on road infrastructure management and maintenance as well as implementation of road safety measures;
- Formulate regional RL and TA projects in order to design regional strategies to provide solutions for acute issues affecting cross-border trade, efficient and fair use of water resources, joint customs management, as well as other areas of regional interest;
- Develop capacity in existing national/regional Resource Centers (RC) in all four priority sectors identified under the SPCA. Whenever it is identified that RCs in particular sectors/sub-sectors are non-existent, IDBG will facilitate the creation of new ones. This will ensure that the development

results achieved by the SPCA are sustainable in the long-term by the Member Countries' own institutions.

73. IDBG shall utilize the following instruments in order to fill the capacity development gaps of the Member Countries targeted by the SPCA:

- Provide TAs for the development of sector policies and strategies, as well as other capacity development interventions, at the national as well as regional levels;
- Enable the establishment of “reverse linkages” with institutions in Member Countries of choice for the transfer of expertise, technology and resources in order to solve specific development challenges;
- Provide grants from the Technical Cooperation Program as well as other suitable programs to build individual capacity by promoting expert exchanges, on-the-job training, and attending important networking events;
- Build capacity to enhance regional and international trade and align the existing business environment with international standards via the programs of IDBG entities such as ICIEC, ICD and ITFC.

74. While using IDBG’s regular business models for the capacity development interventions, a tripartite cooperation mechanism will be also set up between the IDB Group, Member Countries, and development partners. The modus operandi of this cooperation mechanism is further explained in the following chapter on financing and implementation.

5. FINANCING AND IMPLEMENTATION

5.1. Indicative financing

75. The SPCA shall support projects with high regional impact, by using various conventional and innovative financing modes, including ordinary and concessional resources, PPP financing, direct investment, as well as other mobilization mechanisms such as co-financing, establishment of special trust funds and project development funds, issuing sukuks, and other off-balance sheet resources. Total financing estimated for the Program amounts to US\$ 6 billion as detailed on table 2.

Type of Financing	Annual Approval	Total
Ordinary Capital Resources	500	2,500
Regional Concessional Allocation (including mobilized concessional resources)	75	375
Trade Finance	250	1,250
Private Sector Financing	100	500
Resource Mobilization/Co-financing		1,375
Total	925	6,000

Source: IDB Staff Projections

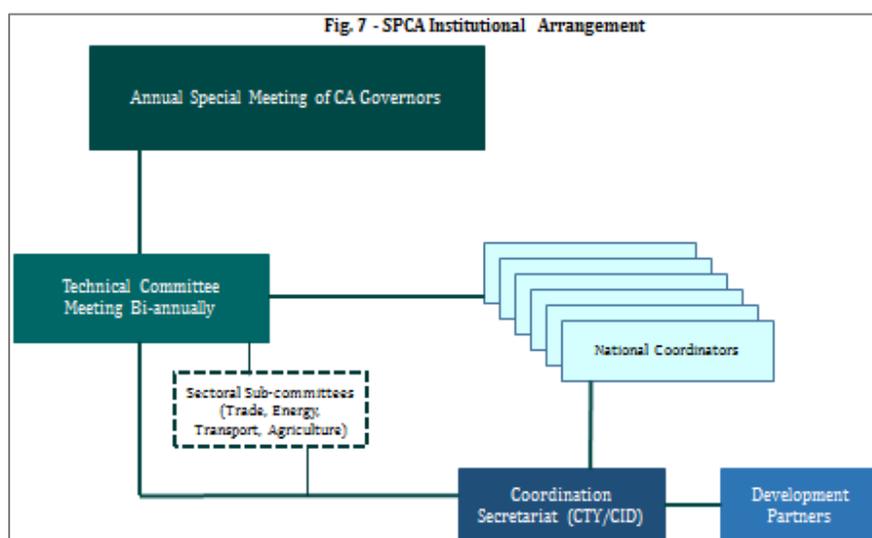
76. The program aims to raise an average of US\$ 500 million per year from the Bank’s ordinary capital resources (OCR) during the 5-year implementation of the SPCA considering: (i) the Bank’s positive approval trend in the region during the past 20 years, and (ii) the existing pipeline in the eligible areas of intervention based on the Bank’s recent programming activities in the region. Therefore, total OCR financing is projected to amount to US\$ 2.5 billion for the five years of the Program.

77. The Bank is assumed to earmark 15% of the SPCA financing envelope to concessional resources³ for eligible regional activities, including financing infrastructure and agriculture development projects, providing technical assistance, preparing feasibility studies, and capacity building. Five percent of the concessional funds, totaling US\$ 18.75 million for the 5-year period, will be allocated for soft-type non-lending interventions as a grant component of the total financial envelope.
78. For regional projects in infrastructure (transport & energy) and agriculture development, the IDB will provide ordinary and PPP financing coupled with soft loans and feasibility study grants for targeted Member Countries. Resource mobilization efforts and co-financing with international partners, including the Arab Coordination Group, UN Agencies, European Union, Asian Development Bank, World Bank (through the Deep Dive Initiative) and philanthropic engagement (through the Lives and Livelihood project with the Gates Foundation) is estimated to yield over US\$ 1 billion with concessional and non-concessional contributions.
79. IDBG shall provide trade financing lines to banks, import and export financing to corporations, structured commodity trade financing, and trade related technical assistance interventions in order to promote intra-regional trade and trade with other IDB Member Countries. This is estimated to be US\$ 1.25 billion in total for the implementation period.
80. IDBG shall support private sector development in the region through equity participation in Shariah compliant leasing companies, investment companies and banks, providing lines of financing for SME development, providing Shariah compliant microfinance services, and making joint investments in the private sector together with national Governments and international investors to lower the risks and to leverage resources.
81. IDBG shall also introduce and support applicable national and regional Islamic Financial Services. It is envisaged that Sukuk will be issued for at least two projects in the region during the program implementation. Besides, IDBG shall support the establishment of Shariah compliant leasing companies, Shariah compliant investment companies and Banks through equity participation, providing lines of financing, and leveraging resources of its partners in the Gulf countries. Technical Assistance Grants will be provided to the Governments interested in introducing or expanding Islamic Financial Services. As of now, Tajikistan and the Kyrgyz Republic are introducing Islamic Financial Services and establishing relevant Islamic Financial Service Institutions. Kazakhstan has also declared its interest in becoming the regional center for Islamic Financial Services as a part of Astana International Financial Center.
82. In addition to financing, SPCA will support the Member Countries with non-financial support including policy-relevant knowledge products and reverse linkage opportunities.

³ The proposed indicative financing envelope and instruments, including special fund for regional projects, are fully consistent with the practices of other MDBs in effective promotion of regional cooperation. For instance, the share of concessional and ordinary funding earmarked for regional projects at Asian Development Bank (AsDB) reached nearly 25% of the total approvals in 2010 before settling back to 22% in 2014. AsDB's medium-term Strategy 2020 targets to increase the share of regional operations to 30% of the total by 2020, mainly by supplementing conventional modalities with innovative financing with private sector and using PPP models. Another comparator financial institution, African Development Bank (AfDB) also prioritized promoting regional cooperation in Africa by earmarking around 22% of its funding to regional projects, in accordance with its Regional Integration Policy and Strategy for 2014-2023.

5.2. Program implementation

83. Drawing from experience and lessons learnt from similar initiatives in the Region and beyond, the following principles will guide the implementation of the SPCA:
- effectiveness and simplicity, to minimize unnecessary formal arrangements and to maximize practical results;
 - fairness, ensuring shared benefits for all the countries involved;
 - flexibility in accommodating the unique and specific conditions and requirements of each participating country; and
 - Sustainability.
84. The Program will be implemented through regular fora of joint high-level (policy) and technical (operations) (Fig. 7) discussions by all stakeholders, including government representatives, IDB and partner organizations on the overall direction and key policy decisions. The six Ministers of Finance (IDB Governors) of the Region will meet annually to give policy direction, and overall strategic guidance as well as decide on new regional initiatives (e.g. programs, projects, activities).



85. At the operational level, a Technical Committee made up of senior officials of the six member countries, will meet bi-annually to implement the decisions of the Special Meeting of CA Governors. Accordingly, the main responsibilities of the Technical Committee will include: reviewing and assessing regional, cross-sectoral and other operational issues, and making recommendations to the Ministerial-level Meetings for approval, in addition to preparing for the Special Meetings of CA Governors. Four sectoral sub-committees⁴ will be formed. They will be tasked with preparing the draft sector action plans for the endorsement of the Technical Committee. Teams of experts would support and backstop the Technical sub-committees when necessary.
86. To support the administration of the Program, the Bank will create a permanent Secretariat that will be responsible for providing technical, administrative and coordination support for program implementation, including organization of policy and operational level meetings. It will also prepare annual progress reports on the SPCA to be presented to the Special Meeting of SPCA Governors.
87. To ensure the effective follow-up at the national level, each country will designate a National Coordinator for the SPCA program whose key role will be to ensure effective coordination among

⁴ Trade, Energy, Transport and Agriculture

concerned government agencies and departments as well as other interested parties in matters related to the program. The National Coordinator should be in a senior and authoritative position to more effectively coordinate all the stakeholders. The Coordinator should also dedicate all his/her energy on delivering the objectives of the SPCA, and not distracted by too many other functions. The National Coordinator will be the main contact person on technical and operational matters with IDB Group.

88. The meetings of the Technical Committee will serve as a forum to discuss the progress, review the tentative SPCA project pipeline, share good practices, disseminate knowledge products, and mobilize further resources from the international development finance community. This will help to ascertain that the program is on course and to institute remedial actions, if necessary, to reset the course of implementation. Mechanisms for knowledge exchange through quarterly meeting and frequent informal knowledge exchange would be built into the Program.
89. Projects identification will be done through development of Sector-Specific Action Plans by the Technical Committee in close consultation with the Governments and IDB Group including the Regional Office in Almaty at its bi-annual Stakeholder Meetings. The Sectoral Action Plans will consist of regional projects and non-lending activities with defined outputs and timelines for delivery. The national components of the Action Plans as well as selected projects will be based on the needs, potentials and national development plans of the Member Countries. The selected regional projects will feature in national priorities and captured in Member Country Partnership Strategies (MCPS) or country programs.
90. To ensure the complementarity between the national level operations and ongoing and future regional initiatives, regional projects identified by the Sectoral Action Plans will follow the existing project cycle of the Bank with higher priority in resource allocations. Based on an agreed eligibility criteria, a special screening process will classify the projects under the following three main categories: (i) multi-country regional investment, (ii) single-country investment with cross-border/regional impact, (iii) soft regional partnership initiative. The concessional element of the total financing will vary depending on the type of the intervention.
91. The interventions will focus on the areas where countries' interests are compatible. The built-in governance process will ensure active participation of the Member Countries in the decisions, which essentially aims at building country ownership. The key elements of the governance process will be trust, transparent communication, joint monitoring, and clear definition of the roles of the national, regional and international institutions.
92. Whenever feasible, tripartite arrangements, as found in technical cooperation and reverse linkage projects, will be used to deliver soft-type non-lending interventions. The tripartite arrangements will consist of Member Countries willing to transfer knowledge, expertise and resource to Member Countries of the SPCA to address development challenges through cooperation and capacity development. IDBG will enable and facilitate these exchanges by providing seed funding, as well as by leveraging resources from development partners and donor community. The tripartite cooperation mechanism will be instrumental in leveraging technical and financial resources from the SPCA partners.
93. Calls for project proposals, for a predetermined time period will be made with project selection and appraisal undertaken by a project selection committee comprising the relevant IDBG Departments/ Complexes/Entities and partnering development organizations. The funding decision will be based on an agreed selection criteria and project implementation will be monitored based on the implementation partnership agreements with the project owners and implementation support agencies.

6.

MONITORING AND EVALUATION

94. The over-arching goal of SPCA is to enhance growth, competitiveness and trade across the region. The progress towards competitiveness will be monitored using the World Economic Forum's (WEF) Global Competitiveness Index (GCI) for the countries⁵ covered under this index. The GCI is one of many definitions of competitiveness that abound in the literature. Yet, its popularity augmented by the traction that the World Economic Forum has garnered over the years, has made it one of the most quoted references on competitiveness. It is in this regard that the definition of the WEF is used for measuring competitiveness for SPCA.
95. SPCA will directly affect economic growth (GDP) through increased agricultural production (both of bulk commodities as well as value addition to agricultural production) and SME output. Similarly, SPCA's contribution to increased trade will be monitored through increased trade of agricultural and SME products financed through the Program. The targets and indicators are given in Fig. 8. The main interventions of the Program will be in infrastructure because as seen above, even for agriculture, the rehabilitation of irrigation systems to reduce water-loss will be key. This will be in addition to the energy and transport interventions.
96. Infrastructure is one of the twelve pillars⁶ of the GCI identified by WEF as determinants of competitiveness. This pillar looks at the quality of overall infrastructure, which is informed by the quality of roads, railroad, port, air transport, electricity supply, available airline seats, mobile phones subscriptions and fixed-telephone lines. Of the 12 pillars, the first four are considered basic requirements, while the next six are efficiency enhancers and the last two are innovation and sophistication factors.
97. In terms of development stages, countries are grouped according to the factors driving their development: factor-driven, efficiency-driven, innovation-driven and transitions between two stages. Kyrgyz Republic and Tajikistan are among 35 economies categorized under the first, factor driven process. Meanwhile, Azerbaijan and Kazakhstan, along with 14 more economies, are in transition from the factor-driven to the efficiency-driven (stage 2). Innovation-driven is stage 3. Different weights are given for the factors of development⁷. For the two stages relevant to the Region, infrastructure is a basic requirement and is critical for a country's competitiveness.

⁵ The WEF GCI covers Azerbaijan, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Tajikistan. Turkmenistan and Uzbekistan are not covered.

⁶ The pillars are Institutions, Infrastructure, Macroeconomic environment, Health and Primary Education, Higher Education and Training, Goods market efficiency, Labor market efficiency, Financial market development, Technological readiness, market size, Business sophistication and Innovation.

⁷ Weight for basic requirements is 60% for stage 1 and 40-60% for Transition to stage 2; weight for efficiency enhancers is 35% for basic requirements and 35-50% for Transition to stage 2; and that for innovation and sophistication factors, the weights are 5% for stage 1 and 5-10% for the transition stage.

Fig. 8 - Results Framework Anchors

Over Arching Goal	Enhanced Competitiveness and Increased Trade			
Expected Outputs	Increased Competitiveness <ul style="list-style-type: none"> Improved GCI 	Improved Infrastructure <ul style="list-style-type: none"> Energy Transport Irrigation 	Increased Production (Growth) <ul style="list-style-type: none"> Agricultural Commodity Value-addition SME output 	Increased <ul style="list-style-type: none"> A S
Targets From 2017-2021	Increased/Improved <ul style="list-style-type: none"> Value of Infrastructure pillar of GCI for each country Ranking of Infrastructure pillar of GCI for each country. Trade & Transport cost & time reduced. 	Increased <ul style="list-style-type: none"> energy generation by X%. KM of Roads constructed by X% KM of Rail laid by X%. Airline Seats by X%. Water retention by XX% (Reduced water loss by XX%). area cultivated by XX%. 	Increased <ul style="list-style-type: none"> production of commodities by XX% value-addition to agricultural production by XX%. SME output by XX%. New jobs created. 	Incr <ul style="list-style-type: none"> A v p S S b N
Indicators	<ul style="list-style-type: none"> Number of documents required for export/import reduced, Customs clearance time reduced, No. of SMEs with quality certificate increased Other Indicators TBD. 	TBD	TBD	

98. By positively affecting the infrastructure architecture of the region, SPCA will directly contribute to the competitiveness of the member countries in the region. As baseline, the 2015-2016 Global Competitiveness Report data on the four countries (see table 3), will be used. SPCA is expected to contribute to the increase in the index and improve the ranking of each respective category over time.

Table 3- Value and rank (out of 140) of infrastructure pillar

	Azerbaijan		Kazakhstan		Kyrgyzstan		Tajikistan	
	Value	Rank	Value	Rank	Value	Rank	Value	Rank
Quality of overall infrastructure	4.8	41.0	4.2	62	3.3	104	3.8	85
Quality of roads	4.0	72.0	3.1	107	2.6	131	3.6	82
Quality of railroad infrastructure	3.8	41.0	4.2	27	2.4	77	3.4	46
Quality of port infrastructure	4.3	61.0	2.9	114	1.5	138	2.1	133
Quality of air transport infrastructure	5.0	43.0	4.0	85	2.9	126	4.1	78
Quality of electricity supply	4.9	65.0	4.6	74	2.9	115	3.2	106

Source: The Global Competitiveness Report 2015-2016, World Economic Forum

99. Within the context of the Sustainable Development Goals (SDGs) and targets, the effective implementation of SPCA will positively contribute towards the achievement of nine⁸ out of the 17 goals and about 30 of the 170 targets. Furthermore, the targets and indicators of the projects in the Action Plans will be inspired by the targets and localized indicators of the SDGs for the member countries.

7. CONCLUSION

100. In order to address key regional development challenges in Central Asia, the Islamic Development Bank Group's support under the SPCA shall focus on trade, transport, energy, and agriculture sectors, along with the cross-cutting areas of private sector development and capacity development. An indicative package of US\$ 6 billion is estimated for the SPCA implementation for the period 2016-2020. When fully and effectively implemented, SPCA is expected to result in increased production and value addition of agricultural, industrial and SME products, increased trade within the Region, increased regional energy security, and an expanded transport network in the Region. All these would be contributing to enhanced competitiveness and economic growth.

101. In view of the above, the SPCA is hereby submitted for Management's approval.

⁸ SDG 1: End poverty in all its forms everywhere; SDG 2: End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture; SDG 6: Ensure access to water and sanitation for all; SDG 7: Ensure access to affordable, reliable, sustainable and modern energy for all; SDG 8: Promote inclusive and sustainable economic growth, employment and decent work for all; SDG 9: Build resilient infrastructure, promote sustainable industrialization and foster innovation; SDG 11: Make cities inclusive, safe, resilient and sustainable; SDG 12: Ensure sustainable consumption and production patterns; and SDG 17: Revitalize the global partnership for sustainable development.

References

- African Development Bank, New Partnership for Africa's Development, & African Union Commission, (2011). Programme for Infrastructure Development in Africa (PIDA). Retrieved from <http://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/programme-for-infrastructure-development-in-africa-pida/>
- African Development Bank, New Partnership for Africa's Development's Regional Integration and Trade Department, (2014). Bank Group Regional Integration Policy & Strategy (RIPoS) 2014–2023. Retrieved from http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Regional_Integration_Strategy_RIPoS_-2014-2023_-Approved_-_Rev_1_-_11_2014.pdf
- Akramov, K., & Mogilevskii, R. (2014). Trade in Agricultural and Food Products in Central Asia. *Working Paper NO. 27, 2014*. Bishkek: University of Central Asia. Retrieved from <http://www.ucecentralasia.org/downloads/UCA-IPPA-WP27-AgroTrade-Eng.pdf>
- Asian Development Bank, (2008). Strategy for Regional Cooperation in Energy Sector of CAREC Countries. Manila. Retrieved from <http://www.carecprogram.org/uploads/docs/CAREC-Regional-Cooperation-Strategy-in-Energy.pdf>
- Asian Development Bank, (2012). CAREC 2020 - A Strategic Framework for the Central Asia Regional Economic Cooperation Program 2011–2020. Manila. Retrieved from <http://www.carecprogram.org/uploads/docs/CAREC-Publications/2012/CAREC-2020-Strategic-Framework.pdf>
- Asian Development Bank, (2014). CAREC Transport and Trade Facilitation Strategy 2020. Manila. Retrieved from <http://www.adb.org/documents/carec-transport-and-trade-facilitation-strategy-2020>
- Asian Development Bank, (2015). Evaluation of Asian Development Bank Support for regional Cooperation and Integration. Manila
- Central Intelligence Agency, (2015). *The World FactBook*. Retrieved from <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>
- Fedorenko, V., (2013). The New Silk Road Initiatives in Central Asia. *Rethink Paper 10/August 2013*; Washington DC: Rethink Institute. Retrieved from <http://www.rethinkinstitute.org/wp-content/uploads/2013/11/Fedorenko-The-New-Silk-Road.pdf>
- Fichtner, (2012). Central Asia Regional Power Master Plan, Stuttgart.
- Japan International Cooperation Agency (JICA), & Tokyo Electric Power Services Co. (TEPSCO), (2010). Study for Electric Power Sector in Azerbaijan.
- Kulipanova, E. (2012). International Transport in Central Asia: Understanding the Patterns of (Non-) Cooperation. *Working Paper NO. 2, 2012*. Bishkek, University of Central Asia.
- Mercados, Energy Markets International, (2010). Load Dispatch and System Operation Study for Central Asian Power System. *Working Paper, 98830*. Retrieved from <http://www.carecprogram.org/uploads/events/2010/SOM-Oct/Diagnostic-Study-CAREC-Energy-Strategy-Pillar2-Full-Report.pdf>
- Mogilevskii, R. (2012). Trends and Patterns in Foreign Trade of Central Asian Countries. *Working Paper NO. 1, 2012*. Bishkek, University of Central Asia.
- United Nations Development Program, (2014). *Human Development Report 2014*. Retrieved from <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-en-1.pdf>
- United States Energy Information Administration, (2015). International Energy Statistics. Retrieved from <http://www.eia.gov/cfapps/ipdbproject/IEDIndex3.cfm>

ANNEX.-IV
Special Program for Central Asia (SPCA)

United States Government's Global hunger and Food Security Initiative, (2014). In Central Asia, Improving Agriculture AND Natural Resource Management. *Newsletter, September 30, 2014*. Washington D.C: Feed the Future. Retrieved from <http://www.feedthefuture.gov/article/central-asia-improving-agriculture-and-natural-resource-management>

World Bank, (2015). World Development Indicators Databank. Retrieved from <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>

Original : Anglais

**RÉSOLUTIONS
DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION
DU COMCEC**

(Istanbul, du 23 au 26 novembre 2015)

La Trente et Unième Session du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC) s'est tenue du 23 au 26 novembre 2015 à Istanbul, Turquie;

Rappelant les Résolutions pertinentes des Conférences du Sommet Islamique, du Conseil des Ministres des Affaires étrangères (CME) et du COMCEC, incluant la 12^{ème} Session du Sommet de la Conférence Islamique, la 4^{ème} Conférence Extraordinaire du Sommet Islamique, le Sommet Economique du COMCEC en 2009, la 42^{ème} Session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères, et la 30^{ème} Session du COMCEC;

Réaffirmant l'engagement de tous les Etats membres au Programme d'action décennal de l'OCI (PAD) adopté à la 3^{ème} Session Extraordinaire de la Conférence du Sommet Islamique tenue les 7 et 8 décembre 2005 à Makkah Al-Mukarramah, et la Stratégie du COMCEC adoptée par la 4^{ème} Conférence Extraordinaire du Sommet Islamique tenue les 14 et 15 août 2012 à Makkah Al-Mukarramah;

Prenant note de la proposition des rapports d'avancement, documents de travail et études sur les différents points de l'ordre du jour proposés par le Secrétariat général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC, le Centre de recherches statistiques économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC), le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC), le Groupe de la Banque islamique de développement (BID), la Chambre islamique de commerce, d'industrie et d'agriculture (CICIA) et l'Institut de la normalisation et de métrologie des pays islamiques (INMPI);

Exprimant sa reconnaissance aux Etats membres pour l'accueil des Conférences ministérielles, Réunions, ateliers, foires et autres activités dans les domaines de coopération;

Louant les efforts réalisés par le Secrétariat général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC et les institutions de l'OCI agissant dans les domaines de la coopération économique et commerciale, à savoir le SESRIC, CIDC, Groupe de la BID, CICIA, AIA et INMPI.

Rapport sur la Stratégie du COMCEC et sa mise en œuvre (Point 2 de l'ordre du jour)

1 **Se félicite** du Rapport d'avancement soumis par le Bureau de Coordination du COMCEC soulignant les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie, et **demande** aux Etats membres et institutions de l'OCI de déployer leur entier soutien à la mise en œuvre de la stratégie.

2 **Se félicite** des progrès réalisés dans la mise en œuvre des projets financés par les premier et deuxième appels à Financement de projet du COMCEC. **Se félicite également** du troisième appel à projet lancé par le Bureau de Coordination du COMCEC en septembre 2015.

3 **Demande** au Bureau de Coordination du COMCEC de rendre compte régulièrement aux Sessions du COMCEC et réunions du Comité permanent des progrès dans la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC.

4 **Se félicite** des activités organisées par les Institutions de l'OCI pertinentes (SESRIC, CIDC, Groupe de la BID, CICIA et INMPI) en accord avec la Stratégie 2015 du COMCEC.

5 **Demande** aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, de s'enregistrer aux Groupes de Travail du COMCEC et de participer activement aux prochaines réunions des Groupes de Travail.

6 **Demande** également aux Etats membres qui se sont enregistrés aux Groupes de Travail du COMCEC de participer activement aux prochaines réunions des Groupes de Travail pertinents et de tirer profit du Financement de projets du COMCEC pour réaliser leurs projets de coopération.

7 **Se félicite** de la tenue de la Troisième réunion annuelle des Groupes de Travail sur les points focaux, organisée par le Bureau de Coordination du COMCEC les 10 et 11 juin 2015 à Ankara.

8 **Demande** au Points Focaux Nationaux du COMCEC et aux points focaux des Groupe de Travail de travailler plus étroitement avec le Bureau de Coordination du COMCEC pour une communication et une coordination efficaces.

9 **Félicite** les efforts des Groupes de Travail vers le rapprochement des politiques entre les Etats membres dans leur domaine de compétence et se félicite des recommandations politiques des Réunions des Groupes de Travail.

10 **Appelle** les Etats Membres à prendre en considération les recommandations stratégiques préparées par les Groupes de Travail et salués par la Session du COMCEC et **demande** aux institutions de l'OCI de soutenir la mise en œuvre des recommandations stratégiques.

11 Comme souligné par les Etats membres lors de la Troisième Réunion Annuelle des Groupes de Travail sur les points focaux, **appelle** les Etats membres concernés à répondre aux "Formulaires d'Evaluation" mis en circulation par le Bureau de Coordination du COMCEC le 30 juillet 2015 afin de suivre la mise en œuvre de la Politique de recommandations des Groupe de Travail du COMCEC.

12 **Exprime** sa reconnaissance au Bureau de Coordination du COMCEC, SESRIC, CIDC, Groupe de la BID, CICIA et INMPI pour leurs efforts vers la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC.

13 **Adopte** les recommandations de la 31^{ème} Réunion du comité de suivi du COMCEC.

Programme d'action décennal de l'OCI (PAD) (Point 3 de l'ordre du jour)

14 **Réaffirme** son engagement à la réalisation des objectifs du PAD et **appelle** les Etats membres et les institutions de l'OCI à développer les efforts requis vers l'atteinte des objectifs du PAD.

15. Rappelant la résolution pertinente de la 30^{ème} Session du COMCEC, **invite** le Secrétariat général de l'OCI, dans la préparation du nouveau programme d'action décennal, à faciliter l'implication de tous les Etats membres et des organes de l'OCI, et à respecter la Stratégie du COMCEC dans la formulation du volet économique et commercial afin d'éviter les duplications.

16. **Rappelant** les résolutions pertinentes de la 41^{ème} Session du Conseil des ministres des Affaires étrangères, répète sa demande au Secrétariat général de l'OCI à soumettre une évaluation exhaustive au 32^{ème} Comité de suivi du COMCEC sur la mise en œuvre du volet économique et commercial du Programme d'action décennal lors des 10 dernières années, avec un accent particulier sur les accomplissements et défis, ainsi que les recommandations pour le programme suivant.

17. Demande également au Secrétariat général de l'OCI de soumettre un rapport d'avancement sur l'adoption et la création du Programme d'action suivant à la 32^{ème} Réunion du Comité de suivi du COMCEC.

18. **Souligne** l'importance du suivi actif de la section économique et commerciale du nouveau Programme d'action décennal par le COMCEC.

Développements économiques mondiaux avec une référence spéciale aux États membres de l'OCI (Point 4 de l'Ordre du jour)

19. **Charge** le SESRIC de continuer à assurer le suivi des développements économiques mondiaux et leurs impacts sur les États membres et de faire rapport aux Sessions annuelles du COMCEC.

20. **Prend note** avec satisfaction des rapports sur les perspectives sectorielles élaborés par le Bureau de Coordination du COMCEC et soumis aux réunions pertinentes du Groupe de Travail.

21. **Salue** le thème principal de l'édition 2015 du rapport économique annuel du SESRIC portant sur les investissements et **demande** au SESRIC de se concentrer davantage sur les investissements intra-OCI dans ses futurs rapports.

22. **Tout en prenant en considération** les multiples obstacles à l'investissement y compris les restrictions en matière de régulation, le capital financier et humain inadéquat, l'infrastructure insuffisante, des technologies fragiles et des échecs de coordination et d'information, **demande** aux États Membres d'améliorer leur environnement d'investissement, d'accroître l'efficacité des institutions publiques et privées concernées en vue d'augmenter les IDE, pour tirer profit des investissements domestiques et de l'efficacité des investissements.

Commerce intra-OCI (Point 5 de l'Ordre du jour)

23. **Prend note** avec satisfaction de la tenue de la cinquième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le commerce le 26 mars 2015 à Ankara avec pour thème « La Promotion du rôle des Eximbanks/Agences de crédit à l'exportation (ACE) dans les États membres de l'OCI » et se félicite des recommandations de politique du Groupe de Travail, à savoir :

- Les États membres sont appelés à examiner et à évaluer les besoins de financement de leurs exportateurs
- Les États membres sont invités à renforcer la coopération transactionnelle entre leurs ACE
- Les États membres sont encouragés à examiner la solidité de leurs ACE dans le but d'améliorer la performance globale des ACE
- Les États membres sont appelés à renforcer leurs secteurs privés et à encourager leur participation dans le cadre des ACE
- Les États membres sont invités à entreprendre des activités de renforcement des capacités pour le renforcement des capacités institutionnelles et humaines de leurs ACE

(Réf. : Code du document OIC/COMCEC31-15/D(9))

24. **Prend également note** avec satisfaction de la tenue de la sixième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le commerce le 17 septembre 2015, à Ankara avec pour thème « Établissement des Organismes nationaux de facilitation du commerce opérationnels dans les États membres de l'OCI », et se félicite des recommandations de politique du Groupe de Travail, à savoir :

- Mettre en place des systèmes de communication efficaces dans le cadre des travaux des Organismes nationaux de facilitation du commerce
- Impliquer le secteur privé dans les activités des Organismes nationaux de facilitation du commerce
- Étendre l'assistance technique fournie aux pays membres pour établir/maintenir les Organismes nationaux de facilitation du commerce
- Concevoir les critères d'évaluation de la performance des Organismes nationaux de facilitation du commerce existants

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(10))

25. **Demande** aux États membres inscrits au Groupe de Travail du COMCEC sur le commerce d'assister à la septième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le commerce qui se tiendra le 25 février 2016, à Ankara avec pour thème « Le Renforcement de la conformité des États membres de l'OCI aux normes internationales », et à la huitième Réunion qui sera organisée le 6 octobre 2016, avec pour thème « L'amélioration de la coopération en matière de services de contrôle des frontières entre les États membres de l'OCI en vue de faciliter le commerce ».

26. **Appelle** les États membres à participer activement aux activités commerciales qui seront organisées en 2016 par le Bureau de Coordination du COMCEC, le SESRIC, le CIDC, le Groupe de la BID (CIFC), la CICIA et l'INMPI et **demande** à ces institutions d'envoyer des invitations et des documents aux États membres bien avant leurs réunions, afin d'assurer le plus de participation possible.

27. **Félicite** le CIDC et la BID d'avoir co-organisé avec succès les événements suivants :

- Séminaire sur la nouvelle génération d'accords de libre-échange du 4 au 6 mai 2015 à Casablanca, au Maroc,
- Séminaire sur la nouvelle génération d'accords de libre-échange du 25 au 27 mai 2015, à Istanbul, en Turquie ;

- Atelier sur la Modalité du guichet unique et le e-commerce les 9 et 10 novembre 2015, à Casablanca, au Maroc.

i) SPC-OCI

28. **Appelle** les Etats Membres qui ne l'ont pas fait à signer ou à ratifier les Accords du SPC-OCI, à savoir l'Accord-Cadre, le PRETAS et les Règles d'Origine, et ce dès que possible.

29. **Invite** tous les États participants, qui ont ratifié les Accords du SPC-OCI et qui ont soumis leurs listes de concessions, à finaliser les procédures nécessaires incluant la mise à jour des listes de concessions présentées antérieurement et la notification du secrétariat du CNC concernant les mesures pertinentes internes à prendre pour la mise en œuvre des règles d'origine du SPC-OCI d'ici au 1^{er} mars 2016, en vue d'une application intégrale du SPC-OCI.

30. **Salue également** la réunion de consultation des Ministres du Commerce et des Chefs de Délégations des 12 pays participants, tenue sur invitation du Ministre de l'Economie de la République de Turquie en marge de la 31^{ème} Session du COMCEC, qui a abouti à un accord commun au sujet de l'échéance du 1^{er} mars 2016 pour une pleine mise en œuvre du SPC-OCI.

31. **Demande** au Comité de Négociation de Commerce (CNC) d'envisager de convoquer sa session en 2016 lors de l'achèvement des procédures pertinentes par les États participants.

32. **Exprime** sa satisfaction pour la tenue réussie du séminaire de formation sur la mise en œuvre des règles d'origine du SPC-OCI, organisé les 26 et 27 janvier 2015 à Ankara par le Bureau de Coordination du COMCEC en collaboration avec l'Union des Chambres et de Bourses de marchandises de Turquie (TOBB).

33. **Salue** le CIDC pour l'organisation des événements de sensibilisation visant à accroître la sensibilisation quant aux avantages du SPC-OCI entre les représentants du gouvernement et le secteur privé dans les Etats membres ;

- Séminaire de formation sur le SPC/OCI pour les pays de l'ECO organisé à Istanbul du 7 au 9 avril 2015 en collaboration avec le BCC et le Groupe de la BID
- Séminaire de formation sur « Le Système de Préférences Commerciales entre les États membres de l'OCI, ses protocoles PRETAS et les règles d'origine » organisé à Doha les 13 et 14 avril 2015, en collaboration avec le ministère de l'Economie et du Commerce de l'État du Qatar.
- Séminaire de Sensibilisation et de Formation sur le SPC-OCI et ses protocoles en faveur des secteurs Publics et privés de la République du Suriname et la République de Guyana à Paramaribo le 4 juin 2015.

ii) Les Foires Islamiques de Commerce

34. **Félicite** les améliorations survenues du point de vue de nombre et de qualité des Foires Islamiques et des expositions de Commerce, et **adresse** ses remerciements et son appréciation aux Etats Membres suivants pour avoir accueilli les Foires Islamiques et les expositions de Commerce en coopération avec le CIDC :

- Le Royaume du Maroc d'avoir accueilli le séminaire sur « Expositions industrielles dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique de l'est » à Marrakech les 23 et 24 mars 2015 ainsi que le CIDC et l'Association des Expositions Industrielles pour avoir organisé ce séminaire.
- Le Royaume d'Arabie Saoudite pour avoir accueilli la « 8^{ème} Exposition des Industries Agroalimentaire des Etats Membres de l'OCI » du 13 au 16 avril 2015 ;
- La République de la Tunisie pour avoir organisé la 1^{ère} Exposition des Produits Biologiques et Locaux du 29 octobre au 1er novembre 2015.

35. **Salue** la proposition des Etats Membres suivants d'accueillir les Foires Islamiques et les Expositions de Commerce en coopération avec le CIDC entre 2015 et 2019 et **demande** aux Etats Membres d'encourager la participation active de leur secteur privé et des institutions connexes à ces évènements :

- L'Etat des Emirats Arabes Unis (Emirat de Charjah) d'accueillir la 4^{ème} Expo Halal de l'OCI et le Congrès respectivement du 9 au 11 décembre 2015 ;
- L'Etat des Emirats Arabes Unis (Emirat de Charjah) d'accueillir la « 2^{ème} Foire du Tourisme et des Voyages » à Charjah du 8 au 10 décembre 2015 ;

- Le Royaume du Maroc d'accueillir la « 3^{ème} Expo sur la Santé de l'OCI » en collaboration avec l'OFEC à Casablanca du 24 au 26 mars 2016 ;
- La République du Sénégal d'accueillir la « 2^{ème} Expo et Forum sur l'Enseignement supérieur » à Dakar du 9 au 12 mai 2016 ;
- La République Arabe d'Egypte d'accueillir la « 3^{ème} Exposition du Tourisme des Etats Membres de l'OCI » en 2017 ;
- La République d'Iraq d'accueillir la 16^{ème} Edition de la Foire Commerciale des Pays Islamiques en 2017 ;
- La République de Guinée d'accueillir la 17^{ème} Foire Commerciale des Pays Islamiques en 2019.

36. **Salue** l'invitation des Etats Membres par l'Arabie Saoudite à participer avec des pavillons spéciaux à la 15^{ème} Foire Islamique qui aura lieu sous l'égide du Serviteur des deux Lieux Saints à Riyad du 22 au 26 mai 2016 et **appelle** les Etats Membres à participer activement à cette Foire.

37. **Réitère** sa demande au CIDC de continuer de tenir des foires sectorielles spécifiques en coopération avec les Etats Membres et de soumettre des rapports réguliers sur les progrès des foires aux Sessions du COMCEC.

iii) Feuille de Route pour renforcer le Commerce Intra-OCI

38. **Prend note** du rapport de la 7^{ème} et Réunion Finale du Groupe Consultatif pour Renforcer le Commerce Intra-OCI tenue à Casablanca, Royaume du Maroc les 2 et 3 mars 2015.

39. **Exprime** son appréciation au CIDC et aux autres Membres du Groupe Consultatif pour avoir terminé avec réussite leur mandat en 2015 et **Prend note** du rapport exhaustif d'évaluation préparé en collaboration avec les Institutions connexes de l'OCI parallèlement aux relations y afférentes du COMCEC sur la mise en œuvre de la Feuille de Route.

40. **Félicite** la proposition du Royaume d'Arabie Saoudite et du CIDC pour avoir bien voulu organiser « la Conférence du Réseau TPO » à Djeddah le 23 mai 2016 en marge de la 15^{ème} Foire Islamique des Etats Membres de l'OCI.

41. **Salue** la proposition de la République du Sénégal d'accueillir le Forum Africain des Affaires Halal à Dakar en 2016 et la proposition du CIDC, du Ministère du Commerce, de

Secteur Informel, des Affaires des Consommateurs, de la Promotion des Produits Locaux et des PME de la République du Sénégal ainsi que l'Exposition Internationale des Affaires Musulmanes (SIBM) d'organiser ce Forum et **exhorte** les Etats Membres à participer activement à cet événement.

42. **Réitère** sa demande aux Etats Membres pour continuer de fournir au CIDC des données relatives au commerce, aux statistiques et aux réglementations d'investissement.

iv) Assistance Technique relative à l'OMC

43. **Appelle** la BID et le CIDC à continuer de fournir une assistance technique aux Etats Membres sur les questions relatives à l'OMC et de poursuivre leurs efforts pour accroître la sensibilisation des Etats Membres concernant l'importance des négociations de l'OCI sur le Commerce et de leur influence sur les économies et leur **demande** de rassembler et de coordonner leurs efforts en vue de renforcer les capacités humaines et institutionnelles des Etats Membres de l'OCI. Et ce afin de faciliter leur pleine intégration au système multilatéral du commerce sur une base juste et équitable.

44. **Appelle** les pays de l'OCI non-membres de l'OMC à adhérer à l'OMC et **demande** aux pays de l'OCI membres de l'OMC de les soutenir dans le processus d'adhésion.

45. **Demande** au Secrétariat Général de l'OCI de déployer les efforts nécessaires en faveur du statut d'observateur du CIDC au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en vue d'épauler les questions de suivi de l'OMC, y compris études, recherches, renforcement de capacités et rapports aux Fora de l'OCI.

46. **Adresse** ses remerciements et son appréciation au Groupe de la BID pour avoir organisé différentes activités, à savoir des ateliers et des séminaires dans le cadre de son programme de l'OMC depuis la 30^{ème} Session du COMCEC pour le bénéfice des pays de l'OCI.

47. **Remercie également** la BID d'avoir régulièrement organisé les réunions consultatives de l'OMC des Ministres du Commerce de l'OCI en marge des Conférences Ministérielles de l'OMC. La prochaine se tiendra le 14 décembre 2015 en marge de la 10^{ème} Conférence Ministérielle de l'OMC qui sera tenue du 15 au 18 décembre 2015 à Nairobi, Kenya, et **invite** les Etats Membres à participer activement à cet événement.

48. **Salue** la proposition du Royaume du Maroc d'accueillir un atelier sur « l'Administration des Accords Commerciaux Régionaux (ACR) et les Perspectives d'Intégration Régionale dans les Etats Membres de l'OCI » à Casablanca du 21 au 23

décembre 2015 et **salue** le CIDC et le Département de Coopération et d'Intégration de la BID pour leur organisation de cet atelier et **exhorte** les Etats Membres à participer activement à cet événement.

v) Activités de Financement de Commerce

49. **Apprécie** les activités de financement du commerce et de promotion de commerce du CIFC et la mobilisation des fonds du marché international pour le financement des opérations du commerce dans les Etats membres, contribuant à la réalisation de l'objectif du commerce Intra-OCI d'un taux de 20 pour cent.

50. **Félicite** les efforts du CIFC dans le financement des PME et les Pays Membres moins développés et dans la diversification illustrée par l'intégration à de nouveaux marchés en plus des produits et programmes de financement novateurs.

51. **Invite** les Pays Membres à compléter les exigences de l'adhésion à tous les institutions et centres du Groupe de la BID (CIFC, SIACE) pour qu'il puisse assumer, avec succès, son mandat.

52. **Prend note** des progrès de mise en œuvre de l'AFTIAS et Programme de Promotion du Commerce Arabo-Africain du CIFC et **invite** les Etats Membres concernés à participer activement et à soutenir la mise en œuvre de ces initiatives.

53. **Salue** les efforts du Groupe de la BID (CIFC) envers la préparation de Programme Spécial pour l'Asie Centrale et **invite** les autres institutions de l'OCI et les Etats Membres concernés à participer activement et à soutenir la mise en œuvre de ces initiatives.

54. **Prend note** des efforts du CIFC pour organiser un Forum de Développement du Commerce afin de sensibiliser les secteurs privés des Etats Membres au sujet des possibilités de financements du commerce du CICF et **encourage** les Etats Membres à participer activement à ce Forum.

55. **Prend note** du partenariat stratégique concernant l'initiative approfondie entre le Groupe de la Banque Mondiale et le Groupe de la BID.

vi) Activités liées au Commerce de l'INMPI

56. **Salue** l'activité croissante de l'INMPI par l'organisation d'activités de renforcement des capacités dans son champ de compétence et **demande** aux Etats Membres qui ne l'ont pas fait jusqu'à présent de joindre l'IMPI afin de profiter de ses services.

57. **Prend note avec appréciation** des activités du Comité d'Accréditation et **demande** aux Etats Membres de l'INMPI de participer activement aux Réunions du Comité d'Accréditation ainsi qu'à d'autres comités techniques sous l'égide du COMCEC avec leurs autorités nationales compétentes.

58. **Salue** l'organisation du programme de formation Assesneur/Assesneur du Comité d'Accréditation (CA) de l'INMPI qui aura lieu du 25 au 27 novembre 2015 à Istanbul, Turquie pour mettre en place un pool d'experts pour la participation des parties prenantes Musulmanes relatives à l'accréditation Halal.

59. **Félicite** l'organisation du Forum du SMIIC 2015 qui a été tenu à Dubaï, Emirats Arabes Unis le 5 mai 2015 pour accroître la sensibilisation concernant l'évaluation de la conformité et les activités Halal dans tous les Etats Membres.

Promouvoir le rôle du secteur privé dans la coopération économique (Point 6 de l'ordre du jour)

60. **Prend note** du rôle crucial joué par le secteur privé dans le développement économique des Etats Membres et a salué le rôle de la Chambre Islamique en introduisant des projets visant le développement du secteur privé dans les Etats Membres sous les auspices du COMCEC.

61. **Demande** à la CIIA d'effectuer une évaluation globale de son organisation, de ses fonctions et des activités en vue de renforcer sa portée afin de mieux servir le secteur privé selon son mandat et ses objectifs originaux, et de soumettre un rapport à ce sujet lors de la 32^{ème} Réunion de Comité de Suivi et de la 32^{ème} Session du COMCEC.

62. **Appelle** les Etats Membres à soutenir et à participer activement au travail de la CIIA portant sur la révision de ses fonctions et activités et **encourage** la Chambre de Commerce à s'engager activement dans les activités de la CIIA.

63. **Salue** la tenue de la 17^{ème} Réunion du Secteur Privé, à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, parallèlement à la 15^{ème} Foire Commerciale Islamique qui aura eu lieu du 22 au 26 mai 2016.

64. **Se félicite** de l'offre de la République de Turquie d'accueillir le 2nd Atelier sur « Promotion de la Coopération entre les Agences de Registre du Commerce des Etats Membres de l'OCI » en septembre 2016.

65. **Félicite** la CIIA de l'organisation réussie du 8^{ème} Forum des Femmes d'Affaires en coopération avec la Banque Islamique de Développement (BID) et la Chambre Nationale

de Commerce et d'Industrie de l'Ouganda (UNCCI) et de l'atelier sur « Le développement d'un Mécanisme pour les Coentreprises et les Partenariats entre les Femmes Entrepreneurs par le biais de la Coopération Sud-Sud », en collaboration avec le Fonds d'Affectation Spéciale Pérez-Guerrero (PGTF) /le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Chambre Nationale de Commerce et d'Industrie de l'Ouganda (UNCCI), à la fois, tenus à Kampala, République d'Ouganda les 26 et 27 puis les 28 et 29 octobre 2015 respectivement.

66. **Invite** le secteur privé des Etats Membres à coopérer activement et à interagir avec la CICIA afin de remplir ses tâches.

67. **Prend note** des activités suivantes qui seront organisées par la CICIA et appelle le secteur privé des Etats Membres à participer activement à ces activités;

- La 17^{ème} Réunion du Secteur Privé, à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, parallèlement à la 15^{ème} Foire Commerciale Islamique qui a eu lieu du 22 au 26 mai 2015.
- Le 9^{ème} Forum des Femmes d'Affaires pour les Pays Islamiques à Riyad, Arabie Saoudite du 22 au 26 mai 2016.
- Le Programme de Formation en Leadership pour les Cadres Supérieurs (Convertir les Bons Directeurs en de Grands Leaders (Dates / Lieu à déterminer).
- Forum d'Echange Commercial des Produits Alimentaires entre les Pays Islamiques
- La Conférence Annuelle Halal
- Le Prix d'excellence
- Atelier spécialisé sur (la sécurité alimentaire / le développement de l'Entrepreneuriat / la Promotion des opportunités touristiques/ le Développement des PME)
- La Conférence sur l'Union des Propriétaires d'Affaires musulmans.

68. **Exprime** sa gratitude et ses remerciements à la République de Tunisie pour l'organisation d'un séminaire sur la Politique de la Concurrence dans les Etats Membres de l'OCI en collaboration avec le CIDC, à Tunis, les 2-3 juin 2015.

Améliorer le Transport et les Communications (Point 7 de l'ordre du jour)

69. **Prend note avec satisfaction** de la convocation de la Cinquième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les communications le 12 février 2015, à Ankara, sur le thème de «*L'évaluation de la propriété, les structures de gouvernance et*

les performances des ports des Etats Membres de l'OCI» et se félicite des recommandations de politique rendues par la Réunion, à savoir;

- Les Etats Membres sont invités à promouvoir la participation du secteur privé dans le secteur portuaire.
- Les Etats Membres sont encouragés à établir des régulateurs portuaires
- Les Etats Membres sont appelés à promouvoir le transport intermodal de conteneurs.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(24))

70. **Prend note également avec satisfaction** de la convocation de la Sixième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications le 22 octobre 2015, à Ankara, Turquie, sur le thème « *Le Transport Urbain dans les Mégapoles de l'OCI* » et se félicite des recommandations de politique rendues par la Réunion, à savoir ;

- Développer les Partenariats Public-privé (PPP) pour le financement du Transport Urbain
- Améliorer les Applications des TIC pour la Gestion du Trafic dans les villes de l'OCI
- Améliorer la structure institutionnelle pour assurer la réalisation d'une stratégie du Transport Durable

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(25))

71. **Demande** aux Etats Membres de participer à la Septième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications, qui aura lieu le 24 mars 2016 sur le thème « *Améliorer l'entretien des routes dans les Pays Membres de l'OCI* » et à la huitième Réunion qui sera tenue le 27 octobre 2016 sur le thème « *Améliorer la sécurité routière dans les Pays Membres de l'OCI* ».

72. **Apprécie** les efforts déployés par le Secrétariat Général de l'OCI pour sensibiliser les Etats Membres concernés de l'OCI sur la nécessité d'inclure les segments nationaux respectifs le long du corridor ferroviaire Dakar-Port Soudan de l'OCI dans leurs plans de développement nationaux et prie les Etats Membres concernés à soumettre leurs études de faisabilité bien conçues pour assurer un soutien technique et un financement adéquats à ce projet.

Développer un secteur touristique durable et compétitif (Point 8 de l'ordre du jour)

73. **Prend note avec satisfaction** de la convocation de la Cinquième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme le 5 février 2015, à Ankara, sur le thème « *Facilitation du Voyage pour Améliorer la Mobilité dans les Pays Membres de l'OCI* » et **se félicite** de ses recommandations de politique suivantes;

- Encourager la facilitation des visas entre les Etats Membres
- Développer des liaisons aériennes et augmenter la capacité des lignes aériennes dans les Etats Membres

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(29))

74. **Prend note également avec satisfaction** de la convocation de la Sixième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme le 3 septembre 2015, à Ankara sur le thème « *Stratégies de marketing du Tourisme efficaces: Solutions basées sur les TIC pour les Pays Membres de l'OCI* » et **se félicite** de ses recommandations de politique suivantes;

- Former et renforcer une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine du marketing du tourisme basé sur les TIC dans les Etats Membres
- Promouvoir la coopération entre le gouvernement et le secteur privé sur l'utilisation et la diffusion des TIC dans le marketing du tourisme
- Développer des stratégies de marketing numérique globales et efficaces dans les Etats Membres

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(30))

75. **Prie** les Etats Membres, qui se sont inscrits au Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme, de participer activement à la Septième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme qui se tiendra le 4 février 2016, sur le thème « *Tourisme respectueux de L'Islam: Comprendre l'offre et la demande dans les Pays Membres de l'OCI* », ainsi qu'à sa Huitième Réunion, qui se tiendra le 1^{er} septembre 2016, sur le thème « *Promotion des produits et des services du Tourisme respectueux de l'Islam dans les Pays Membres de l'OCI* » et demande aux Etats Membres, qui ne l'ont pas encore fait, de s'inscrire au Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme.

76. **Salue** l'offre de la République du Niger d'accueillir la Neuvième Session de la Conférence Islamique des Ministres du Tourisme du 21 au 23 décembre 2015 et **appelle** les Pays Membres à participer activement à cet événement.

77. **Prend note** du rapport de la Troisième Réunion du Forum de Tourisme du Secteur Privé de l'OCI/COMCEC tenue du 29 au 30 janvier 2015 à Istanbul sous le

thème « Marques Internationales des Destinations de Tourisme dans les Pays Membres de l'OCI »

78. **Salue** l'offre de la République de Turquie d'organiser la Quatrième Réunion du Forum du Tourisme du Secteur Privé de l'OCI/COMCEC du 14 au 15 janvier 2016 à Istanbul avec le thème « *Promotion du Tourisme Respectueux de l'Islam* » et **demande** aux Pays Membres d'encourager les représentants du secteur privé dans le domaine du tourisme à participer activement à cet événement.

79. **Salue** l'offre de la République Islamique d'Iran d'accueillir la 5^{ème} Conférence sur le Tourisme de Santé à Machhad en 2016 et **demande** aux Etats Membres de participer activement aux évènements.

L'augmentation de la productivité du Secteur Agricole et la Durabilité de la Sécurité Alimentaire (Le point 9 de l'ordre du jour)

80. **Prend note avec appréciation** de la convocation de la Cinquième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture, tenue le 5 mars 2015 à Ankara sous le thème « *Renforcement de la capacité institutionnelle : Renforcer les Organisations Paysannes dans les Pays Membres de l'OCI* » et **salue** ses recommandations de politique suivantes ;

- La recherche et les services de vulgarisation des organisations paysannes doivent être améliorés pour accroître la productivité agricole.
- La capacité des organisations paysannes d'accéder à l'information des marchés agricoles et la diffusion de l'information sur le marché à leurs membres doivent être améliorées.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(35))

81. **Prend également note avec appréciation** de la convocation de la Sixième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture, tenue le 8 octobre, 2015 à Ankara avec le thème « *l'Amélioration des chaines de valeur agricoles* »

dans les Pays Membres de l'OCI » et **salue** ses recommandations de politique suivantes ;

- L'adoption/le développement de critères pour la qualité et la mise en œuvre du contrôle de qualité ainsi que l'identification des opportunités du marché pour réaliser la conformité des produits agricoles aux normes
- L'amélioration du transport et des installations de stockage pour assurer le développement des chaînes de valeur dans les Etats Membres à travers des partenariats public-privé bien développés.
- L'encouragement des industries agro-alimentaires et de l'emballage pour augmenter la valeur ajoutée des produits agricoles.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(36))

82. **Exhorte** les Pays Membres qui se sont inscrits au Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture à participer activement à la Septième Réunion du Groupe de Travail sur l'Agriculture prévue pour le 3 mars 2016 avec le thème « *Réduire les pertes alimentaires à l'exploitation dans les Pays Membres de l'OCI* », ainsi que sa Huitième Réunion qui devrait se tenir le 13 octobre 2016 avec le thème « *La Réduction des pertes post-récolte dans les Pays Membres de l'OCI* » et **demande** aux Pays Membres, qui ne se sont pas encore inscrits, de s'inscrire au Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture.

83. **Salue** l'organisation de « *L'Atelier de Travail sur le Renforcement des Capacités sur l'Analyse de la Chaîne de Valeur de l'Agro-Industrie* » du 1^{er} au 3 décembre 2014 à Ankara, en République de Turquie par le SESRIC en collaboration avec la Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CICIA), la FAO et le Fonds d'Affectation Spéciale Perez Guerrero (PGTF) du PNUD.

84. **Note avec appréciation** les efforts déployés par la République de Turquie et par le SESRIC dans l'organisation de stage de formation sur les différents aspects techniques, agricoles et de sécurité alimentaire dans les Etats Membres dans le cadre du Programme de Renforcement des Capacités de l'OCI.

85. **Salue** l'offre de la République du Kazakhstan d'accueillir la Conférence Ministérielle de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole ainsi que l'Assemblée Générale Inaugurale de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire prévue du 26 au 28 avril 2016 et **appelle** les Pays Membres à participer activement à cet événement.

86. **Appelle** les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier le Statut de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire.

87. **Prend note** de l'organisation de l'Expo 2016 à Antalya, République de Turquie et **invite** le secteur privé et les autorités publiques des Etats Membres à participer à cette organisation.

L'Allègement de la Pauvreté (Point 10 de l'ordre du jour)

88. **Prend note avec appréciation** de la convocation de la Cinquième Réunion du Groupe de Travail pour l'allègement de la Pauvreté, tenue le 26 février 2015 à Ankara avec le thème « *Politiques d'activation pour les pauvres dans les Etats Membres de l'OCI* » et **salue** les recommandations de politique suivantes ;

- Augmenter la capacité des institutions fournissant les Services Publics d'Emploi (SPE) dans les Etats Membres en améliorant la qualité et la quantité des ressources humaines et le développement de l'infrastructure des technologies de l'information (TI) des Institutions de SPE, ainsi qu'en assurant un partenariat efficace avec les parties prenantes en matière de la réalisation des modalités d'activation.
- La promotion de l'implication de l'employeur dans la préparation/la mise en œuvre des programmes d'activation en constituant un dispositif efficace pour assurer l'implication active des parties prenantes ainsi qu'en effectuant des sondages auprès des employeurs pour identifier les compétences/besoins du marché de travail.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC31-15/D(40))

89. **Prend également note avec appréciation** de la convocation de la Sixième Réunion du Groupe de Travail pour l'allégement de la Pauvreté tenue le 10 septembre 2015 à Ankara, avec le thème « *l'Amélioration des services de base de livraison dans les Etats Membres de l'OCI* », et **salue** les recommandations de politique émises par la réunion.

(Les recommandations de politiques émises par la réunion sont intégrées dans le document des recommandations de politiques, préparé spécialement pour la Session d'Echange de Vue de la trente et unième Session Ministérielle du COMCEC et joint en Annexe 8)

90. **Demande** aux Etats Membres de participer activement à la Septième Réunion du Groupe de Travail prévue pour le 11 février 2016 à Ankara, avec le thème « *l'accès des Groupes Vulnérables des Pays Membres de l'OCI aux Programmes de Protection Sociale* », ainsi qu'à la Huitième Réunion prévue pour le 3 novembre 2016 avec le thème « *La migration internationale forcée dans les Pays de l'OCI : le cadre de la politique adoptée par les Pays d'Accueil* ».

i) Le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID) et le Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA)

91. **Réitère** sa demande aux Pays Membres qui se sont engagés auprès du FSID de respecter leurs obligations et de prendre de nouveaux engagements de manière volontaire, pour lui permettre de financer plus de projets dans les Etats Membres et **salue** les Etats Membres ayant déjà honoré leurs engagements.

92. **Demande** aux Etats Membres qui n'ont toujours pas annoncé leurs engagements de déclarer leurs obligations et d'honorer ces engagements conformément à leur capacité économique et financière pour permettre au Fonds de mettre en œuvre ses programmes dans les Etats Membres.

93. **Demande également** au FSID d'augmenter ses efforts de mobilisation et de promotion de ressources provenant de différentes sources y compris le secteur privé des Etats Membres.

94. **Salue** les efforts de la Banque Islamique de Développement (BID) dans la mobilisation de ressources provenant de différentes institutions financières pour la mise en œuvre du Programme Spécial pour le Développement de l’Afrique (PSDA).

ii) Plan d’Action du Coton de l’OCI

95. Tout en appréciant l’intérêt positif de la BID pour le Plan d’Action du Coton de l’OCI, **demande** à la BID de finaliser son examen pour le financement du projet de renforcement de capacité qui combine 14 projets de coton en un seul projet, présenté à la BID, conformément à la résolution pertinente de la 30^{ème} Session du COMCEC.

96. **Prend note** des efforts du SESRIC dans l’organisation de stage de formation sur les différents aspects relatifs au coton dans les Etats Membres dans le cadre du Programme de Formation du Coton de l’OCI (OCI-PFC), et a exhorté les Centres d’Excellence en matière de Recherche sur le Coton à renforcer leur coopération avec le SESRIC dans la mise en œuvre de ces stages de formation.

iii) Le Programme EFP-OCI

97. **Apprécie** les efforts continus du SESRIC dans l’initiation et la mise en œuvre de différents programmes de renforcement de capacités et stages de formation dans différents domaines et zones d’intérêt des Etats Membres en vue de renforcer les capacités et la qualité des ressources humaines dans ces pays et **appelle** le SESRIC à mobiliser davantage de ressources financières pour le dit programme.

98. **Demande** au SESRIC et à la BID de poursuivre le développement et la mise en œuvre de nouveaux projets et initiatives dans le cadre des sous-programmes de l’EFP-OCI, et **invite** les Etats Membres à participer et à soutenir les différents programmes de renforcement de capacités du SESRIC sous le Programme EFP-OCI en activant le rôle de leurs Points Focaux Nationaux (PFN) dans ce programme important.

L’approfondissement de la coopération financière (Point 11 de l’ordre du jour)

99. **Prend note avec appréciation** de la convocation de la Quatrième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière tenue le 19 mars 2015 à Ankara avec le thème « *Améliorer les Mécanismes de Surveillance Bancaire dans les Pays Membres de l’OCI* » et **salue** les recommandations de politique du Groupe de Travail, à savoir;

- Une stratégie de collecte de données de risque de crédit pour les Etats Membres de l’OCI doit être développée pour réduire les risques lors des

périodes des turbulences économiques et la capacité d'évaluation des risques des Etats Membres de l'OCI devrait également être développée conformément aux meilleures pratiques internationales

- Un régime d'assurance-dépôts efficace pour le secteur bancaire devrait être développé pour atteindre un niveau plus élevé de stabilité et d'inclusion financières
- Un cadre réglementaire et de supervision doit être développé particulièrement pour les Banques Islamiques dans le but de bénéficier du potentiel de croissance important du Système Bancaire Islamique.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(48))

100. **Prend note également avec satisfaction** de la convocation de la Cinquième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière le 15 octobre 2015, à Ankara sur le thème « *Les Systèmes de paiement de masse dans les Pays Membres de l'OCI* » et se félicite des recommandations de politique rendues par le Groupe de Travail, à savoir ;

- Accroître la sensibilisation aux avantages des systèmes de paiement de masse modernes à travers l'éducation sur les contrôles et la prudence financiers de base et ainsi que d'accroître la transparence afin de protéger les droits des consommateurs,
- Explorer des moyens de réduire encore le coût des paiements de masse et la recherche de moyens pour l'interopérabilité,
- Etablir / maintenir la collecte de données sur les systèmes de paiement de l'OCI et du cadre de rapport.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(49))

101. **Demande** aux Etats Membres de participer activement à la Sixième Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière, qui se tiendra le 17 mars 2016, sur le thème « *Elaboration de stratégies de Finance Islamique dans les Pays Membres de l'OCI* », ainsi qu'à sa Septième Réunion, qui aura lieu le 20 octobre 2016, sur le thème « *Architecture Financière Islamique Nationale et Globale : Problèmes et Solutions Possibles pour les Pays Membres de l'OCI* ».

i) Forum des bourses des Etats membres de l'OCI

102. **Prend note** du rapport de la neuvième réunion du Forum des bourses des Etats membres de l'OCI tenue le 19 novembre 2015 à Istanbul.

103. **Se félicite** de la proposition de la Borsa Istanbul, en tant que Secrétariat du Forum des échanges des bourses, d'accueillir la 10^{ème} Réunion du Forum en 2016 à Istanbul et **demande** à tous les Etats membres de participer activement à cette Réunion.

104. **Demande** aux Etats membres et à la BID d'encourager la promotion conjointe des Index et sous-indices S&P et COMCEC/OCI.

105. **Se félicite** du rapport sur l' « Initiative du marché de l'or pour les Pays membres de l'OCI » préparé par le Forum des bourses des pays membres de l'OCI, et **demande** l'étude approfondie, par l'intermédiaire de son groupe de travail sur les métaux précieux, en vue d'accélérer le processus d'intégration des échanges et d'harmonisation des cadres de régulation afin d'établir un échange entre les bourses des Etats membres de l'OCI et soumettre le rapport sur cette question à la 32^{ème} Session du COMCEC.

ii) Coopération entre les organes de régulation des marchés de capitaux

106. **Prend note** du rapport de la Quatrième Réunion du Forum des régulateurs des marchés de capitaux tenue le 19 novembre 2015 à Istanbul.

107. **Se félicite** des efforts fournis par les Groupes de Travail du Forum des régulateurs des marchés de capitaux du COMCEC sur les défis des marchés de capitaux islamiques, les bases de données, l'alphabétisation financière ainsi que le renforcement des capacités, et **invite également** les Etats membres à encourager les efforts du Forum par la participation à ses réunions, la contribution dans la réalisation des mandats des Groupes de Travail.

108. **Se félicite** de la proposition de la commission des marchés de capitaux de Turquie, en tant que Secrétariat du Forum, d'accueillir la Cinquième réunion du Forum des régulateurs des marchés de capitaux du COMCEC en 2016 à Istanbul et **demande** à tous les Etats membres de participer activement à cette réunion.

109. **Se félicite** du rapport sur " l'initiative de l'échange des sûretés immobilières en bourse" préparé par le Forum des régulateurs des marchés de capitaux du COMCEC, et **demande** d'étudier plus profondément la question, avec l'objectif ultime d'établir une bourse pour l'échange immobilier/sûretés immobilières pour les Pays membres de l'OCI et soumettre un rapport sur cette question à la 32^{ème} Session du COMCEC.

iii) Coopération entre les Banques Centrales et les Autorités Monétaires

110. **Demande** à la République du Suriname de proposer de nouveau des dates exactes auxquelles accueillir la 15^{ème} Réunion des Banques Centrales et des Autorités Monétaires des Etats Membres de l'OCI en janvier 2016 et **prie également** les Etats Membres de participer activement à cette réunion.

111. **Se félicite** des programmes de formation et de renforcement des capacités organisés par le SESRIC entre les Banques Centrales et les Autorités Monétaires des Etats Membres portant sur différents aspects de la coopération et **demande** au SESRIC de continuer à organiser de telles activités pour les institutions compétentes des Etats Membres.

Echange de Vues sur « L'Agenda pour le Développement Post-2015 et les Défis liés au Développement de la Oumma Islamique : Amélioration de la Prestation des Services de Base » (Point 12 de l'Ordre du Jour)

112. Rappelant la décision pertinente de la 30^{ème} Session du COMCEC, **se félicite** de l'étude conjointe sur « Facteurs Critiques pour le Succès de la Mise en Œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) : Situation Actuelle et Perspectives pour l'OCI », préparée et présentée par la BID et le Bureau de Coordination du COMCEC et **demande** aux Etats Membres et aux Institutions concernées de l'OCI d'utiliser les résultats de cette étude.

113. **Salue** les recommandations stratégiques de la 6^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté sur le thème de « *L'Agenda pour le Développement Post-2015 et Défis liés au Développement de la Oumma Islamique : Amélioration de la Prestation des Services de Base* » organisée les 10 et 11 septembre 2015 à Ankara, Turquie.

Réf. : Document de Recommandations de politiques joint en Annexe 8

114. **Demande** aux Institutions de l'OCI, dans leur domaine de compétence respectif, de soutenir pleinement les Etats Membres dans la mise en œuvre des ODD.

115. Prenant note avec appréciation des efforts continus sous l'égide des Groupes de Travail du COMCEC et du Financement de Projets du COMCEC, **demande** au Bureau de Coordination du COMCEC de prendre en considération les ODD récemment adoptés et leurs sous-points et de les étudier dans le cadre des groupes du travail et **exhorte** les Etats Membres à développer les projets qui seront implémentés dans le cadre du Financement de Projet afin d'aider à la mise en œuvre des ODD.

116. **Demande** au SESRIC d'identifier les manques de données et les limitations de compilation des Etats Membres de l'OCI relatifs aux indicateurs des ODD et de soutenir les services statistiques nationaux et les institutions publiques connexes dans leurs efforts de développement de leurs capacités. **Demande également** au SESRIC d'effectuer un suivi du processus d'inclusion de l'OCI en tant qu'unité d'analyse dans le système statistique de l'ONU et de soumettre un rapport lors de la 32^{ème} Réunion du Comité de Suivi et à la 32^{ème} Session du COMCEC.

117. Prenant en considération l'ambitieux Agenda des ODD et la nécessité de choisir parmi les 17 objectifs ceux étant prioritaires au plan national, **demande** au SESRIC en collaboration avec le BCC d'identifier les domaines des ODD prioritaires pour les Etats Membres, à l'aide d'enquêtes, de visites de terrain et de réunion avec les parties prenantes ainsi que d'effectuer une évaluation des besoins en capacité dans ces domaines prioritaires pour les Etats Membres et d'en faire rapport lors de la 32^{ème} Réunion du Comité de Suivi et lors de la 32^{ème} Session du COMCEC.

Thème de la Prochaine Session d'Echange de Vues

118. **Décide** que « L'Elaboration de Stratégies pour la Finance Islamique dans les Pays Membres de l'OCI » sera le thème de l'Echange de Vues lors de la 32^{ème} Session du COMCEC et **demande** au Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière, en coopération avec les institutions pertinentes de l'OCI, de proposer des recommandations stratégiques concrètes à ce sujet et d'en faire rapport lors de la 32^{ème} Session du COMCEC.

Date de la 32^{ème} Session du COMCEC (Point 13 de l'Ordre du Jour)

119. **Décide** que la 32^{ème} Réunion du Comité de Suivi aura lieu les 17 et 18 mai 2016 à Ankara, Turquie, et que la 32^{ème} Session du COMCEC se tiendra du 21 au 24 novembre 2016, à Istanbul, Turquie.
